

8 MILLIARDS DE FRANCS POUR LE GROUPE THOMSON

L'achat de RITA par l'armée américaine peut ouvrir d'autres marchés à la France

Label

M. Reagan a fait de ménager les susceptibilités de ses alliés européens lorsqu'ils sont en compétition pour un marché militaire particulièrement important aux États-Unis. Le succès du RITA français qui équipera l'armée de terre américaine en moyens modernes de transmissions, de préférence à son concurrent, le Ptiarmigan britannique, en témoigne.

Depuis le début de cette année, on se doutait que le matériel français avait les faveurs du Pentagone pour des raisons techniques, industrielles et commerciales. Dans les premiers jours de septembre, M. Thatcher, craignant de perdre la partie, intervint directement auprès du président des États-Unis; vous n'avez pas le droit, lui dit-elle en substance, de choisir la France au détriment de la Grande-Bretagne. Celle-ci n'est-elle pas un bien meilleur allié? A preuve, le soutien de Londres à l'initiative américaine de défense stratégique rejetée par M. Mitterrand. Du coup, le Pentagone réétudie son dossier, donnant ainsi à M. Reagan, en même temps qu'un certain répit, l'occasion de montrer qu'il n'est pas insensible aux arguments de M. Thatcher.

Entre-temps, les États-Unis, qui ne veulent pas fournir de nouveaux avions F-15 à l'Arabie saoudite, encouragent celle-ci à acheter le Tornado britannique plutôt que le Mirage-2000. Le marché étant clos avec Londres à la fin de septembre, M. Reagan peut s'estimer quitte. D'un côté, il n'est pas parti en guerre contre son propre état-major, et il se présente, aux États-Unis mêmes, comme un président qui a tenu à respecter les choix professionnels de son armée de terre. De l'autre, il montre à la France qu'il sait résister aux « suggestions » de son allié le plus fidèle et, à la Grande-Bretagne, qu'il ne l'oublie pas, puisqu'il l'épaula dans ses intérêts commerciaux au Proche-Orient. Mieux : l'administration américaine a laissé entendre, récemment, aux responsables britanniques que leur pays recevrait sa part des contrats relatifs au projet IDS.

Si, à Londres, on se dit déçu malgré tout, on parvient à Paris, en faisant valoir que, jamaïs, à la connaissance des industriels français, les États-Unis n'avaient osé confier à un fournisseur étranger la conception d'un matériel militaire aussi important. Déjà, entre 1982 et 1984, les Américains avaient acheté à la France des hélicoptères et des avions de surveillance maritime, des missiles, des bombes anti-pistes et des réacteurs d'avion. Les échanges franco-américains en matière d'armements et de technologie avancée ont donc tendance à s'équilibrer, voire à s'améliorer au bénéfice de Paris.

A l'heure où la France fait du « forcing » pour obtenir l'adhésion de ses partenaires européens au programme Euréka, le label donné par les États-Unis avec RITA à la technologie française vient à point nommé. Elle ne peut en même temps que se féliciter de l'appui que lui a apporté la Belgique dans la négociation avec le Pentagone et voir les prémices d'une vraie collaboration euro-américaine.

Le Pentagone a annoncé, mardi soir 5 novembre, sa décision attendue (le Monde du 6 novembre) de confier à la société française Thomson, associée à l'entreprise américaine GTE, la réalisation d'un système informatique de transmissions tactiques destiné à l'armée de terre. La part française de ce contrat est évaluée à 1 milliard de dollars (8 milliards de francs). Cette décision pourrait entraîner d'autres débouchés pour le système français.

C'est à la fin de 1982 que les États-Unis ont exprimé le besoin de disposer - pour le compte, dans un premier temps, de leurs forces de déploiement rapide - d'un système de transmissions tactiques propre au champ de bataille dans lequel serait engagée leur armée de terre. Au même moment, la France achevait de mettre à l'épreuve - ce qu'on appelle la « validation » opérationnelle du système - le réseau intégré de transmissions automatiques (RITA) qu'elle destinait à ses trois corps d'armée avec l'espoir de commencer à le mettre en service à partir de 1983.

Le Pentagone lançait officiellement son appel d'offres en juillet 1984 en optant pour des systèmes étrangers, déjà plus ou moins éprouvés, pour éviter les délais et les dépenses qu'aurait entraînés le développement d'un dispositif équivalent par l'industrie américaine. Deux systèmes furent alors mis en concurrence : le RITA de conception française (en coopération avec la

Belgique qui l'a adopté pour sa propre armée de terre) et le Ptiarmigan de fabrication britannique (qui commença seulement cette année à équiper l'armée d'outre-Manche).

Le projet du Pentagone prit entre-temps une plus grande dimension : cinq corps d'armée, soit vingt-cinq divisions au total de l'armée de terre américaine, doivent être équipés d'un tel matériel de transmissions tactiques entre 1987 et 1992, à raison d'un corps d'armée par an.

Coût du projet : de l'ordre de 4 milliards de dollars (environ 32 milliards de francs). Au printemps de 1985, le Congrès a accepté de consacrer à cet achat, en 1986 et en 1987, une somme globale de 398 millions de dollars, ce qui signifie pour les industriels concernés que le programme peut démarrer avec 10 % de son financement déjà garanti avant toute livraison.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 4.)

DANS LE COMMERCE ET LES SERVICES

Les hausses de prix autorisées seront très faibles en 1986

Si une bonne partie des prix industriels sont maintenant libérés, les marges du commerce et les tarifs des services sont toujours réglementés par l'administration. Le comité national des prix, qui regroupe professionnels et fonctionnaires, doit se réunir le jeudi 7 novembre. A l'ordre du jour : les règles, applicables en 1986, qui prévoient notamment certains assouplissements pour le commerce.

M. Laurent Fabius avait assuré il y a un an que la liberté des prix industriels serait totale en début de 1986. Elle ne le sera pas tout à fait. Actuellement 80 % des prix sont libérés. Le reste de 20 % sera atteint au cours des prochains mois. Resteront sous contrôle - mais la question ne sera pas évoquée par le comité national - des secteurs qui ont un statut particulier ou des secteurs au sein desquels la concurrence est insuffisante.

Les secteurs industriels qui sont en libération sont ceux qui ont fait avec l'Etat des engagements de lutte contre l'inflation qui n'ont en fait aucune valeur contraignante. En revanche les secteurs qui resteront sous encadrement ne verront fixer des normes de hausses de prix à ne pas dépasser, qui pour 1986 seront de 1 % seulement en moyenne.

Pour les services, aucune libération générale n'est envisagée. Le régime restera l'année prochaine soit la tension pure et simple, soit des « engagements de lutte contre l'inflation » qui fixent des normes de hausse à ne pas dépasser : + 1,5 % en 1986, après + 3 % en 1985.

Troisième formule enfin : des « accords de régulation » négociés avec les professionnels, qui cadrent sous leur appellation anodine des dispositions réglementaires précises et impératives, permettant notamment à l'administration de dresser procès-verbal en cas de non-respect des normes fixées. On notera que les services inter-industriels relèvent plus de la réglementation des prix industriels que de celle des services.

La concurrence bénéficiera lui d'assouplissements notables. Le régime très compliqué de taxation issu des diverses politiques de blocage menées en 1982 et 1983 va être remplacé par un système de réglementation spécifique produit par produit. Les professionnels devront signer avec le gouvernement des « engagements de stabilité des prix », qui, pour l'année prochaine, ne permettront aucune hausse au détail.

Le commerce bénéficiera lui d'assouplissements notables. Le régime très compliqué de taxation issu des diverses politiques de blocage menées en 1982 et 1983 va être remplacé par un système de réglementation spécifique produit par produit. Les professionnels devront signer avec le gouvernement des « engagements de stabilité des prix », qui, pour l'année prochaine, ne permettront aucune hausse au détail.

LE CUMUL DES MANDATS

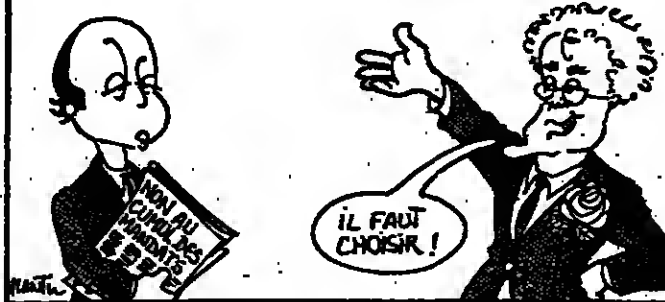
Richesse et pauvreté des élus

Le conseil des ministres du mercredi 6 novembre devait adopter un projet de loi empêchant un homme politique de détenir plus de deux mandats électifs importants. L'UDF est favorable, au moins à l'esprit du projet gouvernemental. Le RPR, en revanche, est farouchement opposé à une limitation de « la liberté des électeurs ». C'est parfois pour des raisons financières que des élus cumulent plusieurs mandats.

L'assiette au beurre fonctionne encore, au moins dans l'esprit des électeurs français toujours prompts à ne voir dans leurs élus que des ambitieux à la recherche de prébendes. Elle fonctionne beaucoup moins bien, ou plus du tout, dans le portefeuille des hommes politiques, dont la plupart sont très loin de faire fortune et perçoivent des indemnités sans rapport réel avec l'importance des responsabilités qui leur sont confiées.

Comme dans tous les milieux professionnels, il y a des travailleurs acharnés mal payés, des paresseux qui se débrouillent pour gagner très bien leur vie, des « vedettes » facilement accusées

.CHEF DE LA CAMPAGNE 86 .CHEF DU GOUVERNEMENT



de s'en mettre plein les poches et qui ont parfois bien du mal à joindre les deux bouts, des discrets qui réussissent, sans se faire voir, à accumuler les rentrées financières. Les cumulards ne sont pas forcément ceux que l'on croit.

La classe politique française a honte de l'argent. Au lieu de jouer cartes sur table, elle cherche à cacher les biens qu'elle entretient obligatoirement avec lui. Détruire le mythe du désintéressement des élus, ce n'est pas les accuser de vouloir s'enrichir, mais simple-

ment demander aux électeurs, comme aux politiques, de bien vouloir reconnaître que les gestionnaires de la cité doivent pouvoir vivre normalement de leur travail au service de leurs concitoyens.

Au niveau national, ni secret ni ambiguïté. Les parlementaires reçoivent une indemnité qui est la moyenne du traitement le plus haut et du traitement le plus bas de la fonction publique hors échelle. Soit 25 614,83 F au 1^{er} juillet 1985. A cela s'ajoutent une indemnité de résidence de

768,45 F et une indemnité de fonction de 6 595,82 F. L'ensemble de ces sommes (32 979,10 F) est imposable dans la limite de 11/20, le reste étant considéré comme un remboursement de frais.

Depuis quelques années, le Parlement prend aussi à sa charge une indemnité de secrétariat permettant de payer une secrétaire ou deux sténodactylos et le salaire de deux ou trois assistants dans la limite de 19 247 F par mois, hors charges patronales. De plus, les vice-présidents de l'Assemblée et les présidents de commission reçoivent une indemnité supplémentaire de 3 000 F à 4 000 F par mois; ils disposent en outre d'un secrétariat renforcé, d'une voiture et d'un chauffeur.

Les parlementaires européens perçoivent un traitement de base strictement identique, auquel s'ajoutent des indemnités de déplacement, et, là encore, le remboursement des frais de secrétariat et d'assistance. Mais il n'est pas possible de cumuler les indemnités nationales et européennes.

THÉRIER BRÉHER.

(Lire la suite page 7.)

Le divorce de raison

Le divorce se banalise à une vitesse impressionnante. En dix ans, le nombre des dissolutions des mariages a presque doublé en France, passant de 53 000 en 1974 à 103 000 en 1984. Faut-il en rendre responsable la nouvelle loi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1976? Ce serait voir les choses par le petit bout de la lorgnette. Même s'ils ont été rendus plus faciles, ces divorces à la pelle illustrent un bouleversement des mentalités auquel le législateur n'a fait que s'adapter. L'imminent d'un divorce, et avec retard. Beaucoup de tribunaux n'avaient pas attendu cette réforme pour changer leurs méthodes désuètes; dans la pratique, le « nouveau divorce » est antérieur à 1976.

« La courbe s'est mise à grimper bien avant l'adoption de la loi », souligne M. Louis Roussel, chercheur de l'Institut national d'études démographiques. C'est

un phénomène qui se vérifie dans tous les pays européens. Des lois plus libérales peuvent hâter des dissolutions qui se seraient étalées sur un plus grand nombre d'années : elles peuvent accentuer une tendance et même avoir des effets symboliques en influençant peu à peu les comportements. Mais il y a une telle disproportion entre le fait de divorcer et les facilités de la loi... »

L'année-clé en France est 1972. Par une étrange coïncidence, la courbe des mariages s'est mise à baisser sensiblement et celle des divorces à monter. De 1950 à 1970, le taux des mariages rompus était resté stable, aux environs de 11 %. Puis on a assisté à une progression spectaculaire. L'an dernier, le taux était passé à plus de 29 %. Si la France se situe à peu près au même niveau que l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas, si elle reste assez loin derrière la Grande-Bretagne et

encore plus loin de la Suède (44 %), Paris a déjà atteint le niveau des États-Unis, où un mariage sur deux se conclut par un divorce.

Les « guides du divorce » se multiplient. Il existe même à Paris une organisation bénévole, de conseils et d'informations, que sa présidente, M^{me} Odile Lamourette, n'hésite pas à qualifier de « centre d'apprentissage du divorce ». Quatre cents personnes y défilent chaque année, en particulier « des femmes de quarante à cinquante ans qui se retrouvent larguées du jour au lendemain et passent brusquement du mariage-sacrifice à l'agressivité » (1).

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 10.)

(1) Mouvement d'accueil, de conseils et d'informations pour divorcés et divorçables (MACIDD), 4, rue Vigie-Léon, 75015 Paris. Tél. 43-06-77-71.

M. George Shultz à Moscou

Des résultats mitigés pour quatorze heures d'entretiens.

PAGE 3

Saint Colucci

La croisée de Coluche pour les « restaurants du cœur ».

PAGE 9

Psoriasis : du nouveau

Une peau artificielle, atteinte de cette maladie, fabriquée par une équipe française.

PAGE 28

Rocul des syndicats

Selon l'UTIMM le taux de syndicalisation est tombé de 20 % à 15 % en dix ans.

PAGE 26

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Black and Blue »

La revue noire, de New-York au Châtelet

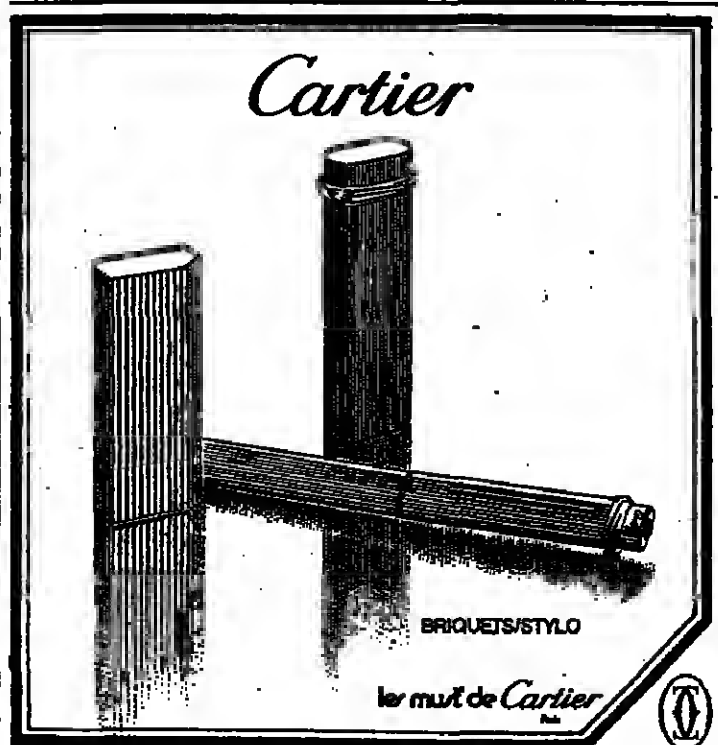
« Tangos, Pexil de Gardel »
Le film de Fernando Solanas

« Intolérance », de D.W. Griffith

Naissance de l'art cinématographique
(Pages 11 à 17)

Débats : enseignement (2)
• Etranger (3 à 6) • Politique (7 et 9) • Société (8 et 10) • Communication (18) • Education (20) • Economie (23 à 27)

Programmes des spectacles (15 à 17) • Radio-télévision (19) • Echos (19) • Informations services : Journal officiel; Météorologie; Mots croisés (10) • Carnet (19) • Annonces classées (21)



débats

ENSEIGNEMENT

La bureaucratie et le centralisme continuent d'affecter l'enseignement, constate Paul Camous. Pourquoi ne pas transformer les structures des collèges, des lycées et des universités et en faire de véritables « sociétés » ? Jean-Jacques Moine propose d'utiliser mieux les énergies disponibles de l'école publique.

Les dangers du simulacre

Le discours change, non les réalités. Pour fabriquer efficacement des « biens d'enseignement » il faut des « entreprises »

par PAUL CAMOUS (*)

Depuis l'électrochoc de la manifestation de la Bastille et le retrait de la loi Savary, la maladie de l'école et des universités est traitée à coup de tranquillisants, agréables mais dangereux.

Après la volonté brutale d'imposer un service national unifié, tout semble être pour le mieux dans le meilleur des mondes. On entend, rue de Grenelle, un discours qui remplit d'aise les parents. Le ministre retient l'attention par le rôle insolite qu'il joue à contre emploi de celui qu'on attendait de ses principes idéologiques, si longtemps martelés et inscrits dans l'affiche politique du programme commun.

Stricte modèle des sondages et des tests d'opinion, l'argumentaire, tous les éléments et les mots même sont empruntés à ceux que l'on veut séduire ou apaiser. C'est le même marketing politique qu'à Matignon pour la modernisation, le rôle des entreprises et de leurs dirigeants, qu'à l'intérieur pour la sécurité, ou que rue de Rivoli pour la concurrence et le marché.

Cet écho, agréable à l'oreille et au cœur, anesthésie la réflexion et oblitère le jugement sur les faits quotidiens. En dehors des discours et des déclarations spectaculaires d'intention, rien n'a été fait pour changer quoi que ce soit au système existant et mettre en cause la force tranquille du centralisme bureaucratique et des diverses formes du pouvoir enseignant. Pendant ce temps, le mal court.

Les Français voudraient retrouver la confiance qu'ils avaient naguère dans leur école. Mais ils sont anxieux. La plupart d'entre eux, et pas seulement ceux dont les enfants

enseignants, aujourd'hui, se voient comme les pièces anonymes et mécaniques d'une grande machine administrative. Dans le carcan du monopole, ils n'imaginent pas possible la création de coopératives, d'associations, de sociétés, en un mot d'entreprises responsables de la production et de l'offre de biens scolaires ou universitaires.

Les parents souhaitent le pluralisme et la liberté des choix. Mais ils ne veulent pas perdre l'argent public, la gratuité. Les collèges, les lycées, les universités, sont, actuellement, des collectivités aux structures molles, sans projet et sans force.

La volonté et l'initiative des enseignants — dans une organisation totalement nouvelle de pleine responsabilité — peuvent leur permettre, et à eux seuls, de transformer ces simulacres de papier en véritable « sociétés » qui, s'améliorant par la concurrence et se renouvelant par la compétition, existeront comme des individualités vivantes : des entreprises.

Cela est possible, et, pour les enseignants — associés et responsables — c'est retrouver l'efficacité et la grandeur de leur mission sociale, à travers le risque, la récompense et la désaffection. La multiplicité des formules et des combinaisons permet de répondre à toutes les tendances et à toutes les sensibilités.

Mais il faut prendre l'affaire à la base et à partir de schémas, au sens exact du mot, révolutionnaires. Cela n'a pas été fait et si la critique a été abondante, la mise à plat totale n'est pas venue encore. Aucune étude sérieuse n'a été lancée parce qu'un tabou empêche que la « question soit enfin posée ». Acheter le produit scolaire sans perdre la gratuité, c'est possible grâce à l'allocation annuelle scolaire, que chaque famille responsable a droit d'employer à bon escient. L'argent public c'est le sien. Mais il faut fuir les faux-semblants de la décentralisation-passe-les-lettres de l'autonomie facile. La mystification des discours ou l'alibi des pseudo-réformes s'apparentent aux médecines symptomatiques. Empêchant le diagnostic et les soins rigoureux, elles sont proches de l'euthanasie.

(*) Professeur, délégué général de l'Institut du commerce et de la consommation.

(1) Employé par M. Barbarant, secrétaire général du SNL.

Une fondation au service de l'école

Capter les informations sur le fonctionnement du système scolaire et intervenir auprès des décideurs

Le pays s'est habitué à l'inaacceptable : l'échec scolaire, largement décrit dans les colonnes du Monde, et ses conséquences navrantes.

Les responsabilités de cet échec sont autant le fait des adultes dans leur ensemble que des parents, plus directement concernés, et de l'environnement économique et social ; il serait donc injuste de rejeter la responsabilité du désastre actuel sur le seul système scolaire. Aussi disons-nous avec force : ce n'est pas l'école qui enseigne la haine, la violence, le vol, la négligence, la paresse. Mais nous affirmons aussi que l'école peut limiter considérablement les dégâts ; elle ne le fait pas toujours.

Même dans un environnement défavorable à l'enfant, la plupart des situations (individuelles ou collectives) peuvent être redressées. Le pays peut, en donnant à son école publique les moyens nécessaires et en utilisant intelligemment les énergies disponibles, obtenir des résultats prodigieux. Et pourtant on accepte le gâchis actuel ! Comment faire cesser cette absurdité ?

Il faut d'abord être lucide et objectif : organisations pédagogiques ou syndicales, associations de parents d'élèves, partis politiques qui ont exercé successivement le pouvoir, toutes ces structures — quels que soient les dévouements qui s'y investissent — n'ont pas pu prévenir une situation déplorable. Espérer de leur seule action un redressement rapide serait vain.

Alors que faire ? Quels modes d'intervention seraient plus efficaces ?

par J.-J. MOINE (*)

Des enseignants et des non-enseignants de qualifications diverses ont créé une organisation : l'APFEE (Association pour favoriser une école efficace) (1), qui s'est donné pour tâche, dans un premier temps, d'observer le fonctionnement réel de quelques établissements : traquer, « à la base », tout à la fois les facteurs favorisant l'échec scolaire et les réalisations qui le réduisent. Il y a quelque indécision à regarder la réalité : quel contraste avec les discours légalistes des responsables ! Que d'aberrations rencontrées dans les établissements ! (Un exemple : le remplacement de maîtres absents par des étudiants inaptes à l'enseignement.) Que d'initiatives gelées par l'attente, toujours renouvelée, d'une échéance électorale ! Mais aussi que de dévouements, que de réussites porteuses d'espoir !

ques et des corporations, cette structure serait financée par dons ou legs de particuliers et mécénat d'entreprise.

II. — Mise en place, dans un ensemble constituant un échantillon représentatif du système scolaire, de capteurs d'information : il s'agit de disposer, en permanence, de données sur le fonctionnement réel du système scolaire, et notamment sur les expérimentations réussies, ou étant attentif aux suggestions des différents acteurs. Le réseau de capteurs, femmes et hommes de terrain, doit être rigoureusement indépendant de l'Etat et des corporations.

III. — Elaboration de propositions concrètes.

IV. — Intervention auprès des décideurs (parlementaires, ministres, administrateurs...) et appel à l'opinion publique afin que les problèmes soient traités et que s'instaure un climat plus favorable à la jeunesse de ce pays.

Nous nous faisons une loi de toujours défendre l'intérêt des élèves, sans esprit et sans haine, de toujours rechercher un consensus sur l'école. Nous disons qu'il importe de donner aux jeunes l'appétit du savoir et de développer en eux l'esprit d'initiative et de recherche, et nous affirmons que ces objectifs sont incompatibles avec l'encyclopédisme scolaire, l'emploi du temps parcellisé et le gavage par l'écrit à l'excès de l'intelligence réceptive (2).

Notre entreprise est difficile, bien sûr. Impossible ? Nous ne le pensons pas. La suite va dépendre des réactions au présent appel. Des lettres nombreuses (3) (apportant informations, opinions, suggestions et soutiens) rendraient plus accessible l'objectif que nous poursuivons : mobiliser tous et toutes pour une école publique plus efficace.

(1) Cette association, qui se veut indépendante de toute organisation politique ou syndicale, regroupe des personnes qui enseignent ou n'enseignent pas, s'intéressent au système éducatif. Elle est parrainée par des personnalités exerçant ou ayant exercé de hautes responsabilités dans les domaines les plus divers : secteur industriel, organismes de recherche, organismes de coopération internationale, fondations, etc.

(2) L'APFEE a une sensibilité proche de celle de DJS (Défense de la jeunesse scolaire), mouvement aujourd'hui disparu et qui, pendant une douzaine d'années, fit de nombreuses propositions et obtint des succès partiels et temporaires des plus encourageants. Mais DJS n'a pas résisté à l'usure du temps... L'écologie ci-dessus a été rédigée après rencontre avec François Walter, qui fut l'initiateur et l'un des animateurs de cette admirable entreprise.

(3) Elles seraient à adresser à l'APFEE, BP 54, 69672 Bron Cedex.

Une logistique

Dans un second temps, l'APFEE a cherché les raisons pour lesquelles les mouvements qui poursuivaient des buts analogues ne les avaient pas vraiment atteints : il leur manquait une logistique, une assise financière suffisante ; ils ont dû recourir à l'excès au bénévolat, et le bénévolat s'use. Pour dépasser le parti et le temporaire, il faut durer.

Notre projet : I. — Création d'une structure — institut ou fondation — qui dispose d'une solide base financière. Indépendante de l'Etat, des partis politiques.

(*) Président de l'Association pour favoriser une école efficace (APFEE).

COURRIER DES LECTEURS

Des chiffres et plus de lettres

(...) Que Jacques Chirac et Laurent Fabius soient taillés des coupeurs de têtes, c'est la tradition des mousquetaires de chez nous s'en trouve respectée. (...) Mais que ces deux beaux esprits, auxquels la collectivité a payé des études coûteuses, qu'elle a élevés aux plus hautes responsabilités, et dont elle a accepté qu'ils mènent, en son nom, ses affaires, que ces deux privilégiés soient incapables de s'entendre sur deux chiffres, sur deux statistiques, voilà qui ridiculise pour longtemps la formation économique, son sérieux et sa nécessité dans un pays, n'hésitant pas à se faire si cruellement défiant.

Nous savons bien que la vérité politique est relative, que la règle du jeu démocratique telle qu'on la conçoit en pays latin postule un vertueux et un pécheur, un menteur et un juste, un qui dit vrai et un tricheur, et que cette comédie défilante, et les acteurs qui l'animent, ne sont que des conventions dont a besoin la liberté.

Mais vraiment, ce dimanche 27 octobre, les représentants de la République, de part et d'autre, se sont à ce point moqués de nous qu'il vaut mieux en rire en regrettant que ceux que nous déléguons aux affaires générales, pendant que nous faisons vivre le pays, nous croient trop sots pour connaître les chiffres et n'aient plus assez de lettres pour nous proposer une espérance.

HERVE SERIEUX, président de l'ACADI.

Une visite pour les xénophobes

Dans ma région, près de La Bassée, à l'occasion de la Toussaint et du 11 novembre, les jardiniers procèdent à la toilette des nombreux cimetières militaires comme chaque année. A côté des corps des militaires français gisent les dépouilles mortelles de milliers de soldats d'origine étrangère. Ils étaient arrivés de 1914 à 1918 ou de 1939 à 1945 pour défendre la France sans passeport ni visa. Ils n'ont pas été refoulés.

Ces curieux de constater que certains Français n'aiment les étrangers que lorsqu'on a besoin d'eux pour mourir sur les champs de bataille ou travailler dans les mines à 300 mètres sous terre. Je conseille aux xénophobes, aux racistes, à

l'occasion du 11 novembre, de faire la visite des cimetières militaires. Ils étaient indiens, portugais, nord-africains, néo-zélandais, canadiens, polonais, américains noirs ou blancs. Certains Espagnols ou Slaves furent dans la Résistance aussi Français que certains Français ! Ils eurent le courage de se battre.

ROBERT BOUSSEMARY (Billy-Berclau).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 300.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse d'office ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,20 \$; Gr.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 45 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 dl. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,50 F. ; Yougoslavie, 110 nd.

Depuis le 4 novembre 1985

L'équipe publieuse du MONDE se regroupe

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

B P F

Depuis 1731

BOUCHARD PÈRE & FILS

BEAUNE DU CHATEAU

Produit exclusivement de vignes situées dans les DOMAINES DU CHATEAU DE BEAUNE

Beauvin Premier Cru :

- Les Aigrots
- Les Sèves
- Les Petitscoteaux
- Les Auvies
- Les Tardives
- Les Bellescoteaux
- Les Serrys
- Les Reverdis
- Chet du Roi
- Les Cuvés Vignes
- En Grands
- Les Brasseaux
- Les Toussaints
- Les Grèves
- Les Tournes
- Champ Pimont
- A l'Elu

Documentation 1M sur demande à l'adresse ci-dessus

Bouchard Père & Fils, 17, rue de la République, 21200 Beaune Cedex

Tél. 0382/24.41.11

Tél. Bouchard 302120 F

Distributeur exclusif de la Région de la Vallée de la Saône et de la Vallée de la Saône et de la Vallée de la Saône

« LES PRÉSIDENTS DE LA V^e RÉPUBLIQUE », d'Arthur Conte

La République des présidents

ARTHUR CONTE, ancien député des Pyrénées-Orientales, ancien ministre, ancien PDG de l'ORTF, a abandonné la politique active pour se reconstruire dans l'écriture. Autour profuse, il a écrit un livre, d'une trentaine d'ouvrages. Avec son dernier livre, il crée un nouveau genre : celui de l'historien qui raconte. Il nous parle ainsi — on croit presque entendre son accent — de la République des présidents. Car depuis Vincent Auriol, il les a tous connus, les anciens, les contemporains et même les futurs.

L'agrément de son livre est qu'il n'est pas un ouvrage de science politique ni un traité de droit constitutionnel. « La V^e République naît dans l'ennui et le débraillé », de Gaulle et le maréchal ; « On naît à Montboudry, on s'appelle Pompidou, non que la robustesse exclue la finesse » ; le suivant, « un homme davantage voué au club qu'à la foule, incapable de franchise », l'actuel, « dans le même temps que vous contemplez un

prieur, vous percevez un calculateur » chez qui « l'option cache une énorme volonté de puissance ».

Ce ne sont pas là formules courantes de politologue classique. Arthur Conte laisse aller sa verve souvent caustique pour décrire la vie en dents de scie de la gauche et le comportement en ligne brisée de son président. Il insiste davantage sur les nuances noires que sur les nuances roses de l'actuel septennat et trouve même que Laurent Fabius « fait assez vieux jeu ». On se doutait que l'auteur n'était pas ritterien. Il le confirme amplement.

Le livre fourmille d'anecdotes et surtout de portraits, ou plutôt d'épousailles, façon pochade, de tous les personnages qui constituent les « entourages », ces péripéties pour les ambitions mal contenues.

ANDRÉ PASSERON.

* Arthur Conte, Les Présidents de la V^e République. Le Pré aux Clercs, 466 p., 115 F.

هكذا من الأصل

étranger

LA VISITE A MOSCOU DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN

« Il n'y a pas eu de réduction de nos différences sur le problème des armements »

déclare M. Shultz

M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, a quitté Moscou mardi soir 5 novembre après avoir eu, en deux jours, quatorze heures d'entretien au total avec les dirigeants soviétiques, dont quatre avec M. Gorbatchev. « Il n'y a pas eu de réduction de nos différences sur les armements nucléaires et

spatiaux », a dit, avant son départ, le chef de la diplomatie américaine. Pour lui, cependant, ces problèmes ne sont qu'une partie des dossiers qui doivent faire l'objet de discussions lors du sommet soviéto-américain de Genève, les 19 et 20 novembre prochains.

De notre correspondant

Moscou. — M. Shultz a indiqué mardi soir, au cours d'une conférence de presse, avant de rentrer à Washington, qu'« tous les sujets imaginables » ont été abordés au cours de ses entretiens à Moscou, et que les positions se sont rapprochées sur certains points et pas sur d'autres. « Il ne s'agissait pas seulement de préparer le sommet de Genève, mais, plus généralement, d'examiner les relations entre nos deux pays. C'est un processus que nous souhaitons poursuivre », a affirmé le secrétaire d'Etat.

Les Américains considéraient en effet que cette rencontre d'est qu'une étape et qu'il ne faut pas en attendre monts et merveilles. « La vie ne se termine pas le 20 novembre à Genève », a remarqué en souriant M. Shultz. Celui-ci a qualifié ses conversations avec M. Gorbatchev de « franches, intenses et complètes » et il a vivement réjoui la suggestion d'un journaliste américain selon laquelle il aurait en des « craquelures ». L'ass a en retour quasiment aux mêmes adjectifs. « L'entretien a eu lieu dans une atmosphère franche et constructive », écrit l'agence soviétique, qui a répété une fois de plus que M. Gorbatchev attachait « une grande importance » au prochain sommet de Genève.

Le secrétaire d'Etat américain a précisé que l'affaire Yourtchenko

avait été « très brièvement » abordée, et que les accusations soviétiques à ce propos étaient « totalement fausses ». La Pravda de ce mercredi publie un compte rendu de la conférence de presse donnée, luodi à l'ambassade d'URSS à Washington par celui qu'en prenait pour un transfuge du KGB et qui affirme maintenant avoir été drogué et séquestré par la CIA. Après avoir été « enlevé » à Rome où il se trouvait « en mission » et avoir été « transporté sans connaissance outre-Atlantique », il a été « soumis de façon presque ininterrompue à un conditionnement psychologique intense », écrit le quotidien du parti.

Un article du maréchal Sokolov

La Pravda raconte comment Yourtchenko aurait même eu droit à la visite d'un des plus proches conseillers du directeur de la CIA, mais rien n'y fit, et Yourtchenko, « profitant de l'inattention des personnes chargées de le surveiller », décidément bien négligentes, put se réfugier à l'ambassade soviétique. Les autorités soviétiques exigent pour elles-mêmes des excuses et des « sanctions » pour les responsables de ce « crime ». Ni cette ténébreuse affaire ni, d'ailleurs, celle du soldat soviétique réfugié à l'ambassade américaine à Kaboul et qui en est reparti n'ont, semble-t-il, perturbé le séjour à Moscou de M. Shultz.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Washington autorise le transfuge Vitaly Yourtchenko à rentrer en URSS

De notre correspondant

Washington. — Les autorités américaines ont annoncé, mardi 5 novembre, qu'elles ne s'opposeraient pas au départ pour l'URSS de M. Vitaly Yourtchenko, le transfuge soviétique du KGB qui accuse la CIA de l'avoir en fait enlevé et drogué. Cette décision a été prise après que M. Yourtchenko se fut personnellement rendu au département d'Etat pour y confirmer qu'il avait « librement » choisi de rentrer dans son pays — ce qui ne saurait démentir

qu'il se flatte d'avoir retrouvé une efficacité, et de les impliquer dans une histoire particulièrement glauque, dont ils ne pourront pas donner le fin mot — en admettant qu'ils le connaissent.

Scepticisme

A deux semaines du sommet de Genève, c'est là tout bénéfice pour M. Gorbatchev, devant qui M. Reagan compte bien évoquer — avec une force inversement proportionnelle aux chances de succès de la rencontre — les questions des droits de l'homme. Le vice-président de la commission sénatoriale pour les affaires de renseignement, M. Patrick Leahy, o'a, pour sa part, pas hésité à exprimer publiquement le scepticisme qu'il éprouve en lui la venue de la femme fatale. « Je continue », a-t-il déclaré, « à trouver incroyable qu'un haut responsable du KGB puisse croire qu'il pourrait changer et rejoindre le camp et que la date serait toujours la, sur les bords de la mer Noire... » Il était sûr (à la CIA), a-t-il ajouté, que c'était du vrai, et l'aurait tendu à croire que c'est encore leur sentiment.

A sa sortie du département d'Etat, où il était accompagné par quatre diplomates de l'ambassade soviétique, dont un seul, le ministre-conseiller, a été autorisé à intervenir dans la discussion, M. Yourtchenko s'est contenté de lancer aux journalistes : « Yes, home » (« oui, à la maison »). Une heure durant, il avait auparavant fait face au remue-ménage du secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes (qui se trouvait... à Moscou avec M. Shultz) et avait été informé qu'il était toujours libre de rester aux Etats-Unis s'il le souhaitait. Sous l'œil de quatre autres responsables américains et d'un médecin qui n'a décelé « aucune preuve observable » d'une quelconque administration de drogues, M. Yourtchenko a alors répété à plusieurs reprises que sa volonté de retourner en URSS n'était le fruit d'aucune pression.

Le marin du « Maréchal-Koniev »

Quelques heures plus tôt, le département d'Etat avait fait dire par son porte-parole que cette affaire ne devrait pas affecter le déroulement du sommet de Genève. A peu près au même moment, le gouvernement faisait victorieusement valoir devant une cour d'appel que la justice ne pouvait pas intervenir dans la conduite de la politique étrangère en interdisant le départ des eaux territoriales américaines du Maréchal-

Koniev, le navire soviétique duquel un marin ukrainien avait à deux reprises sauté les 24 et 25 octobre dernier. Le jeune homme, qui s'était taillé les veines, et avait été reconduit à bord par la police des frontières, avait fini par déclarer aux représentants du département d'Etat que son intention n'était pas d'obtenir l'asile.

L'interprète qui l'avait assisté à la demande des autorités affirme le contraire, et plusieurs organisations d'immigrés ukrainiens auraient voulu que le jeune homme ait une nouvelle chance de ne pas croire qu'un sommet pesait beaucoup plus que son sort.

BERNARD GUETTA.

Quand le néophyte Reagan part à la découverte de l'« homo sovieticus »

Washington. — Pour sa prochaine rencontre avec M. Gorbatchev, le président Reagan travaille d'arrache-pied. Depuis le mois d'août, il a déjà absorbé quelque vingt-cinq documents indigestes préparés par des experts des problèmes soviétiques. Avec le zèle du néophyte, il s'est lancé à fond dans la sociologie, potassant l'histoire de la Russie et la psychologie des Russes. Il est aidé dans sa démarche par l'écrivain Suzanne Massie, co-auteur du roman *Nicolas et Alexandra*. Dans la salle de cinéma de la Maison Blanche, il voit des films actuellement projetés à Moscou qui l'aideront à découvrir l'« homo sovieticus ». Bref, le président prépare le « sommet » de Genève avec les mêmes méthodes qu'il avait si bien réussies lors de sa visite en Chine en 1984.

Pour prendre une mesure plus concrète de la personnalité de son prochain interlocuteur, M. Reagan reçoit les parlementaires et les hommes d'affaires qui ont déjà rencontré le dirigeant soviétique. Mais pour l'ancien acteur, une bonne répétition vaut mieux qu'une connaissance livresque. A cet égard, le président a la chance d'avoir sous la main Jack Matlock Jr., ancien ambassadeur à Prague, deux fois en poste à Moscou, responsable des affaires soviétiques au Conseil national de sécurité, un homme compétent, connaissant à fond la culture et la langue russes et qui, de surcroît, ressemble étrangement à M. Gorbatchev. Voilà qui donnera de la vivacité aux répétitions

A STOCKHOLM

La conférence sur le désarmement en Europe a repris dans un meilleur climat

De notre correspondant

Stockholm. — La huitième session de la conférence sur les mesures de sécurité et de confiance et le désarmement en Europe (CDE) s'est ouverte le mardi 5 novembre, à Stockholm, dans une atmosphère relativement optimiste. Les trente-cinq pays représentés, signataires de l'Acte final de la CSCE, espèrent que la nouvelle procédure « informelle » de travail adoptée à la fin de la session précédente va permettre de faire avancer les négociations qui s'étaient surtout résumées, jusqu'à présent, à un aimable et contrôlé dialogue de souris, et à une discussion assez vaine sur le mandat exact de cette conférence.

Depuis le début, en janvier 1984, les Occidentaux ont insisté sur le caractère essentiellement militaire des « mesures de confiance et de sécurité », dans le domaine classique, qui doivent être discutées à Stockholm : échange d'informations militaires, de calendriers prévisionnels, notification des activités, observation réciproque de certaines d'entre elles, vérification, développement des moyens de communication entre Etats. Les pays d'Europe de l'Est soulignent, de leur côté, l'importance des « accords politiques » pour diminuer les menaces de conflit et le rôle tout relatif des armements classiques par rapport au danger nucléaire.

Pour tenter de sortir une première fois de l'impasse, sans trop gêner les uns et les autres, il fut décidé lors de la quatrième session, en décembre 1984, de créer deux groupes de travail (A et B) et de sérier les propositions « politiques » chères au camp de Varsovie et « techniques » de l'alliance atlantique, les uns et les autres se voyant assignés d'être traités équitablement, sans discrimination. Cette structure de travail, d'abord bien accueillie, ne permit pas de faire de progrès substantiels. Les positions de chacun et de chaque « bloc » restaient figées et la conférence de Stockholm devait bientôt de nouveau s'enliser.

Le « dégel » qui s'est amorcé cet automne, au cours de la septième session, avait été en grande partie préparé par l'ancien chef de la délégation américaine, M. James Goodby, qui était allé, en septembre, rendre visite à Moscou à son homologue soviétique, M. Oleg Grievnevsky. Les Etats-Unis et l'URSS désiraient vraisemblablement présenter un minimum de résultats à Stockholm avant le sommet Reagan-Gorbatchev et symboliser d'une certaine manière l'amélioration des relations entre Moscou et Washington.

De part et d'autre, des « concessions » — avouées ou non — ont donc

été faites. Les pays du pacte de Varsovie ont à présent accepté de ne plus insister sur leurs propositions « politiques » concernant l'interdiction des armes chimiques en Europe, le gel des budgets militaires des

comme la France l'avait d'ailleurs proposé il y a quelques mois déjà pour sortir du « sur place ». Les « cartons », avec les noms des différents pays, ont été ôtés des tables de négociation. « Nous avons enfin tombé la veste ! », dit un diplomate, las comme la plupart de ses collègues d'entendre les longs discours déclaratoires qui ont caractérisé jusqu'ici la CDE.

On espère à présent que les échanges de vues et d'idées seront plus spontanés et plus fructueux. Ils porteront principalement, après les « concessions » mutuelles, sur les mesures de confiance et de sécurité de type « traditionnel » (notification des manœuvres militaires, échanges d'observateurs, vérification, échanges de calendriers prévisionnels des exercices militaires, etc.) ainsi que sur un traité de non-recours à la force. Les Occidentaux laissent entendre qu'ils sont prêts à signer un tel accord si les mesures de confiance décidées à Stockholm ont un « réel contenu » et si elles constituent un progrès qualitatif « substantiel » par rapport à l'Acte final d'Helsinki.

Un pas en avant a été fait, « mais il n'y a vraiment pas de quoi crier victoire, car il aura fallu vingt mois pour en arriver là ! », estime M. Barry. L'expérience a montré qu'il était plus facile à Stockholm de s'entendre sur les questions de procédure que sur les véritables problèmes. Par ailleurs, en attendant avec une certaine impatience les propositions communes des pays neutres et non alignés. Les discussions au sein de ce groupe ont été particulièrement difficiles, mais un « document de travail » devrait être présenté prochainement. La huitième session, qui s'achèvera le 20 décembre, sera une phase essentiellement exploratoire et peut-être, si la négociation progresse favorablement, passera-t-on au début de la rédaction d'un document final. Le temps presse...

Certes, les Soviétiques ont fait savoir qu'ils étaient disposés, si besoin est, à poursuivre les discussions, au-delà de la réunion de la CSCE à Vienne, fin 1986. Mais les Occidentaux excluent cette éventualité. Avec ou sans résultats, les travaux de la CDE doivent prendre fin avant l'été prochain.

ALAIN DEBOVE.

« Un diplomate mexicain assassiné à Moscou ». Le conseiller à l'ambassade du Mexique à Moscou, Manuel Portilla Quevedo, a été trouvé mort dans son appartement le 30 octobre. Il avait été frappé à l'aide d'un instrument contondant et achevé d'une balle dans la tête. Sa domestique, mexicaine, a été tuée au même temps que lui. La police soviétique a ouvert une enquête, a-t-on appris le mardi 5 novembre, mais l'identité et les mobiles des assassins ne sont pas encore connus. — (Reuters).

Washington et Moscou souhaitent de toute évidence parvenir à un minimum de résultats avant le sommet de Genève

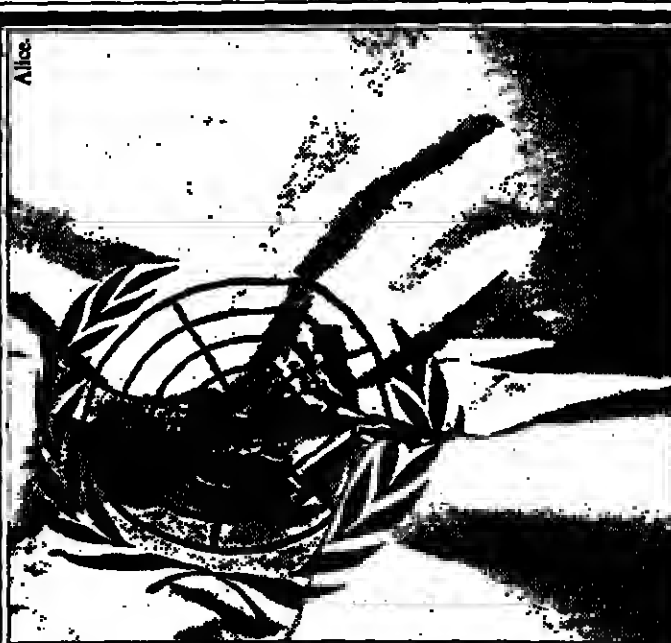
Etats participants à leur niveau actuel, l'engagement de ne pas utiliser, le premier, l'arme nucléaire et la création de zones démilitarisées. Selon un délégué occidental, c'est une « illusion optique » de croire que l'Union soviétique et ses alliés ont été ici beaucoup de terrain. Ils ne pouvaient ignorer, dès le début, que ces propositions n'avaient absolument aucune chance d'être retenues dans un éventuel document final.

De leur côté, les Etats-Unis et l'alliance atlantique ont accepté de discuter les questions d'information et de vérification sur place des mesures de confiance et de sécurité — assimilées par l'URSS à une « légitimation de l'espionnage » — dans le contexte plus large de la notification des manœuvres militaires. Elles ne sont plus comme avant des têtes de chapitre des propositions des Occidentaux. Un pas en arrière ? « Absolument pas », dit l'ambassadeur américain qui a succédé à M. Goodby, M. Robert Barry, car toutes nos propositions sont complémentaires et indissociables !

Tomber la veste

Personne ne veut donner l'impression d'avoir perdu la face et n'a en fait renoncé à ses propositions initiales — « elles restent toutes sur la table » — mais un effort a été accompli pour tenter de canaliser la discussion vers les sujets où des progrès sont théoriquement possibles. Lors de sa récente visite officielle à Paris, M. Gorbatchev avait par exemple déclaré que l'URSS était disposée à accepter « l'échange de calendriers prévisionnels annuels des activités militaires ».

Une fois encore, le très habile chef de la délégation finlandaise, M. Matti Kahiluoto, a joué un rôle déterminant dans la mise au point des compromis qui ont conduit à une nouvelle structure de travail plus souple. Les groupes A et B sont maintenant les discussions seront dorénavant informelles —



Les Nations Unies au Moyen-Orient
PROCÈS-VERBAL D'UNE FAILLITE

Par Ovadia Soffer

Les Nations Unies viennent de fêter leur 40^e anniversaire. Quel est le bilan de leur action sur le problème brûlant du conflit israélo-arabe ? Ont-elles contribué à instaurer la paix ou ont-elles soufflé sur l'incendie ? Ambassadeur d'Israël en France, Ovadia Soffer a du sujet une expérience personnelle et il le traite en profondeur et avec autorité.

Collection « Politique d'aujourd'hui »

240 pages - 85 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

~~UC 405424E3G~~

EUROPE

Pologne

Le général Jaruzelski pourrait renoncer à son poste de premier ministre

Le général Jaruzelski, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), devait, selon des informations circulant avec insistance à Varsovie, renoncer ce mercredi 6 novembre à sa charge de premier ministre, vraisemblablement au profit de M. Zbigniew Messner, jusqu'à présent vice-premier ministre chargé de coordonner l'ensemble des secteurs économiques.

Le général Jaruzelski garderait en tout état de cause sa fonction essentielle, celle de chef du parti, et resterait à la tête du Comité de défense du pays (KOD). Le président de ce comité, dont les attributions ont été considérablement élargies en novembre 1983, est en principe en mesure d'assumer, en cas de crise, le rôle d'une sorte de super-premier ministre, de manière un peu redondante puisque, de toute manière, les décisions essentielles viennent de la direction du parti.

Ces dispositions semblaient, dès cette époque, avoir été prises pour permettre au général Jaruzelski de se décharger à plus ou moins brève échéance de sa tâche de premier ministre. Il n'est d'ailleurs pas

conforme à l'organigramme classique des pays du bloc soviétique que le chef du parti dirige aussi le gouvernement.

C'est à l'issue d'un plénum du comité central du parti, mardi 5 novembre, que se sont répandues les rumeurs selon lesquelles, cette fois, la décision avait été prise pour de bon. Les circonstances s'y prêtent d'ailleurs particulièrement bien. La Diète (Parlement) issue des élections législatives de la mi-octobre devait en effet se réunir pour la première fois ce mercredi et enregistrer, conformément aux institutions, la démission du gouvernement. La procédure prévoit ensuite l'élection d'un nouveau conseil d'Etat, du président de ce conseil, et d'un nouveau premier ministre.

Dans l'hypothèse, logique a priori, où le général Jaruzelski prendrait la tête de ce conseil d'Etat, il assumerait les fonctions protocolaires de chef de l'Etat, comme la grande majorité de ses collègues au pouvoir en Europe de l'Est. Mais l'exemple donné en juillet dernier à Moscou, où M. Gorbatchev a laissé ce poste formel à M. Gromyko, introduit une certaine marge d'incertitude. Il est probable, en tout cas, que M. Kazimierz Barcikowski, membre du bureau politique, et qui fait partie du « premier cercle » de l'équipe Jaruzelski, sera appelé à jouer un rôle important au conseil d'Etat.

JAN KRAUZE.

La visite de M. Schluter à Paris

UNE GRANDE MANIFESTATION CULTURELLE FRANCO-DANOISE SERA ORGANISÉE EN 1987-1988

Le premier ministre danois, M. Poul Schluter, a été reçu, mardi 5 novembre, à l'Élysée par M. Mitterrand, à l'occasion d'une visite officielle à Paris, qui lui avait également permis, la veille, de s'entretenir avec M. Laurent Fabius à l'hôtel Matignon.

La conversation avec le président de la République a été principalement consacrée aux relations Est-Ouest, dans la perspective du prochain sommet Reagan-Gorbatchev de Genève, aux questions européennes - M. Schluter s'était opposé, lors du sommet de Milan, en juin dernier, à une campagne de M. Thatcher et de M. Papandréou, à la convocation de la conférence intergouvernementale sur la réforme des institutions de la CEE - et aux relations bilatérales.

Celles-ci devaient notamment être marquées, en 1987-1988, par l'organisation d'une grande manifestation culturelle franco-danoise. Par ailleurs, il a été décidé, au cours de la visite de M. Schluter, que les premiers ministres des deux pays se rencontreraient désormais une fois par an.

M. Schluter, qui a jugé « très positif et chaleureux » ses entretiens de Paris, a rendu hommage à la « capacité particulière de M. Mitterrand à comprendre les petits pays de l'Europe ».

M. MITTERRAND SE REND A BONN LES 7 ET 8 NOVEMBRE POUR LE SOMMET FRANCO-ALLEMAND

M. Mitterrand doit se rendre à Bonn, jeudi 7 et vendredi 8 novembre, pour le traditionnel sommet franco-allemand de l'autorité, à l'occasion duquel il aura plusieurs entretiens avec le chancelier Kohl. Il sera accompagné de plusieurs membres du gouvernement, dont M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, qui doit passer en revue avec son collègue ouest-allemand, M. Hans Dietrich Genscher, les dossiers de la coopération Paris-Bonn.

Les conversations entre MM. Mitterrand et Kohl seront largement dominées par l'examen de la situation actuelle des rapports Est-Ouest, une dizaine de jours avant le sommet américain-soviétique de Genève, et par les projets européens : Eurêka, réforme des institutions communautaires, à laquelle sera principalement consacré le conseil des Douze à Luxembourg les 2 et 3 décembre.

La précédente rencontre du président français et du chancelier allemand remonte au 10 octobre, date à laquelle ils s'étaient rendus ensemble à Berlin-Ouest.

AFRIQUE

Tunisie

POUR DÉSAMORCER LA CRISE

Certains membres de l'UGTT envisagent de « démissionner » M. Habib Achour

De notre correspondant

Tunis. - Le retrait de M. Habib Achour du secrétariat général de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) est l'unique chance de désamorcer la crise que traverse la Tunisie : telle est la conclusion à laquelle ont abouti des personnalités indépendantes soucieuses d'atténuer la tension qui s'est manifestée cette semaine entre le gouvernement et la direction de la centrale syndicale.

Cet avis semble maintenant partagé mezzo voce par plusieurs membres du bureau exécutif de la centrale, qui examineraient actuellement la possibilité d'une prochaine réunion de quelques quatre-vingts membres de la commission administrative pour se prononcer. M. Achour refusant de se démettre.

Ils n'envisagent cependant pas de gauchisme de cœur de « démissionner » leur secrétaire général, autour duquel ils ont fait bloc ces dernières semaines, malgré les vieux griefs que certains pourraient avoir contre lui.

Mais ils estiment que seul son départ peut stopper une escalade qui se fait de jour en jour plus dangereuse et dont l'organisation ouvrière pâtirait inévitablement. Dans leur esprit, le départ de M. Achour - s'il devait finalement être décidé par une majorité - n'interviendrait pas sans contrepartie.

Le retour des directions syndicales, régionales et professionnelles évincées et remplacées par des comités provisoires devrait être assuré. En outre, il n'est pas question de « jeter en pature » le vieux chef syndical, ni pour la mauvaise gestion qui lui est reprochée, ni pour les accusations, d'ailleurs bien peu convaincantes, de collusion avec le régime libyen que dénoncent les mé-

dias. Des assurances devront aussi être données dans ce sens.

Mais M. Habib Achour ne l'entendait pas du tout, mardi 5 novembre, de cette oreille. « Avec une voix de majorité, je pars », nous a-t-il déclaré, niant que quiconque au bureau exécutif lui ait demandé de démissionner.

« D'ailleurs, a-t-il ajouté, j'ai été élu par le congrès (1), et seul un congrès est habilité à se prononcer. » M. Achour s'est, d'autre part, félicité des divers mouvements de grève « magnifiques » qui ont eu lieu dans la journée, particulièrement dans le Sud, et qui, selon lui, « prouvent à ceux qui l'avaient en terre trop rapidement que l'UGTT n'est pas morte ».

Selon les syndicalistes régionaux fidèles à leur actuelle direction, les grèves générales de vingt-quatre heures décrétées dans les gouvernorats de Gafsa, de Gabès, de Sidi-Bou-Zid, de Médenine, de Tozeur, de Kasserine, ainsi qu'à Ben-Arous, périphérie ouvrière du sud de la capitale, ont été suivies à plus de 90 % dans un calme absolu.

En revanche, dans les milieux gouvernementaux, on affirme qu'à Gafsa le nombre de grévistes n'a pas dépassé 30 %, qu'à Gabès, dans certains secteurs seulement, ils ont été d'un peu moins de 50 %, et que dans les autres régions le travail a été partout à peu près normal.

A l'université de Tunis, une partie du corps enseignant adhérent au Syndicat de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique était aussi en grève. Les étudiants se sont joints au mouvement et ont organisé, dans l'enceinte des facultés de théologie et des sciences, des meetings de solidarité avec l'UGTT.

Certains d'entre eux, rejoints par des lycéens, ont tenté de manifester dans quelques quartiers, mais ont été rapidement dispersés par les forces de l'ordre.

MICHEL DEURÉ.

Tchad

● Libération de M. Ibn Omar. - M. Achekh Ibn Omar, secrétaire général du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), principale composante de l'opposition armée au régime de M. Hissène Habré, qui avait été arrêté il y a un an au nord du Tchad, aurait été libéré et aurait ratifié les « accords de Cotonou », par lesquels sept tendances de l'opposition tchadienne portaient création d'un Conseil suprême de la révolution (CSR). C'est en tout cas ce qu'a affirmé, mardi 5 novembre, M. Goukouni Oueddei, président de l'ex-GUNT, dans un entretien transmis lundi soir par Radio-Bardai, la radio de l'ex-GUNT. - (AFP.)

L'ANGOLA

UN GRAND PAYS

23 x 30 cm - 240 p.

Editions DIP

Distribution : Bouchard-Lévy

10, rue de la République - 75001 Paris

Si vous mesurez

1 m 80

OU PLUS

(jusqu'à 2 m 10)

SI VOUS

ÊTES MINCE

OU FORT

John

Rapal

Spécialiste prêt-à-porter

grandes tailles.

UNE SEULE ADRESSE :

40, Av. de la

RÉPUBLIQUE

75011 PARIS

Tél. : 43.55.66.00

Ouvert du lundi au

samedi de 9 h 30 à 19 h

Métro Portenier

Parking gratuit

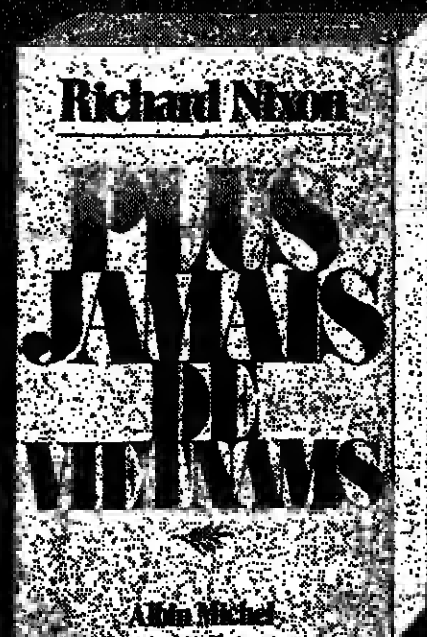
PIERRE LEGENDRE : LE "BUNUEL DE L'ANTHROPOLOGIE"

Le Matin

Ce livre s'adresse d'abord aux juristes et aux psychanalystes, puis à ceux qui, étudiant l'anthropologie ou l'histoire de la reproduction, s'accorderaient sur ceci : les institutions sont un phénomène de la vie. Dès lors, quel rapport y a-t-il entre la normativité juridique et l'ordre du vivant ?



NIXON RÉVÈLE COMMENT NE PLUS SE FAIRE PIÉGER PAR LE COMMUNISME.



FASSBINDER, THAELMANN, BRECHT

Les fantômes de la Toussaint allemande

« Requiescant in pace... » Jamais, en ces temps de Toussaint, n'eurent-ils respectés outre-Rhin cette exhortation à la paix des tombes. Quelques fantômes, et non des moindres, viennent tourmenter la conscience des Allemands, semer le trouble et l'effroi parmi les vivants. Comme s'ils voulaient rappeler la persistance du Walhalla dans l'inconscient germanique, cet au-delà où les morts au champ d'honneur continuent à guerroyer.

Morté au paradis sulfureux des morts par overdose, le dramaturge Rainer Werner Fassbinder doit rive très fort de l'effet produit à Francfort par la bombe à retardement qu'il a laissée dans cette ville où grande aujourd'hui la polémique suscitée par la mise en scène de ses dernières pièces, *l'Ordre*, *la Ville*, *la Mort*.

A Krefeld, c'est dans la salle d'un tribunal que resurgit le spectre d'Ernst Thälmann, secrétaire général du Parti communiste allemand mort à Buchenwald dans la nuit du 18 au 19 août 1944. Quarante ans plus tard, Otto Wolf, le dernier survivant du commando qui aurait exécuté le dirigeant communiste, passe en jugement. Là encore, les clameurs populaires se substituent au recueillement. Des membres du Parti communiste de RFA manifestent pour protester contre le système de défense adopté par l'ancien adjoint SS. Selon lui, en effet, Ernst Thälmann ne serait pas tombé sous les balles d'un peloton d'exécution, mais aurait été victime d'un bombardement allié du camp de concentration.

Mais le grand prix du non-humour noir devrait être, cette année, attribué à la fille du poète

et dramaturge Bertolt Brecht, Hanna Hib. Cette dernière envisage en effet de se livrer, le 10 novembre prochain, à un happening macabre dans la cathédrale de Bittburg, celle-là même où la présidente Reagan et le chancelier Kohl firent une visite fort controversée au mois de mai dernier. Hanna Hib a en effet l'intention de mettre en scène in situ l'un des plus célèbres poèmes de son père, *La Légende du soldat mort*. Il raconte l'histoire d'un soldat entêté qui l'on sort de sa tombe pour le renvoyer au combat et s'achève sur ces mots : « Et le soldat marchait en titubant comme un flocon dans la tempête... »

La fille de Bertolt Brecht entend ainsi célébrer à sa façon la trentième anniversaire de la création de la Bundeswehr. Pour le maire de Bittburg, M. Theo Hallet, la seule manière d'honorer les morts de son cimetière militaire consiste à leur offrir de temps en temps l'interprétation au clairon et au tambour du célèbre *Ich hat' einen Kameraden*, qui fait office outre-Rhin de sonnette aux morts. Le tribunal de Tréver vient de lui donner raison en interdisant la manifestation prévue par Hanna Hib.

Le public silencieux et allongé du cimetière de Bittburg n'a pas eu, comme celui, bien vivant, de Francfort, le loisir d'exprimer son avis. « Les vivants sont gouvernés par les morts », disait Auguste Comte. Ajoutons que se perpétuant dans l'au-delà les valeurs d'ici bas : il y a des morts vedettes et d'autres qui ne le sont pas. Les premiers exercent encore leur influence en leur nom propre. Les autres n'ont qu'une seule voix : celle du soldat inconnu.

LUC ROSENZWEIG.

politique

LA LIMITATION DU CUMUL DES MANDATS

L'opposition distingue l'« esprit » du projet et la « manœuvre politicienne »

Au moment où les partis de l'opposition comme de la majorité s'efforcent de boucler leurs listes législatives et régionales et se livrent à de savantes tractations, l'annonce de l'adoption en conseil des ministres d'un projet de loi sur le non-cumul des mandats a semé une certaine confusion. Mais, faute de connaître encore les termes exacts de ce projet, chacun préfère commenter la démarche du gouvernement avant d'en mesurer toutes les conséquences dans son département, dans sa région.

Les plus « réservés », voire les plus hostiles, à la limitation du cumul des mandats se trouvent au RPR. M. Claude Labbé, président du groupe à l'Assemblée nationale, a rappelé, mardi 5 novembre, sur France-Inter qu'il existe « un premier principe : l'électeur est roi. Il faut donc lui laisser toute latitude de choisir sans contrainte l'homme ou la femme qu'il veut élire dans les mandats qu'il veut lui attribuer ». Il reconnaît toutefois qu'il y a des cumulés qui sont malades.

M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne, maire, président de conseil général et du conseil régional, se distinguait de ses collègues de l'UDF en défendant, comme M. Labbé, « la liberté du citoyen », jugeant notamment qu'il ne faut pas présenter à l'opinion publique qu'un certain nombre d'hommes politiques sont des cumulards, des gens à rejeter, à mettre au rancard.

L'UDF, qui rappelait récemment que, dès 1978, elle avait souhaité une limitation du cumul des mandats et formulé des propositions en ce sens, présentées par M. François Léotard, ne se déjugeait pas. Mardi, ses principaux responsables reconnaissent, comme M. Giscard d'Estaing et M. Barre, que le prin-

cipe du non-cumul est « bon en soi ». Leurs critiques portaient davantage sur « l'application et les modalités » de ce projet qui, selon M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, sont « tendancieuses et cachent des arrière-pensées évidentes ». « Après mars 1986, expliquait-il, les socialistes auront beaucoup de monde à recuser. Par conséquent, cela va leur simplifier la vie et, en quelque sorte par ricochet, compliquer celle de l'opposition devenue majoritaire ». M. Jean Locumet, président de l'UDF, bien placé au hit parade des « cumulards », résumait en déclarant : « M. Fabius plastifie les sièges qu'il ne peut pas occuper ».

MM. Giscard d'Estaing et Barre soulignaient que, sous le précédent septennat, cette question du cumul des mandats avait été mise à l'étude. L'ancien président de la République ne peut donc qu'y être « très favorable », sous réserve de connaître le texte, tandis que l'ancien premier ministre insistait davantage sur la « précipitation » mise à présenter ce texte qui, selon lui, n'est pas « une attitude normale en démocratie ».

M. Léotard, secrétaire général du Parti républicain, était le premier à déclarer qu'il voterait cette loi, suivi

de peu par M. Charles Millon, député (PR) de l'Ain, qui résumait le sentiment de ses collègues en affirmant qu'il acceptait l'« esprit du texte » tout en dénonçant la « manœuvre politicienne ».

M. André Billardon, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, s'est chargé de répondre à ses collègues de l'opposition. Il ne s'agit, selon lui, ni d'une « manœuvre », ni d'un « coup de Jarnac », ni même d'un « règlement de comptes ». Pour lui, comme pour M. Marcel Debarge, secrétaire national du PS et auteur d'un rapport sur la limitation du cumul des mandats effectué à la demande du gouvernement en 1982, ce projet va « assez loin ». C'est une « mini-révolution » et un test pour la décentralisation », ajoutait le député rocardien M. Bernard Poignant. Toutefois M. Debarge, M. Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, et M. Léotard se rejoignent dans l'expression d'un regret : que ce projet de loi ne soit pas accompagné d'un « statut de l' élu ».

Avec ce projet, le gouvernement a réussi, en tout cas, à enfoncer un coin entre les deux grandes formations de l'opposition.

C. F.-M.

Richesse et pauvreté des élus

(Suite de la première page.)

Les quatre personnes qui siègent à la fois à Paris et à Strasbourg (MM. Jean Lecanuet, Christian de La Malène, Lionel Jospin et Georges Marchais) ne peuvent ajouter à leur traitement d'élu français que le remboursement des frais effectivement engagés pour remplir leur mandat européen.

Ces sommes peuvent paraître importantes. Pourtant, nombreux sont les députés et les sénateurs dont le niveau de vie a été réduit dès leur entrée au Parlement. La plupart sont contraints d'abandonner leur profession, et les frais d'un élu sont fort élevés. Pas de festivité locale sans obole du député. Pas de rencontre dans un café sans payer la tournée. Ajoutez à cela l'essence pour sillonner circonscription et département, l'entretien d'un moins une permanence et le logement à Paris si l'on ne veut pas se contenter du campé-lit exigé des bureaux du Palais-Bourbon.

Les sommes perçues ne commencent à devenir rondelettes que lorsque s'ajoutent, au traitement national, des indemnités d'élu lo-

caux. Dans ce domaine règnent la plus grande hypocrisie et bien souvent le plus épais secret.

La loi est formelle : « Les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal sont gratuites ». Il en va de même pour les conseillers généraux et régionaux. Mais le temps est passé où ces mandats étaient réservés aux notables disposant de suffisamment de ressources personnelles pour s'y consacrer bénévolement. Ceux qui les détiennent aujourd'hui peuvent être indemnisés. Il s'agit de compenser les dépenses imposées par ces mandats électifs.

Pour les maires et les adjoints, la réglementation est stricte : l'indemnité est liée aux indices de la fonction publique. Au 1^{er} juillet 1985, elle variait de 18 338 F par an pour le maire d'une commune de moins de cinq cents habitants, à 207 871 F pour le maire de Paris. A l'exception du « haut de gamme », cela ne permet pas à un maire de travailler à plein temps pour sa commune. Puisqu'il s'agit d'indemnités, ces sommes ne sont pas imposables et n'assurent aucune couverture sociale.

Plus difficile est la situation des présidents de conseils généraux. Depuis la décentralisation, c'est — on ce devrait être — un travail à temps plein. Mais ils n'ont théoriquement pas droit à des indemnités particulières. Avec l'accord de tous, il leur faut tricher et se faire attribuer un « forfait de vacation ». Là encore se pose le problème de la couverture sociale. Pour les conseils régionaux, la situation est pratiquement identique. Le ministre de l'Intérieur a fixé l'indemnité à 530 F par jour de travail, mais après leur élection au suffrage universel, toute liberté sera laissée aux assemblées régionales.

Prises individuellement, toutes ces indemnités sont modestes. Mais, pour ceux qui les cumulent, la situation peut devenir très confortable, avec, cette réserve que les parlementaires ne peuvent toucher que la moitié de leur indemnité de maire. Il y a aussi des cumulés discrets et qui ne sont pas concernés par le projet du gouvernement. Un maire d'une ville moyenne peut être vice-président de son conseil général, siéger aussi au conseil régional, présider plusieurs syndicats intercommunaux, des établissements publics locaux, et être indemnisé par chacun de ceux-ci. L'affaire peut devenir très rentable d'autant que ces sommes ne sont pas soumises à l'impôt. Ce cumulard local peut ainsi gagner bien plus d'argent que son député, disposer d'une voiture, d'un chauffeur, d'un secrétariat gratuits, tous avantages dont ne bénéficient pas les parlementaires de base.

M. Maurice Pourchon, député socialiste du Puy-de-Dôme, présenté récemment par le *Nouvel Observateur* comme un riche cumulard, a ainsi en la surprise de constater qu'il était très loin d'être l' élu le mieux payé de sa région. Des élus régionaux qui président, à ce titre, des parcs naturels, sont mieux indemnisés pour cette fonction que M. Pourchon pour la présidence du conseil régional.

THIERRY BRÉHER.

Conseiller de M. Fabius

M. BERNARD PÉCHEUR EST NOMMÉ MAÎTRE DES REQUÊTES AU CONSEIL D'ÉTAT

M. Bernard Pécheur, conseiller du premier ministre pour les questions sociales, quitte Matignon pour le Conseil d'Etat, où il vient d'être nommé maître des requêtes au tour extérieur, par décret paru au *Journal officiel* du 6 novembre.

[Né le 7 décembre 1950 à Fontainebleau, M. Pécheur est sorti de l'ENA en 1976 avec le titre d'administrateur civil. Affecté au ministère de l'Economie et des finances, il devient, en 1981, conseiller de M. Fabius lorsque celui-ci est nommé ministre chargé du budget. Il le suivra au ministère de l'Industrie et de la recherche, où il deviendra son directeur adjoint de cabinet, puis à Matignon, quand M. Fabius sera nommé premier ministre en juillet 1984. (Le Monde daté 18-19 novembre 1984 a publié un portrait de M. Pécheur.)]

Le Parti radical élit son bureau

Deux semaines après son congrès, le Parti radical, réuni en comité exécutif mardi 5 novembre, a reconquis dans ses fonctions de secrétaire général M. Yves Galland, adjoint au maire de Paris et membre de l'Assemblée européenne de Strasbourg. Il a d'autre part élu les membres de son nouveau bureau, sur la liste présentée par le président des radicaux valaisiens, M. André Rosnot. Il s'agit de :

MM. Didier Bariani, maire du 20^e arrondissement de Paris, ancien président du parti ; Etienne Dailly, sénateur de Seine-et-Marne et vice-président du Sénat ; Michel Dury-Jour, ancien ministre, sénateur de la Loire ; André Rossi, ancien ministre, membre de l'Assemblée européenne ; Jean-Pierre Cantegrit, sénateur des Français de l'étranger ; Jean-Thomas Nordmann, conseiller de Paris, membre de l'Assemblée européenne ; Paul Gramet, ancien ministre, conseiller général (Aube) ; Robert Batallay, maire du 8^e arrondissement de Lyon, conseiller général (Rhône) ; Alain Bloch, conseiller de Paris ; Gérard Benhamon, maire-adjoint de Nancy (Meurthe-et-Moselle) ; Hervé de Fontmichel, maire de Grasse, conseiller général (Alpes-Maritimes) ; Adrien Bedossa, maire-adjoint du 14^e arrondissement de Paris ; Pierre Cueille, maire-adjoint Nantes, conseiller régional (Gironde) ; Jean Sudre, maire-adjoint de Toulouse (Haute-Garonne) ; Jean-Loup Morlé, conseiller de Paris ; M^{me} Marie Judin, maire-adjoint de Metz (Moselle) ; M^{me} Gérard Christol, conseiller municipal de Montpellier (Hérault) ; Annette Domenech, conseiller municipal de Brive-la-Gaillarde (Corrèze) ; Yves Juhel, maire-adjoint de Saint-Maur (Val-de-Marne) ; Emmonuel Lamy, maire-adjoint de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) ; Thierry Cornillet, conseiller général de Montclair (Drôme) ; Jean-Paul Benoit (Hauts-de-Seine) ; François Scellier, maire de Saint-Gratien, conseiller général (Val-d'Oise) ; Michel Zeller, (Yvelines) ; Sampiero Quilici, (Hauts-de-Seine) ; Jacques Dreyfus, maire-adjoint de Colmar (Haut-Rhin) ; Jean-Richard Suler, conseiller municipal de Besançon (Doubs) ; Pierre Fabre, maire de Cheval-Blanc (Vaucluse) ; Jean-Marie Camus, conseiller général (Marne).

Flo total

Pour les conseillers généraux, le flo est total. Chaque assemblée départementale fixe comme elle l'entend la somme qu'elle accorde à ses membres pour chacune de leurs journées de travail au service du département. Les différences sont considérables. Ainsi, en 1982, un conseiller de l'Ardege n'a touché pour toute son année que 10 476 F, alors que celui du Val-de-Marne a reçu 160 090 F. Les différences ne tiennent pas aux options politiques. Le dernier cité est communiste, mais le conseil général de la Seine-Saint-Denis, qui l'est aussi, a accordé 93 098 F, alors que celui des Yvelines, tenu par la droite, a donné 135 208 F. Comment justifier la différence, du simple au double, entre la Manche et l'Orne, départements voisins et de même tendance politique ?

Encore ne s'agit-il que de moyennes. Les écarts peuvent être grands entre conseillers d'un même département. Ils tiennent au travail effectivement accompli, mais aussi à la faveur du pré-

Les relations du PCF avec Moscou

M. JUQUIN MAINTIENT L'« EXPOSÉ DES FAITS » CONTRE PAR M. MARCHAIS

M. Pierre Juquin, accusé par M. Georges Marchais d'« allégations mensongères » au sujet des relations que le secrétaire général du PCF avait eues avec les dirigeants soviétiques, en janvier 1980, à Moscou (le Monde du 6 novembre), a fait savoir, le mardi 5 novembre, qu'il n'a « rien à ajouter ni à retrancher à l'exposé des faits » qui figure dans son livre *Autocritiques*.

En attaquant l'ancien porte-parole du PCF sur ce passage de son livre, la direction du parti cherche à le discréditer avec deux arguments : son information serait lacunaire et elle alimenterait la « campagne anticomuniste ». M. Juquin serait, ainsi, contraint à la défensive, et les questions principales qu'il développe dans son livre seraient occultées.

Des entretiens comme ceux de janvier 1980 entre le PCF et le PC soviétique donnent lieu à un compte rendu au bureau politique (dont M. Juquin était alors membre), puis au comité central. Il existe en outre un procès-verbal des conversations que les dirigeants qui le souhaitent peuvent consulter à la section de politique extérieure. Au reste, M. Marchais n'a pas mis en cause l'exactitude des faits rapportés par M. Juquin, mais celle de son « récit ». Le secrétaire général conteste la présentation des propos relatés par M. Juquin, non ces propos eux-mêmes. — P.J.

● Le MRG repousse la réunion de son comité directeur. — La poursuite des négociations le mardi 5 novembre entre le PS et le MRG sur la composition des listes législatives et régionales n'a pas permis d'aboutir, pour le moment, à un accord. Dans ces conditions, le MRG a repoussé à la semaine prochaine la réunion du comité directeur qu'il devait tenir ce mercredi. Le MRG connaîtra ainsi les décisions de la convention nationale du PS qui se réunit samedi et dimanche, notamment pour établir la composition définitive des listes socialistes. Des places sont réservées sur ces listes à des personnalités extérieures au parti, dont des membres du MRG.

● ERRATUM. — Une coquille a altéré, dans nos éditions du 5 novembre, la conclusion de l'article de notre correspondant en Maine-et-Loire sur l'attitude des contestataires locaux du Front national qui mènent campagne contre le secrétaire général du mouvement. Ceux-ci se déclarent fidèles « à la doctrine comme au parti » de M. Le Pen, avec lequel ils s'excluent pas de renouer, « après le départ de M. Stirbols ».

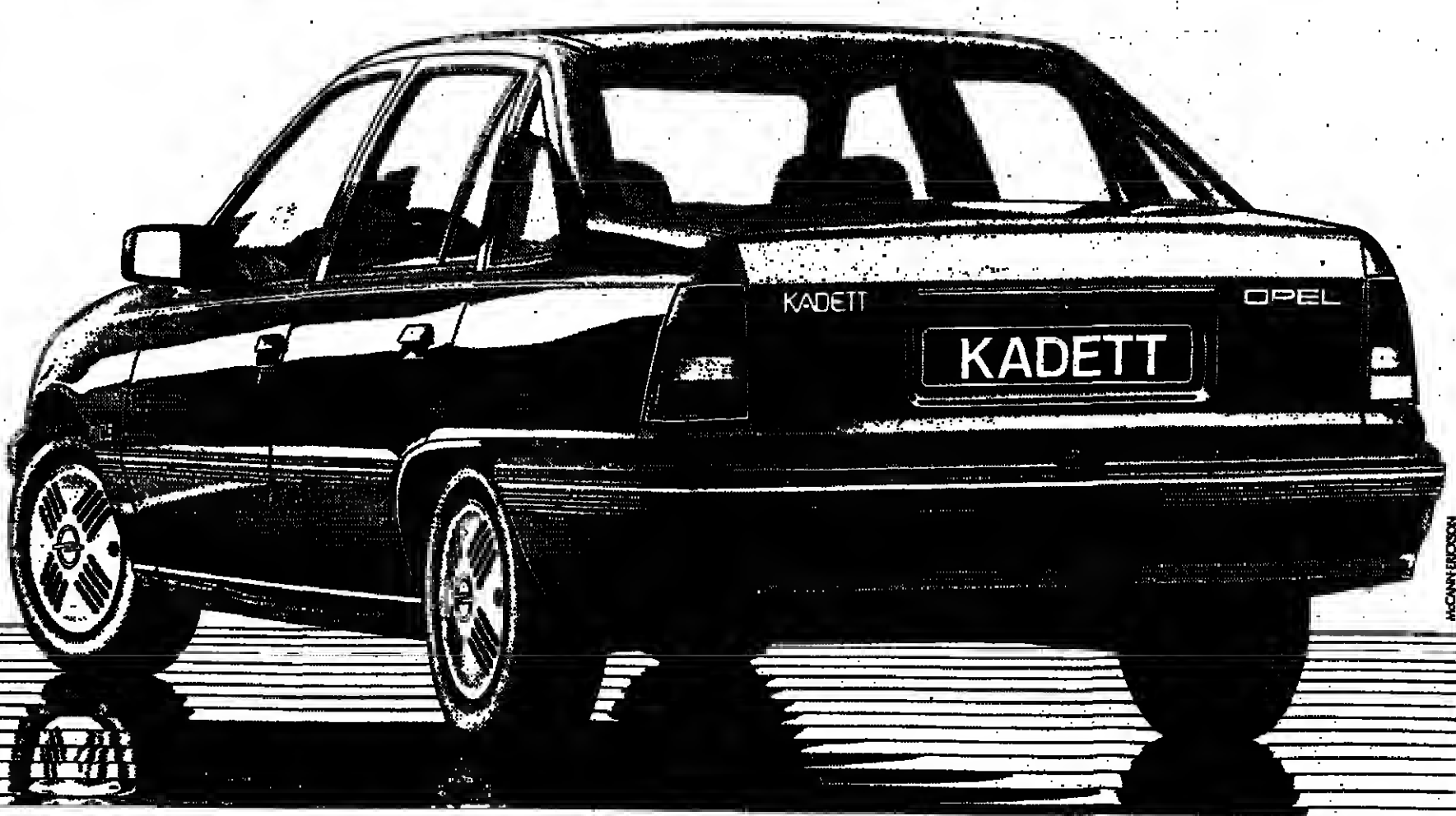
OPEL KADETT
DU 7 AU 16 NOV.

VENEZ APPLAUDIR LA NAISSANCE D'UNE GRANDE CLASSIQUE.

Un heureux événement chez votre concessionnaire Opel : la Kadett classique vient de naître. Avec un volume de chargement de 550 litres et un CX de 0,32 elle allie espace et économie : Kadett 1200 S, 5 CV, 5 vitesses : 4,8 l à 90 km/h ; 6,4 l à 120 km/h ; 8,8 l en ville. Opel Kadett : vous serez vite conquis par sa ligne de grande classique et la qualité exceptionnelle de ses finitions.

Opel Kadett : venez l'essayer chez votre concessionnaire Opel et, du 7 au 16 Novembre, fêter avec lui la naissance d'une grande classique.

OPEL
LA MAÎTRISE DE L'INNOVATION.



POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a adopté, le mardi 5 novembre, les budgets de la justice et des DOM-TOM. Elle devait examiner ce mercredi ceux de la coopération et des relations extérieures.

DOM-TOM : les socialistes ont été les seuls à voter le budget du secrétariat d'Etat, qui s'élève à 1 365,37 millions de francs pour 1986, soit une augmentation de 0,3 % en crédits de paiement et de 8,3 % en autorisations de programmes par rapport à 1985. Les communistes, le RPR et l'UDF ont voté contre.

JUSTICE : les communistes ont mêlé leurs voix à celles des socialistes pour adopter les crédits défendus par

M. Badinter. C'est le premier budget que les communistes approuvent cette année. Le RPR et l'UDF n'ont pas pris part au vote. Ce budget atteint 12 125,3 millions de francs de crédits de paiement. Un amendement du gouvernement, approuvé par l'Assemblée, crée cent postes supplémentaires pour mettre en œuvre la réforme de l'instruction.

COOPÉRATION : le budget, tel qu'il devait être présenté par M. Christian Nucci, s'élève à 6 447 millions de francs, soit une augmentation de 4 % en francs constants.

RELATIONS EXTÉRIEURES : en augmentation de 4,1 %, les crédits s'élèvent à 16 130 millions de francs. Les dépenses de l'administration centrale augmentent de 9,7 %.

Justice : le spectre des prisons

Un court instant, mardi 5 novembre, M. Robert Badinter n'a pu savourer les délices du consensus. Les députés socialistes et - fait inédit depuis le début de la session budgétaire - les communistes venaient d'adopter des crédits qui leur étaient soumis, ceux de la justice pour 1986. Comme l'avait expliqué M. Edmond Garcin (Bouches-du-Rhône), ce budget n'impliquait, pour une fois, aux yeux du PCF, « aucun reniement ».

A une ou deux exceptions près, on n'avait ni vu ni entendu l'opposition, et il n'y avait eu aucun député RPR ou UDF pour participer au scrutin public demandé, à dessein de faire apparaître leur absence, par le groupe socialiste. Comme ne peut s'empêcher de le remarquer, sourie en coin, le garde des sceaux : « Qui ne dit mot consent ».

C'était aller évidemment un peu loin, mais il faut croire que l'emploi du temps des députés de l'opposition était particulièrement rempli, mardi matin, pour qu'ils désertent à ce point l'hémicycle. On entendait, certes, M. Pascal Clément (UDF, Loire) lire, au cours de la discussion générale, un texte consacré aux « prisons pourrissoires », mais aucun orateur du RPR. M. Michel Sapin (PS, Indre) eut beau ironiser sur un prochain « retour de Coblence » de l'opposition (le rétablissement, annoncé par M. Chirac, de la Cour de sûreté de l'Etat, de la loi anti-casseurs et des quartiers de sécurité), il n'y avait eu personne pour lui donner la réplique. Un silence qui en dit long sur l'état d'esprit de l'opposition. Comme s'il était devenu inutile de s'indigner de la politique de M. Badinter, alors que, en encre M. Alain Peyrefitte, il suffirait d'une matinée pour restaurer, par ordonnances, l'état de droit antérieur à mai 1981.

Ce climat est évidemment propice aux bilans. Les ministres ont du reste reçu des consignes en ce sens.

M. Badinter a ainsi moins insisté sur les crédits qui seront attribués à son ministère en 1986 que sur le chemin parcouru du changement de majorité.

Le budget de la justice représentait 1,04 % de celui de l'Etat. Il passera à 1,18 % l'année prochaine. Il y avait vingt-cinq machines à traitement de texte dans les juridictions en 1981. Il y en a aujourd'hui trois cents. La justice est trop lente ? Elle l'est toujours. En matière civile cependant, les délais d'attente ne sont plus aujourd'hui que de dix-huit mois et demi dans les cours d'appel et d'à peine plus d'un an dans les tribunaux de grande instance.

Criminogène

L'éducation surveillée, c'est-à-dire les services chargés de la prévention de la délinquance juvénile, fait-elle aujourd'hui figure de sacrifice ? C'est vrai, concède à demi-mot M. Badinter, qui déplore - comme le petit groupe de syndicalistes qui manifeste au même moment aux portes du Palais-Bourbon - la suppression de six postes d'éducateurs. Mais, remarque-t-il depuis 1981, sept cent vingt-cinq emplois nouveaux ont été créés dans ce secteur, « un effort sans précédent sous aucun gouvernement ».

Les orateurs socialistes sont à l'unisson. Fierté du chemin parcouru, éloge de M. Badinter, des louanges que M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise) trouve un peu trop « funéraires » à son goût. L'œuvre de garde des sceaux ne peut-elle pas se perpétuer ? dit-il en substance.

Il n'est pas sûr que l'intéressé soit prêt à « remplir », même en cas de victoire de la majorité. Il prédit en tout cas à son successeur, à la sortie de l'hémicycle, une situation difficile dans les prisons. Dans un budget plus favorisé que les autres

(+ 8,72 % pour la justice contre + 3,6 % pour l'ensemble des crédits de l'Etat), l'administration pénitentiaire se taille, certes, la part du lion (+ 10 % au total ; + 84 % pour les autorisations de programme), ce qui veut dire qu'on va créer de nouvelles places en prison et recruter des gardiens - 399 des 422 emplois nouveaux (1) seront rattachés à cette administration. Cela n'empêche pas une « promiscuité malsaine » de rendre - un comble ! - la vie en prison « criminogène », comme le regrette le rapporteur de ce budget particulier, M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis).

Cette situation a peu de chances de s'améliorer. Après les grâces du 14 juillet destinées à désencombrer les prisons, M. Badinter pensait avoir obtenu un répit. Mais le nombre de détenus est de nouveau en augmentation : 41 538 le 1^{er} novembre, dont 21 136 attendent un jugement définitif, a-t-il révélé mardi, pour 32 500 places.

Cette courbe continuant à grimper, la question est de savoir ce que fera l'opposition. Moins remplir les prisons ? Cela n'est manifestement pas dans ses projets. En construisant davantage ? Cela suppose de lourds sacrifices auxquels son électeur n'est pas préparé. Voter une amnistie, accorder de nouvelles grâces ? L'opposition les a trop critiqués. Ne rien faire ? C'est l'explosion assurée, comme en 1974. Telles sont les questions auxquelles on aurait aimé avoir des réponses au début de la session, mais si l'opposition n'avait eu mieux à faire que de discuter les options d'une majorité visiblement résignée à passer la main.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Un amendement du gouvernement, adopté mardi, ajoute à ces créations de postes 100 emplois destinés à mettre en route la réforme de l'instruction (50 postes d'auxiliaires de justice, 25 de magistrats recrutés au sein d'autres professions, et 25 greffiers).

Outre-mer : le « paquet-cadeau » du pauvre...

L'avenir dira si les socialistes ont en raison de privilégier, dans leur approche des problèmes des anciennes colonies, la mise en œuvre de réformes institutionnelles qui représentent, à leurs yeux, « le préalable indispensable à tout progrès économique et social ». M. Georges Lemoine, lui, n'a jamais douté du bien-fondé de ce choix : « Après les grandes périodes de la décolonisation et de la départementalisation, l'outre-mer entre maintenant dans l'ère de la régionalisation, on a fait un nouveau grand pas en avant », déclarait-il, mardi soir 5 novembre, à l'Assemblée nationale, en réponse à ceux qui lui reprochent d'avoir négligé le traitement économique et social des DOM-TOM.

Au terme de la législature, le bilan économique et social de la gauche outre-mer n'en apparaît pas moins étié. Sans doute le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM est-il fondé à souligner qu'en ce domaine « les efforts ont été constants depuis 1981 » et qu'« aucun autre gouvernement n'a fait autant » pour essayer de résoudre les difficultés de ces terres lointaines. Mais le constat dressé par ses propres amis politiques suffit à souligner à quel point ces efforts ont été sans commune mesure avec l'ampleur de ces difficultés.

Tous les rapporteurs socialistes, et en particulier le président et le rapporteur spécial de la commission des finances, MM. Christian Goux et Maurice Pourchon ont été amenés, la mort dans l'âme, à confirmer qu'en cinq ans les départements d'outre-mer n'ont guère connu le « changement » espéré par les électeurs de M. François Mitterrand en 1981.

Pis, la situation, presque partout, s'est aggravée. Les DOM ne produisent plus : les taux de couverture des importations par les exportations y sont dérisoires (10,1 % pour la Réunion, 14,3 % pour la Guadeloupe, 15,1 % pour la Guyane, 22,6 % pour

la Martinique). Les taux de chômage atteignent des niveaux inconnus en métropole : 20,2 % en Guadeloupe, 25 % en Martinique, 35 % à la Réunion. La vie économique n'est qu'artificielle, entretenue par les transferts financiers de l'Etat, et les sempiternelles rentes de situation dont bénéficient en premier lieu les importateurs. Toujours cette société duale par excellence : d'un côté les traitements privilégiés des fonctionnaires, hérités des mœurs coloniales, de l'autre des hémovilles, la misère des bidonvilles. C'est M. Aimé Césaire, le président du Parti progressiste martiniquais, maire de Fort-de-France, qui a le mieux résumé le sentiment des députés de la majorité, pourtant fort modéré dans leurs commentaires sur la politique du gouvernement : « La situation est intolérable et politiquement insupportable. Vous avez, vous, d'assumer la gestion d'une débâcle », a-t-il lancé à M. Lemoine.

Deux mesures

An nom du groupe communiste, M. Jacques Brunhes, député des Hauts-de-Seine, n'a pas dit autre chose. Et l'Etat du Parti communiste guadeloupéen, M. Ernest Moutousamy, a enfoncé le clou avec plaisir : « La gauche a hypothéqué l'avenir. Le pouvoir socialiste a été victime de ses tergiversations, de l'absence de programme vraiment défini pour l'outre-mer. Le problème, aujourd'hui, n'est pas de savoir si la Guadeloupe sera indépendante ou pas, a-t-il ajouté, mais bien de savoir de quelle indépendance il s'agit ».

Dans ce climat désenchanté, à peine tempéré par les jugements positifs portés par les députés socialistes sur le projet de budget de M. Lemoine, les députés de l'opposition n'ont même pas pris la peine de hausser le ton. Les porte-parole du RPR et de l'UDF ont surtout reproché au gouvernement de n'avoir pas tenu sa promesse d'organiser un débat d'orientation sur l'avenir de l'outre-mer. Le gouvernement avait, au demeurant, fourni le bâton pour se faire battre en ayant retenu une formule bâtarde qui a consisté, en guise de « grand débat », à faire durer la discussion budgétaire un peu plus longtemps que prévu afin que tous les élus de l'outre-mer puissent s'exprimer. Ce palliatif n'a satisfait personne. M. Michel

Debré, député RPR de la Réunion, y a vu « un tour de passe-passe pour la galerie ». M. Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, délégué de l'UDF pour l'outre-mer, une « dérobade indigne ».

Quant aux mesures présentées par le secrétaire d'Etat, elles ont été accueillies avec une certaine indifférence sur tous les bords. Non qu'elles manquent d'intérêt, mais tout simplement parce que leur portée limitée confirme justement l'impuissance du pouvoir devant l'ampleur des obstacles à surmonter. Le gouvernement a, enfin, décidé d'éliminer les discriminations qui empêchaient jusqu'à présent les citoyens des départements d'outre-mer de bénéficier de certaines prestations sociales. Il fait notamment disparaître la disposition en vertu de laquelle on supprimait le paiement de l'allocation-logement aux chômeurs si ceux-ci restaient trop longtemps sans emploi, alors que dans tous les DOM le chômage sévit à l'état endémique. « Le décret d'application de la loi sur la famille du 4 janvier 1985 ouvrira le bénéfice des prestations familiales à certaines catégories qui en sont encore exclues et l'allocation-logement à caractère familial s'étendra à certaines familles ne remplissant pas la condition d'activité professionnelle », a indiqué M. Lemoine.

Un projet de loi sera prochainement déposé. Le « paquet-cadeau » attendu après les déclarations faites le 31 octobre par le secrétaire d'Etat n'était donc que le « paquet-cadeau » du pauvre. Mais qu'il ait fallu cinq ans à la gauche pour prendre ces deux mesures de simple équité est fort révélateur.

Les solutions ? « Nous sommes condamnés à inventer ensemble ou à sombrer », a souligné en conclusion M. Césaire. « Le nouveau gouvernement disposera de trois jours pour dire, de trois semaines pour agir, de trois mois pour réaliser », a lancé M. Debré, déjà projeté dans l'après-mars 1986. « Nous devrions être tous associés, pour cela les divergences politiques », a répondu M. Lemoine au député apparenté socialiste de la Martinique. « Je prends le parti », a-t-il répliqué au député RPR de la Réunion. Plus qu'un pari, le développement économique et social de l'outre-mer mériterait, en effet, un consensus.

ALAIN ROLLAT.

Relations extérieures : « une pause dans le déclin »

« C'est une pause dans le déclin ». Ainsi une association de diplomates qui ne passe pas pour hostile au gouvernement actuel qualifie-t-elle, dans une récente étude sur le budget du Quai d'Orsay, le projet soumis ce mercredi à l'approbation des députés. C'est dire que la satisfaction des agents du « département », reste toute relative. Mais les deux précédents exercices avaient semblé si restrictifs, à quelques exceptions sectorielles près, que les dispositions prévues pour 1986 apparaissent, par comparaison, comme un peu moins cruelles à un ministère qui, depuis de longues années déjà, le sentiment d'être le mal-aimé de l'administration française, en tout cas au moment des arbitrages budgétaires, rendus à Matignon. La baisse du dollar devrait par ailleurs favoriser ce ministère, qui dépense une bonne partie de son budget à l'étranger.

Globalement, les crédits des relations extérieures passent de quelque 15,5 milliards de francs en 1985 à environ 16,13 milliards en 1986, coopération comprise (lire d'autre part), soit une croissance légère, mais supérieure à 4 %, taux à rapprocher de celui de l'augmentation du budget général de l'Etat : 3,9 %. La part du Quai d'Orsay dans l'ensemble des dépenses publiques sera donc, l'an prochain, très légèrement supérieure, même si des variations rebondissent de l'infinimental : elle passe de 1,556 à 1,559 %.

Dans cette enveloppe globale, les dépenses d'administration centrale sont celles qui, d'un exercice à l'autre, croissent proportionnellement le plus : elles augmentent, en 1986, de 9,7 %, contre 7,9 % pour les « postes », ambassades et consulats. Outre la coopération, la part de l'action culturelle régresse, elle, par rapport au reste des crédits, puisqu'elle n'augmente que de 2,3 %. Ce tassement s'explique notamment par la « débudgetisa-

tion » de certaines opérations, liées, notamment, à Radio-France Internationale et à la télévision par satellite (TVS). Il n'en inquiète pas moins un certain nombre de diplomates, qui redoutent que le « département » y perde un de ses secteurs d'activité importants pour sa vitrine internationale et même nationale, face à une opinion publique qui a souvent tendance à le juger comme une administration ne « produisant » rien en direction de l'extérieur. Il est vrai que certains investissements renforceront au contraire la présence française par la création d'instituts culturels à l'étranger.

Quant à l'augmentation des dépenses de fonctionnement et d'investissement du Quai et de ses postes hors de l'Hexagone, elle pourrait répondre au moins partiellement à l'inquiétude de ceux qui constatent, ces dernières années, la dégradation croissante de l'outil diplomatique. Un effort de modernisation va être entrepris en faveur des dispositifs de sécurité des ambassades et consulats, et surtout par le recours plus systématique à l'informatique. En particulier pour ces derniers, qui ont parfois d'importants fichiers à gérer.

De même pour l'administration centrale. En 1985, année où le budget des relations extérieures avait régressé en valeur réelle, les restrictions y sont devenues particulièrement dramatiques, entraînant parfois des situations quasi courtoises. En 1986, la modernisation apportera certaines améliorations aux secteurs les plus sous-équipés. C'est ainsi, en particulier, qu'un nouveau standard téléphonique devrait désormais épargner aux correspondants du Quai la longue attente qui faisait jusqu'alors partie de la légende de cette vénérable maison (et de quelques autres).

BERNARD BRIGOUTEUX.

Coopération : priorité à l'aide multilatérale

Plus que l'augmentation globale des crédits alloués pour 1986 au ministère de la coopération et du développement, on retiendra celle de l'aide budgétaire directe accordée aux Etats africains qui, en progressant de 11 %, traduit le besoin sans cesse croissant pour de nombreux pays du continent noir, d'une assistance financière extérieure. Sans celle-ci, combien d'entre eux connaîtraient un véritable naufrage économique ? L'environnement international (la hausse du dollar, la faiblesse de la reprise dans les pays industrialisés, notamment), explique en partie cette situation mais, parallèlement, on est conduit à s'interroger sur les finalités d'une politique de coopération caractérisée par une réduction de l'assistance technique (6000 postes supprimés en trois ans - au motif que les gouvernements intéressés la demandent et qu'ils disposeraient d'une « relève », - et une augmentation de l'aide budgétaire, c'est-à-dire des dons.

Mais il est vrai aussi que la multiplication des prêts bilatéraux et multilatéraux n'a guère de sens, dès lors que nombre de pays sont incapables de rembourser les organismes prêteurs (Fonds monétaire international, Banque mondiale notamment), voire d'apporter leur quote-part à des projets de développement. C'est cette logique que traduit le projet de budget, qui fait apparaître une réduction des prêts du Trésor et un ralentissement des prêts nouveaux de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE).

Une progression de 4 %

Progressivement aussi, une philosophie de l'aide au développement se dessine : c'est parce que trop souvent la coopération bilatérale prend, sur le terrain, la forme d'un soupçonnage de projets, qu'il convient pour les pays donateurs, d'harmoniser leurs aides en fonction d'objectifs précis et à long terme.

La dispersion et donc l'ineffectivité qui caractérisent l'aide alimentaire internationale s'observent aussi pour les projets de développement. Les missions diplomatiques françaises en Afrique, qui prennent de plus en plus conscience de cette nécessité, s'efforcent de « monter »

des projets communs avec d'autres pays donateurs, tout en soulignant le peu de volonté politique de nos principaux partenaires dans ce domaine, ainsi que la lourdeur administrative des « bureaux » parisiens.

Le projet de budget confirme cependant une priorité en faveur de l'aide multilatérale, qui représente 30 % de l'aide totale, et qui se traduit par un accroissement de la contribution de la France au FED (Fonds européen de développement) et au Fonds spécial Afrique. Dans cet esprit, le chapitre relatif à l'aide aux initiatives privées et décentralisées bénéficie de 25 millions de francs de mesures nouvelles et augmente de 24 %. De même, les subventions aux organisations non gouvernementales (ONG) progressent de 6,4 %, celles accordées aux associations de volontaires de 21,4 %. Un nouveau chapitre concerne la coopération décentralisée et les projets conjoints avec des collectivités locales, dotés de 9 millions.

Avec 6,34 milliards de francs en 1986, l'enveloppe budgétaire de la rue Monsieur marque une progression de près de 4 %, similaire à celle de l'ensemble du budget de l'Etat (3,6 %). Elle ne constitue qu'une sorte de rattrapage par rapport au budget 1985 dont les crédits avaient baissé de 3,8 %. Cette relative austerité correspond aux économies demandées par le premier ministre le 10 avril dernier (15 % sur les crédits d'intervention et les autorisations de programme, notamment), mais elle est partiellement compensée par les 250 millions de mesures nouvelles accordées au ministère de la coopération le 23 juillet.

Outre une réduction de l'assistance technique directe (dont la part passe de 42 % à 40 % du budget civil), et un « tassement » des dépenses (crédits et personnel) de la coopération militaire, ainsi qu'un regroupement des dépenses de transport de l'aide alimentaire française (125 millions), ce budget prévoit des crédits à hauteur d'un peu plus d'un milliard de francs pour le Fonds d'aide et de coopération (FAC), qui intervient dans trois nouveaux pays, la Guinée, l'Angola et le Mozambique.

L. Z.

1789-1989
LA LIBERTÉ A-T-ELLE UN AVENIR ?

Pierre Bercis
POUR DE NOUVEAUX DROITS DE L'HOMME

préface de
LEOPOLD SEDAR SENGHOR

VENDU EN LIBRAIRIE

Un essai lucide et pragmatique sur un nouveau socialisme, une troisième voie entre le capitalisme tyrannique et un marxisme-léninisme despotique.

J.C. LATTES

فكرنا من الأصل

هكذا من الأصل

société

POUR LES PAUVRES

Saint Colucci

ÉDUCATION

Programmes transitoires pour les collégiés

Des « commentaires » aux programmes en vigueur dans les collèges sont publiés au *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 31 octobre. Ces textes ont pour objet de ménager une transition entre les programmes actuels et les nouveaux, qui entreront en application à partir de 1986 (le *Monde* du 6 juin et du 10 octobre). En mathématiques, ils s'appliquent à la classe de sixième seulement et visent à améliorer la liaison avec l'école élémentaire et à mettre l'accent sur les exercices concrets. Dans les autres disciplines, ces commentaires s'appliquent aux quatre classes du collège. En français, on insiste sur la progression grammaticale et l'étude d'œuvres complètes ; en langues vivantes, sur la culture, la civilisation et la réflexion linguistique ; en éducation physique et sportive sur la prise en compte des possibilités réelles des élèves dans l'évaluation des résultats...

TOURISME

Le SNAV condamné pour publicité mensongère

En février 1983, une publicité du SNAV (Syndicat national des agents de voyages) et de l'APS (Association professionnelle de solidarité) invitait, dans les colonnes d'un supplément du *Monde* consacré aux voyages, les candidats au départ à « ne pas pousser n'importe quelle porte » et à s'adresser à une agence syndiquée « afin d'être certains de pouvoir partir et revenir ». Estimant qu'une telle campagne laissait supposer que les autres agences n'assuraient pas les mêmes garanties, deux voyagistes, la Compagnie des voyages et Nouveau Monde, ont déposé plainte. Le tribunal de grande instance de Paris s'est rendu à leurs arguments et a condamné chacun des présidents des deux organismes à 10 000 francs d'amende et au versement de 6 000 francs de dommages-intérêts aux sociétés victimes de cette publicité mensongère. Le SNAV et l'APS ont fait appel.

RELIGION

Eglises orientales : un cardinal indien remplace un Polonais

Rome. — Arrivé à échéance de son mandat de cinq ans, le cardinal polonais Wladislaw Rubin a démissionné de sa fonction de préfet de la congrégation des Eglises orientales. Tenant compte de l'état de santé de son compatriote, né en 1917 à Lvov, le pape a accepté cette démission en date du 30 octobre. Secrétaire général du synode des évêques en 1967, Mgr Rubin avait été créé cardinal en 1979 et nommé en 1980 à la tête des Eglises orientales. Pour le remplacer, Jean-Paul II a désigné Mgr Simon Lourousamy, soixante et un ans, ancien archevêque de Bangalore, qui était secrétaire de la congrégation pour l'évangélisation des peuples et président des œuvres pontificales missionnaires. Il n'est cardinal que depuis le 25 avril dernier.

Une bouillabaisse a opposé, mardi 5 novembre, dans les locaux du ministère de l'Agriculture, le fantasiste Coluche qui venait entretenir le ministre de l'Opération des « restaurants du cœur » et une délégation de militants CGT protestant contre l'ouverture des hypermarchés le dimanche.

Voici donc Coluche en saint François d'Assise, ou plutôt, pour rester dans ce sillon, en abbé Pierre. « Un brave vieux, l'abbé Pierre. Mais il se crève au boulot. Il a que Dieu pour l'aider. Moi, j'ai les médias et je suis pas près de leur lâcher la chaine... »

Saint Colucci d'Europe 1 et Canal Plus réunis va exercer tout au long de l'hiver son apostolat instantané : « Donner à manger à ceux qui n'en ont pas ». Ouvrir, grâce au bénévolat, autant de « restaurants du cœur » qu'il sera nécessaire pour offrir, entre le 21 décembre et le 21 mars, deux cent mille repas par jour aux nouveaux pauvres. Déjà, entre deux bonnes histoires — « Vous savez ce que fait un Éthiopien quand il trouve un petit pois ? Il ouvre un supermarché », — ses tranches horaires débordent d'appels aux bonnes volontés.

Le saint homme reçoit dans le bar-salle à manger de son pavillon en bordure du parc Monisouris. Autour de lui, une poignée de disciples piochant dans ses cacahuètes, boivent ses paroles et son whisky. « L'année dernière, quand on a lancé Chanteurs sans frontières pour l'Éthiopie avec Renaud, on avait reçu une masse de lettres qui nous disaient : « Quand est-ce que vous chantez pour les pauvres ici en France ? » Et puis moi, je suis pupille de la nation, j'ai eu des gâteaux en bois et des pélerines. Quand j'avais froid aux papiers, je pensais que si on vivait dans un monde sympathique les gens qui ont le pouvoir de faire des choses sympathiques les feraient. J'ai ce pouvoir aujourd'hui. Voilà... »

Voilà. Questions trop insistantes, s'abstenir. Ce rêve de gosse, qu'on se le dise, n'a pas besoin de justification.

« Tu trouves que l'entreprise est pas une bonne chose ? Pourquoi tu l'as pas fait, toi ? Toi, l'as le Monde, non ? Les comiques, en général, c'est connu pour être assez généreux. Bourvil, Fernand Raynaud. C'est toujours dans l'intention de faire plaisir qu'on fait notre métier. Evidemment, c'est assez loin du métier de journaliste qui pose des questions inquiétantes en espérant bien sanctionner... » Et vlan !

Assis à ses côtés, son « producteur et associé », Paul Lederman, qui se retient depuis le début de l'entretien, explose soudain, à l'endroit du journaliste : « Si tu insinues qu'on fait ça pour la publicité... » Ah ! il l'a pas dit ! — coupe la vedette, magnanime. « Non, mais il tourne autour... »

Des trains d'œufs

Foin d'insinuations, donc. Acceptons, comme un conte pour soirées d'hiver, l'histoire très édifiante du blasphémateur devenu dévot. Acceptons-la comme ces jeunes élèves de l'École supérieure de commerce de Paris (Sup de co) qui, à raison de dix-sept heures de passion par jour, assurent l'entretien de l'opération. Répondre aux lettres — « Avec tout le courrier qu'on a eu, on pourrait faire un ministère des pauvres à l'année », dit Coluche, — mais aussi encaisser les chèques — 10 000 F de dons quotidiens en moyenne, — orienter les bonnes volontés vers la vingtaine de « Sup de Co » régionales qui participent à l'opération. « Nous souhaitons décentraliser au maximum », explique Alexandre Lederman, fils du producteur de Coluche, âme de l'équipe étudiante.

Les offres ne manquent pas. Une chaîne de fast-food a donné vingt-cinq mille repas d'un coup. Un syndicat breton d'agriculteurs a proposé des œufs par trains entiers. Une compagnie aérienne envisage, elle, de faire cadeau de... cinq mille plateaux. Une grande entreprise d'informatique équipe le réseau des « Sup de Co » pour coordonner l'opération. Seule condition : peu soucieuse d'associer son image à

celle de Coluche, elle souhaite rester anonyme.

Tout le monde n'a pas ces poudres. De très grandes sociétés ont fait appeler les jeunes gens par l'intermédiaire de leurs agences de publicité, la main sur le cœur mais... exigeant de savoir combien de fois leur nom serait cité à l'antenne, ou d'assister aux entretiens avec les journalistes. « On les a envoyés promener », raconte Alexandre Lederman. Ici encore, le doute est mal venu : « Certains ont essayé de nous décourager, on a prétendu que l'ouverture des restaurants pourrait causer des émeutes. Nous les écoulons et, quand ils ont terminé, on leur demande simplement comment ils peuvent nous aider, concrètement... »

La locomotive doit passer. Elle passe. Les jeunes étudiants de « Sup de co » ont arraché au ministère de l'Agriculture un local dans la tour Montparnasse : « Génial ! Cela nous donne le passe de la tour, donc l'accès à tous les bureaux des sociétés qui s'y trouvent, que nous allons démarcher les uns après les autres. On a commencé par l'OFI-VAL, l'office de la viande. Ils sont d'accord pour nous donner de leurs stocks s'ils ont le feu vert du ministre. Justement, on le voit demain... »

Indulgences

Gageons que l'autorisation sera obtenue. Car les princes de la République se sont précipités dans les fourgons de Coluche avec une hâte stupéfiante. A peine lancé-il ses premiers appels, le cabinet du ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, apportait son concours.

Des trains, on demande des trains ? Vite, vite, M. Jean Auroux, ministre des transports, propose ses services... sur les ondes d'Europe 1. Pour faire bonne mesure, M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, offrira vite, vite, la semaine dernière, le petit déjeuner à Coluche avant de filer au conseil des ministres pour arrêter des mesures en faveur des pauvres. Le café à peine avalé, le service de presse de

M^{me} Dufoux informait de l'événement les rédactions parisiennes, et le lendemain le quotidien *le Matin* pouvait tirer en manchette : « Georgina : Coluche, c'est sérieux ».

Il n'y a pas pieds nus, notre apôtre. Le voilà déjà en position de distribuer des indulgences : « Georgina, elle est bien, elle est dynamique. C'est comme Chaban-Delmas, c'est un bon mec, j'espère que sa région va nous fournir le vin. Renaud ou Chaban-Delmas, c'est des mecs sur qui on peut compter vraiment. La mairie de Paris ? Ils ont été contactés, ils ont répondu qu'ils nous aideraient, mais on n'a pas eu de nouvelles. Le plus drôle, c'est qu'on va avoir besoin des syndicats, de Krasucki lui-même... » Krasucki kiki, syndicat caca, chantonne Paul Lederman. « Ils sont à lui, les mecs qu'on ne peut pas bouffer... »

Cette collaboration-là semble mal partie : « Cet individu qui clairotte sur tous les toits son sautier aux pauvres n'a pas daigné exprimer sa solidarité aux travailleurs en lutte », fulmine un communiqué de la CGT, après les incidents du ministère de l'Agriculture. « Il ne suffit pas de donner de la soupe aux chômeurs, il faut aussi leur donner des emplois », estime un militant CGT. Le danger d'une « récupération » n'inspire aucune crainte à notre bouffon national. « Je suis sûr que mon opération va commencer de gauche, et elle finira de droite, parce que le printemps, c'est dans le mandat de la prochaine Assemblée nationale... »

De toute façon, Coluche s'affirme prêt à tout, ou presque : « S'il faut leur lécher le cul, à tous ces mecs, pour faire bouffer les gens, je le ferai. C'est le résultat qui compte. Cela dit, avant hier, Peyrefitte m'a fait téléphoner de sa région pour proposer de nous suivre, mais le lendemain je l'ai saqué à la radio, parce qu'il avait dit une connerie dans le journal... »

DANIEL SCHNEIDERMAN.
* Les restaurants du cœur, 79, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : 43-55-66-66.

CCF. LA BANQUE DES REUSSITES.



70 000 CLIENTS ONT DÉJÀ FAIT DU CCF LE N° 1 MONDIAL DE LA BANQUE À DOMICILE.

1982. Le CCF lance Vidéobanque pour les entreprises. Avec Vidéobanque, celles-ci disposent d'un exceptionnel outil de gestion de trésorerie. Aujourd'hui, 7000 entreprises l'ont définitivement adopté.

1983. Le CCF confirme sa politique

d'innovation et crée Vidéocompte. C'est au tour des particuliers de bénéficier de la banque à domicile. En quelques secondes, 7 jours sur 7 et sans se déplacer, les clients obtiennent la position de leurs comptes de dépôts et de placement, ordonnent

des virements, commandent leurs chèquiers, connaissent les cours des SICAV, des fonds communs de placement, des monnaies étrangères...

En moins de 3 ans, plus de 70 000 clients du CCF, entreprises et particu-

liers, ont adopté la banque à domicile.

Rejoignez-les. Choisissez la banque des réussites.

Crédit Commercial de France.



SOCIÉTÉ

Le divorce de raison

(Suite de la première page.)

Depuis le dix-huitième siècle, deux conceptions s'affrontent en France : celle du droit ecclésiastique, qui fait du mariage un lien indissoluble, et celle qui le considère comme un simple contrat pouvant être librement rompu par l'un des deux partenaires. Cet affrontement explique la bizarrerie de l'histoire législative française, qui a évolué en dents de scie, oscillant entre conservatisme et libéralisme.

La loi du 11 juillet 1975 visait à rendre le divorce plus simple, plus souple et moins hypocrite. On comptait, en quelque sorte, sur les conjoints dénués pour l'organiser eux-mêmes.

Un divorce à la carte : par consentement mutuel, pour faute commise par l'un des époux ou en raison d'une rupture de fait de la vie commune durant plus de six ans. C'est un magistrat spécialisé, le juge aux affaires matrimoniales qui suit le dossier de bout en bout. Il lui revient de confier la garde des enfants - dans le seul intérêt de ceux-ci, et non en raison de la « faute » commise - au père, à la mère, aux deux parents, ou exceptionnellement à un tiers.

On n'a plus besoin, en somme, de s'écrire de fausses lettres d'insulte

l'organiser après que le juge aux affaires matrimoniales a entendu les enfants, si ces derniers le souhaitent. En d'autres termes, on devrait pouvoir rester père ou mère au-delà de la séparation. Le parent non gardien n'a pas à devenir un non-parent, ce qui se passe encore trop souvent.

Dix ans après l'introduction du divorce par consentement mutuel les « démarriages » ont doublé. Mais cette courbe ne montera pas indéfiniment.

Il est vrai que, déjà, dans le milieu « jeunes cadres », nombre de couples, séparés mais non divorcés, s'organisent parfaitement pour éduquer ensemble leurs enfants, qu'ils pratiquent la « garde alternée » (quatre jours chez l'un, trois jours chez l'autre) que les tribunaux refusent d'accorder aux divorcés pour ne pas faire des « enfants ping-pong ».

Mais si ces couples jugent le divorce dénué, ils finissent parfois par s'y résigner pour des raisons...

Les statistiques sont déjà faussées par l'extension de l'union libre. Nul ne comptabilise les couples séparés qui n'ont jamais été mariés. Or ce sont en moyenne des couples plus fragiles que les autres, si l'on en croit des études faites en Suède et au Danemark. Statistiquement cette population est loin d'être négligeable. En 1983, près de 16 % des enfants de France étaient nés hors mariage.

Il faudra bien en arriver à s'occuper sérieusement des fils et des filles de concubins dénués. Il n'est déjà pas facile d'être un enfant du divorce, même si le divorce se banalise. Une excellente étude (2) montre que les adolescents qui se trouvent dans cette situation ne font plus figure de réprimés à l'école, mais qu'ils évitent d'en parler. Que dire alors de ceux qui n'ont même pas droit à l'appellation de fils ou de filles de divorcés et se sentent pas à se présenter comme enfants d'ex-concubins ?

Des juristes et des éducateurs s'en préoccupent. Ils souhaitent qu'on inscrive un nouveau principe dans la loi : la reconnaissance au père naturel du droit de visite, d'hébergement et de surveillance de l'enfant. Certains vont plus loin encore et proposent de légaliser l'exercice conjoint de l'autorité parentale dans la famille naturelle dénuée... Qui imaginait en 1975 que de telles questions se poseraient dix ans plus tard ?

ROBERT SOLÉ.

(2) Du divorce et des enfants, par Odile Bourguignon, Jean-Louis Rallin et Jean Théry, « Travaux et documents », n° 111, Presses universitaires de France, 1985.

UNE PROGRESSION CONSTANTE

ANNÉE DU JUGEMENT	NOMBRE DES DIVORCES PRONONCÉS	INDICE SYNTHÉTIQUE DE DIVORTIALITÉ (pour 100 mariages)
1972	44 738	13,1
1973	47 319	13,6
1974	53 111	15,2
1975	55 612	15,6
1976	60 490	16,8
1977	71 319	19,8
1978	74 183	20,4
1979	78 571	21,5
1980	81 143	22,2
1981	87 615	24,0
1982	93 892	26,0
1983	98 730	27,5
1984	103 700	29,1

Source : INED.

pour divorcer. « Un couple qui est d'accord sur l'essentiel, bien organisé, ne sera pas freiné par la loi et pourra divorcer en quatre mois », affirme M. Jean-Jacques Gomez, président de l'Union syndicale des magistrats, qui a été juge aux affaires matrimoniales pendant plusieurs années. « Sauf, ajoute-t-il, si le juge s'aperçoit qu'il n'y a pas de véritable consentement d'un des deux époux ».

La tricherie demeure, en effet, malgré la nouvelle loi. C'est souvent l'avocat qui choisit la forme du divorce la plus avantageuse pour son client, indépendamment de la nature du conflit. Si trop de divorces n'ont de consentement mutuel que le nom, le couple peut, au contraire, maquiller un accord en faute pour des raisons pratiques. Le divorce pour faute ne permet-il pas de se démarquer plus vite, alors que le consentement mutuel exige, au préalable, un règlement total des biens à partager ?

Ces raisons pratiques ne doivent pas masquer le poids des mentalités. Si le divorce par consentement mutuel a été largement adopté (51,5 % des jugements l'an dernier), 47,3 % des couples recourent encore au divorce par faute. Sans doute parce que le concept de faute reste toujours sous-jacent et qu'il n'est jamais facile d'être vraiment d'accord sur une dénonciation.

Le poids des mentalités se vérifie à un autre niveau : dans 85 % des cas, la garde des enfants est confiée à la mère (contre 9,3 % au père, 5 % aux deux parents et 1,75 % à un tiers). On ne s'attendait pas à un pourcentage aussi écrasant à une époque où les « nouveaux pères » participent de plus en plus à l'éducation des enfants, sinon aux tâches ménagères. La femme qui ne demande pas la garde se sent-elle pas généralement, aux yeux de son entourage, « une mère délaissée » ?

« Cette loi est pleine de nuances. On n'en a pas encore tiré tout ce qu'on pouvait, notamment les possibilités de garde conjointe », souligne M. Jean Mazars, chef du bureau du droit civil général au ministère de la justice.

La garde conjointe est devenue le cheval de bataille de nombreux juristes et éducateurs, qui préconisent d'ailleurs parier de « responsabilité conjointe ». M. Jean-Pierre Rosenczweig, ancien juge des enfants et président de l'Institut de l'enfance et de la famille, est de ceux-là. « Il faut sortir du raut ou rien, affirme-t-il. L'égalité des droits pendant le mariage doit se maintenir après le divorce. Cette responsabilité conjointe est parfaitement possible dans la majorité des cas. Il suffit de

La revanche des grands-parents

Trois nouveautés méritent d'être notées. D'abord, ce sont les femmes qui, de plus en plus souvent, demandent le divorce. Sur dix dossiers, deux seulement sont présentés par l'époux, cinq par l'épouse et trois par les deux conjoints. Preuve que les femmes se sentent plus libres, plus indépendantes et capables de se débrouiller seules dans la société. Elles passent progressivement du mariage-protéction au divorce-libération.

Autre nouveauté, on divorce de plus en plus tôt : après quatre ou cinq années de mariage en moyenne, contre sept ou huit précédemment. Ce qui veut dire que les enfants de divorcés, dont le nombre a presque doublé entre 1975 et 1983, affrontent cette épreuve de plus en plus jeunes. Les « nouveaux » grands-parents entrent alors en scène. Ils se montrent très actifs pendant le divorce, comme s'ils prenaient une revanche, après avoir été écartés de la décision au moment du mariage.

La troisième nouveauté est que les divorcés se remarient de moins en moins. Chez les hommes, le taux des remariages est passé de 63,7 % en 1977 à 46,4 % en 1982. Phénomène semblable chez les femmes (de 57,3 % à 42,1 %). On estime aujourd'hui à 1 500 000 le nombre des divorcés non remarriés, soit deux fois plus qu'il y a vingt ans.

Mais n'est-ce pas le mariage en général qui est délaissé par les Français ? 412 000 couples étaient passés devant le maire en 1972. Ils n'étaient plus que 285 000 l'an dernier. Aujourd'hui, pour partager la vie de quelqu'un, on n'a besoin ni d'être marié ni d'être divorcé.

La baisse du nombre des mariages finira-t-elle un jour par stabiliser la courbe des divorces, comme cela se voit déjà en Suède. Ce phénomène est aussi bien qualitatif que quantitatif : non seulement on se marie moins, mais les unions qui se contractent aujourd'hui sont plus solides que celles d'hier. Le « boom du divorce » semble dépassé avant même d'être terminé.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE PARIS

M. Attali et le « génocide des vieux » (suite)

Voilà dans son genre un procès rarissime. Ce n'est pas tous les jours que l'on voit des condamnés pour diffamation appelés à comparaître pour avoir réitéré cette diffamation et qui, plus est, à trois reprises dans les mois qui suivent la condamnation. De surcroît, lorsque le plaignant s'appelle M. Jacques Attali, que son avocat est M. Georges Kiejman, et que l'affaire porte, nouveau sur l'interprétation de certains de ses écrits de nature à le présenter comme un partisan d'un « génocide des vieux », le débat n'est pas de ceux qui passent inaperçus.

A l'origine de tout, il y a une réflexion faite en 1980 par M. Attali sur l'euthanasie et, au-delà de cette question, sur ce que risquerait d'être, dans une société capitaliste de marché, une politique de la santé conduisant à sacrifier les personnes les plus âgées au bénéfice des plus jeunes. Cette réflexion publiée dans un livre intitulé *L'Avenir de la vie* et présentée par le docteur Michel Salomon ne suscita pas, sur le moment, un écho particulier. Mais lorsque, après mai 1981, M. Attali devint conseiller spécial au président de la République, voici qu'elle va être exploitée et qu'une campagne s'ouvre dans la revue *Profils médico-sociaux*. M. Attali est présenté comme un partisan d'un « génocide des vieux », on voit dans sa réflexion une reprise des théories nazionalistes ; un tract sur ce thème est diffusé.

M. Attali assigne alors les dirigeants de *Profils médico-sociaux*, le docteur Jean Corneux, M. Claude Savy, ainsi que M^{me} Marie-Hélène Ugalini, présidente de la Ligue nationale des assurés sociaux. En première instance, ceux-ci sont relaxés. La 17^e chambre du tribunal de Paris juge qu'il y a eu, seulement,

un débat d'idées, une critique d'opinion, mais qu'aucun fait précis n'a été imputé au conseiller de M. Mitterrand. Appel. La 11^e chambre de la cour infirme la décision de première instance et condamne. Son arrêt rendu le 18 janvier devient définitif (le *Monde* du 20 janvier 1984). *Profils médico-sociaux* devra insérer dans deux numéros le texte de cet arrêt.

Elle l'a fait effectivement, dès le 30 mars 1984. Mais, à cette occasion, elle reproduit aussi le tract incriminé, le jugement de relaxe rendu par la 17^e chambre et ajoute un éditorial dans lequel elle invite ses lecteurs à se faire juges de l'affaire. C'est de là que tout repart.

Bonne foi et dérobade

Car pour M. Attali et son avocat, voilà bien une première : jamais de réitération de diffamation, loin d'en venir à réciprocité, on a tenté au contraire, de démontrer qu'on n'avait pas tort. Pas du tout, rétorqueront les avocats de la revue, M^{me} Bernard Clément et Yves Paris ce n'est là que la présentation complète des éléments du débat judiciaire qui avait eu lieu et qui impliquait l'immunité due à un compte rendu de bonne foi tel que le prévoit la loi sur la presse de 1881.

Le 2 octobre 1984, la revue *Profils médico-sociaux* persiste en reproduisant, cette fois, le texte d'une intervention du docteur Wynen, président de l'Association des médecins belges, à l'Assemblée générale du Collège national des chirurgiens français. M. Wynen, dans son exposé, avait, de nouveau, parlé de M. Attali et cité également,

comme pour faire un rapprochement, certains écrits de la littérature médicale allemande de 1939. Ne s'agissait-il pas de suggérer que les propos de M. Attali et ceux des médecins nazis revenaient au même ? Cette communication du docteur Wynen sera d'ailleurs reproduite dans *Profils médico-sociaux* une deuxième fois. Alors ?

Alors, a répondu pour sa part le docteur Wynen cité comme témoin par les prévenus, il ne s'agissait pas de dire que M. Attali s'apparentait aux doctrines nazies. Il s'agissait seulement d'attirer l'attention sur des positions qui faisaient effectivement penser à celles du docteur Conrad Lorenz en 1939. Lorenz n'en a pas moins été prix Nobel après la guerre.

Du côté de la défense on admet volontiers que M. Attali n'a jamais prononcé un quelconque « génocide des vieux », mais que, pour s'en rendre compte, il n'a bien fallu toutes ces procédures car les propos du conseiller de l'Élysée étaient vraiment à confusion et qu'ils ont, au demeurant, ému bien d'autres personnes que les animateurs de *Profils médico-sociaux*.

Tel a été l'essentiel du débat entre M^{me} Kiejman « partiagé », selon ses propres termes, entre la malice et la colère », enragant de voir ses adversaires « se débiter constamment », et M^{me} Paris pour qui « M. Attali entend museler tous ceux qui veulent rappeler ses propos et imposer à son profit une véritable censure ».

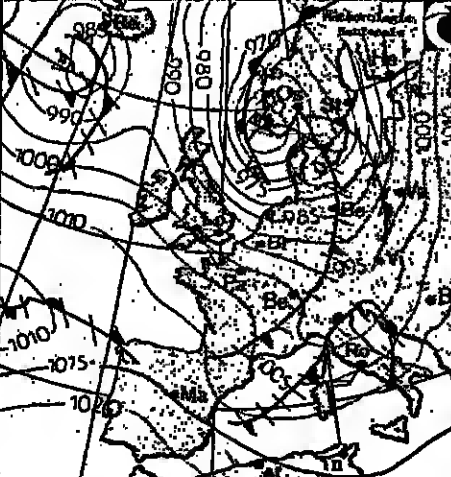
Le jugement sera rendu le 3 décembre. On est déjà assuré, quelle que doive en être la teneur, qu'il entraînera, de nouveau, une procédure en appel.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6-11-85 À 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 6 novembre à 0 h et le jeudi 7 novembre à 24 heures.

Situation générale : Une nouvelle perturbation océanique atteindra les régions de l'Atlantique mercredi soir, et s'étendra jeudi vers les régions du Sud-Est.

Jusqu'à jeudi, les nuages seront abondants près des côtes de la Manche, ainsi que de la Bretagne au Sud-Ouest et au Langedoc ; des pluies seront observées sur l'Aquitaine. Sur les autres régions, un temps frais et peu nuageux prédominera, avec formation locale de brouillards sur le Centre et l'Est.

As cours de la journée, la zone de pluie s'étendra de la Bretagne et de la Vendée au Massif Central, à la Côte d'Azur et à la Corse ; elle sera suivie d'un temps toujours nuageux et doux ; les nuages deviendront abondants sur les régions de la moitié nord-est.

Le vent faiblira demain matin en Méditerranée, et soufflera modérément de secteur ouest à sud-ouest dominant sur la France. Les températures minimales seront voisines de 10 à 15 degrés.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du mercredi 6 novembre :

UNE CIRCULAIRE

● Relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.

UN ARRÊTÉ

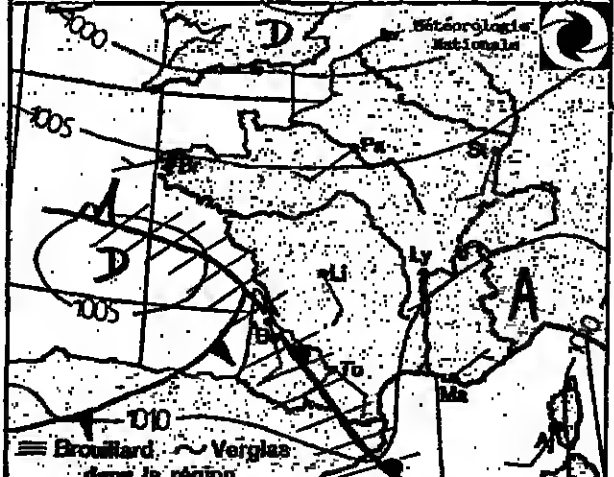
● Relatif aux taux d'intérêt et aux conditions particulières d'octroi des prêts spéciaux de modernisation consentis par le Crédit agricole mutuel.

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 10 mars 1958 relatif à la constitution de stocks de réserve par l'industrie pétrolière.

● Portant réaménagement de la tarification postale relative aux journaux et écrits périodiques de la Communauté économique européenne.

PRÉVISIONS POUR LE 7-11-85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 6 novembre à 0 h et le jeudi 7 novembre à 24 heures.

Situation générale : Une nouvelle perturbation océanique atteindra les régions de l'Atlantique mercredi soir, et s'étendra jeudi vers les régions du Sud-Est.

Jusqu'à jeudi, les nuages seront abondants près des côtes de la Manche, ainsi que de la Bretagne au Sud-Ouest et au Langedoc ; des pluies seront observées sur l'Aquitaine. Sur les autres régions, un temps frais et peu nuageux prédominera, avec formation locale de brouillards sur le Centre et l'Est.

As cours de la journée, la zone de pluie s'étendra de la Bretagne et de la Vendée au Massif Central, à la Côte d'Azur et à la Corse ; elle sera suivie d'un temps toujours nuageux et doux ; les nuages deviendront abondants sur les régions de la moitié nord-est.

Le vent faiblira demain matin en Méditerranée, et soufflera modérément de secteur ouest à sud-ouest dominant sur la France. Les températures minimales seront voisines de 10 à 15 degrés.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du mercredi 6 novembre :

UNE CIRCULAIRE

● Relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.

UN ARRÊTÉ

● Relatif aux taux d'intérêt et aux conditions particulières d'octroi des prêts spéciaux de modernisation consentis par le Crédit agricole mutuel.

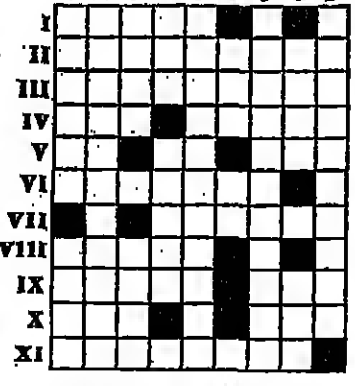
DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 10 mars 1958 relatif à la constitution de stocks de réserve par l'industrie pétrolière.

● Portant réaménagement de la tarification postale relative aux journaux et écrits périodiques de la Communauté économique européenne.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4091



HORIZONTALEMENT

I. Une mairerie de tennis. - II. Comme quelqu'un qui doit se sentir incompris. - III. Emprisonnement en mettant sous clé. - IV. Possessif. Demeure des camps de bouloir. - V. On peut l'entendre murmurer mais jamais gronder. Forme d'avoir. Participe à un soulèvement. - VI. Se montre « fort » en calcul ou plutôt faible en français. - VII. S'étale en restant sur le carreau. - VIII. Voyage dans la carlingue. - IX. Important personnage. Coule en Éthiopie. X. Commence en Chine et finit en URSS. Sans effet. - XI. A donc pris des accents aigus.

VERTICALEMENT

I. Un coureur souvent en forme. Reçoit la mètre. - 2. Mépris aux Indes, sacré ailleurs. - 3. Un genre d'homme. Pour lui, aucune pierre n'est précieuse. - 4. N'a donc pas été décoré. Ne se présente jamais en civil. - 5. Un homme du bâtiment. - 6. Nourrice qui perd les sons. Font partie de l'histoire. - 7. Petits placements d'or qui peuvent éviter la crise. - 8. Pas de charge. S'applique aussi bien au timbre qu'à l'enveloppe. - 9. Donne le titre exact.

Solution de problème n° 4090

Horizontalement : I. Coucou. - II. An. Tripes. - III. Serrasin. - IV. Inla. Hâte. - V. Niss. Es. - VI. Océ. Mets. - VII. Mess. Tee. - VIII. BE! OO. Mu. - IX. Bottier. - X. Tao. Taon. - XI. Astreinte.

VERTICALEMENT

1. Casino. Bête. - 2. Onanisme. - 3. Risa. Bot. - 4. Strauss. - 5. Ira. Sotte. - 6. Nish. Oul. - 7. Épia. Et. Ion. - 8. Entêtement. - 9. Assesseur.

GUY BROUTY.

EXPOSITION

1915... LES TRANCHÉES. - Le secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre, organise du 5 novembre au 1^{er} décembre, une exposition sur le thème : « 1915 les tranchées » dans la station Gare-de-Lyon du RER à Paris.

Tous les jours, de 9 heures à 19 heures, gratuits pour les visiteurs munis d'un titre de transport.

هكذا من الأصل

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

"Black and Blue" au Châtelet

LA PREMIÈRE REVUE NOIRE CRÉÉE A PARIS



George Hillman et Savien Glover.

Depuis les déhanchements
de Joséphine Baker,
le music-hall est américain, et noir.
Le jazz est monté sur scène,
le cinéma a fait crépiter les talons ailés
dans le monde entier.
Deux hommes sont allés chercher
en Amérique les gens qui portent en eux
la flamme de la tradition.
Ils ont rêvé la revue noire,
l'ont habillée de perles et de paillettes,
c'est « Black and Blue ».



Ruth Brown et Linda Hopkins.

A partir du 13 novembre, le Châtelet présente le nouveau spectacle de Claudio Segovia et Hector Orezzoli, *Black and Blue*. Après avoir fait entendre et danser l'air des rues de Buenos-Aires (*Tango argentino*) puis le mystère millénaire des Gitanos (*Flamenco puro*), Claudio Segovia et Hector Orezzoli nouent un lien entre ces musiques et celles qui viennent des Nairs. Elles ont, ces musiques, un esprit de famille. Elles sont un défi à la misère et à la mort, elles sont le langage des déracinés, langage marginalisé, rejeté dans les ghettos des nuits louches, et qui a fait craquer ses frontières, s'est glorifié splendidement sous les projecteurs de la scène.

Black and Blue est « la » revue noire que les deux Argentins tirent de leurs souvenirs — souvenirs d'une photo, d'un disque, d'une affiche, d'un passé légendaire dont ils rassemblent les richesses présentes, l'image vivante. Jazz, swing, blues, claquettes... Rideaux ébatoyants, doux reflets sur les velours de soie des robes charleston, robes rutilantes de paillettes, frangées, perles, rebrodées, retillées dans les tissus précieux découverts au fond d'une caverne d'Ali Baba, chambre secrète d'un Barbe-Bleue insatiable : un loft immense où trente ans de luxe et de haute couture suspendus, serrés dans des bousses, laissent échapper parfois un volant, un serpent de fourrure, une elfe pour rêver...

Black and Blue s'est répétée sur place à New-York, 890 Broad-

way entre la 20^e Rue et la 19^e Rue. Le studio est grand, fonctionnel, clair. La lumière de l'été indien lave les couleurs de la rue. Les briques rouges des murs d'été font ressembler à un décor peint. Dedans, c'est la rigueur. Les commentaires en forme de grands rires sonores et d'applaudissements n'interrompent pas le travail, six heures par jour, plus une heure de détente, pendant laquelle les danseurs continuent à s'exercer pour eux-mêmes. Quant aux chanteuses, elles mangent. Elles mangent de toute façon des choses frites qu'elles apportent dans des sacs de papier marron, pas gênées de leurs dimensions imposantes, moulées dans des pantalons.

On a beaucoup vu dans les films musicaux — *Fame*, *All That Jazz*, et ces feuilletons sans époque qui pourraient s'appeler *A nous deux Broadway* — l'enfermement des danseurs, visages crispés en sueur, surimpression des images pour donner l'idée de rapidité, d'un incessant, d'un épuisant travail dont le rythme s'accroît jusqu'à l'impossible. La réalité ici est moins affolante. Les danseurs ne sont pas comme on les voit au cinéma, immédiatement dans le coup, à se demander d'ailleurs pourquoi, si ce n'est pour la beauté de la séquence, ils ont besoin de répéter. Ici, la beauté vient de la façon progressive dont la danse se met au service des danseurs. On voit le geste devenir léger, c'est comme un courant de grâce qui traverse les

corps, leur donne des velléités d'apesanteur. Les filles sont plus vives que les garçons, plus attentives peut-être — en tout cas elles se coulent plus aisément dans la chorégraphie. Chacun s'en tire selon ses moyens jusqu'au moment béni où le sourire ne se borne plus aux lèvres et gagne le corps tout entier.

Les mouvements d'ensemble s'harmonisent, semblent-ils, d'eux-mêmes, avec un naturel confondant. Ce n'est pas affaire d'habitude — la troupe a été réunie pour l'occasion — c'est une affaire d'école. Cet été, Claudio Segovia et Hector Orezzoli ont fait passer des auditions. Comme on le voit dans les films, se sont présentés des centaines, des milliers de candidats tous plus doués les uns que les autres, pourvus de curriculum vitae impressionnants, des virtuoses formés sur Broadway, tels qu'ils sont montrés dans *Chorus Line* : des gens capables d'oublier et de faire oublier leur histoire personnelle. Une fois en bel habit blanc, ils forment la « ligne », ils ne forment plus qu'un — à la manière des Rockett Girls au Radio City Music Hall. Sans pousser aussi loin l'effet miroir, Broadway a quelque chose de commun avec les théâtres traditionnels d'Orient, où l'acteur s'efface derrière la représentation codifiée du personnage. Ainsi, dans l'ébouriffante troupe de la *Cage aux folles*, composée de garçons travestis et de filles, il est impossible de distinguer les uns des autres. C'est une sorte de magie.

Mais Claudio Segovia et Hector Orezzoli cherchent une autre magie. Ils cherchent, comme pour le tango et le flamenco, les possesseurs d'une tradition jamais fixée, écrite nulle part, qui se survit, se transmet comme la vie. Ils veulent ouvrir la scène à cette vie du music-hall. Ils savent précisément de quelle manière, à travers quelles formes, quelles musiques connues. Ni nouveau ni rétro, ils veulent la petite flamme qui brûle dans les mémoires. Ils ont rassemblé de fortes personnalités : Linda Hopkins (elle ressemble au gamin malin du feuilleton « Arnold et Willy »), Ruth Brown, Sandra Reaves Philips, Jimmy Preacher Robins (grand, carré, moustachu); contrairement aux femmes qui affectent le négligé pratique, il vient chaque jour en costume différent, toujours en couleurs claires, larges carreaux, chausures pointues blanches... Et puis, il y a les Hoofers, quatre danseurs plus que septuagénaires, qui ont appris les claquettes dans le ventre de leur mère. Des « trésors vivants », dirait-on au Japon. Tranquilles comme des pêcheurs à la ligne, ils suivent en souriant

les progrès du corps de ballet, dont le recrutement a été compliqué.

Le style Broadway ne convenant pas aux deux maîtres d'œuvre, sur la foi d'un on-dit, d'une recommandation, ils sont allés chercher leurs danseurs dans les cabarets qui fleurissent par centaines à New-York et dans les grandes villes — Chicago, Boston, Las Vegas... « Nous voulions trouver, disent-ils, des gens qui ont quelque chose de personnel à exprimer. Et, de toute manière, sur Broadway, si tout le monde peut faire des claquettes, les spécialistes sont rares ».

Opinion confirmée par le chorégraphe Henry Le Tang, septuagénaire lui aussi. Danseur à l'âge de cinq ans, il a réglé des centaines de shows depuis *Eubie* jusqu'à *Sophisticated Ladies*, en passant par *Cotton Club*, le film de Coppola, pour lequel, d'ailleurs, il ne se montre pas tendre. Il connaît l'histoire du tap dance, sa naissance dans les bals irlandais et les fêtes d'esclaves, comment il s'est transmis pendant la Grande Dépression, quand les hommes sans travail dansaient sur des caisses et faisaient la manche : « Ils inventaient des pas et se les montraient les uns aux autres. Beaucoup avaient fait la guerre en Europe. Ils partaient comme ça, dans la position courbée que l'on tient dans les tranchées et se déplaçaient brusquement, comme sur l'ordre de donner l'assaut. C'est resté un pas de base qui a gardé le nom over the top ».

C'était la grande époque des vaudevilles. Puis le cinéma a créé une vogue mondiale, puis est venu le déclin : « A partir d'Oklahoma. Agnès de Mille avait composé une chorégraphie jazzy. C'était nouveau, tout le monde a suivi pendant des années. Et puis il y a eu Eubie, la mode est revenue des comédies musicales noires. C'est comme une roue qui tourne... Seulement le tap dance est très difficile. Des genoux aux pieds il faut la rapidité, aux hanches la souplesse, au torse et aux bras le style. Tout est question de rythmes, il s'agit de les faire concorder. Tant qu'on ne les ressent pas en soi, on n'y arrive pas ».

Claquettes, swing, jazz, blues, des voix, des danses, le crépitemment des plaques de métal sous les souliers étincelants. Deux hommes de raffinement s'attachent à composer l'image d'un art dru et flamboyant : la revue noire, comme elle existe dans la mémoire de sa légende.

COLETTE GODARD.

Châtelet, à partir du 13 novembre, 20 h 30.

BROADWAY

La Goulue, Yvonne Georges, Yvette Guilbert, Sarah Bernhardt (une grosse dame aux traits flous) : au Musée d'art moderne de New-York s'ouvre une exposition Toulouse-Lautrec, qui va de pair avec une série de dessins inédits, prêtés par la famille au Centre culturel français — des cavaliers, des bedauds. Au musée, c'est la monde du spectacle : en affiches, tableaux, lithos, silhouettes tressées dans une loge, pli dur des lèvres qui se sont trop forcées à sourire, œil escote des filles habillées à se défiler, œil ternes, lippe indifférente des hommes habitués à payer. Mais aussi l'éclair émerveillé d'un visage attentif.

Toulouse-Lautrec aurait aimé la planète Broadway, le trafic infernal et, en plus, après les spectacles, les flâtres qui attendent les touristes, les longues limousines silencieuses aux vitres teintées, d'où émergent des montres dont la fortune scintille discrètement sur les doigts tremblants.

Broadway n'est pas le lieu de rencontres des publics sophistiqués, sauf pour certaines productions. *Song and Dance*, par exemple. Les provinciaux y croisent les habitants du Village, jeunes gens en pulls italiens et écharpes liches. Pourquoi justement là ? Dans la première

partie, Bernadette Peters, une réplique britannique de Madonna, seule en scène, chante pendant une heure sur une musique sirupeuse et récitative, les mésaventures d'une fille dans la grande ville. En seconde partie, sur le même thème, sur un arrangement style aéroport d'un capriccio de Scharlatti, les danseurs de l'American Ballet s'amuse à la virtuosité cinquante de la chorégraphie — ils sont éblouissants, et, à la fin, sans micro, ils chantent.

Une autre nouveauté must, c'est le *Tango argentino*. L'élegance voyeuse, la sensualité des couples ont frappé les New-Yorkais au cœur. Ils sont habitués à une représentation plus formelle, presque abstraite du désir. Ils ont redécouvert l'ardeur de deux visages qui se contemplant.

Les « people » sont venus et viennent. Les spectatrices s'habillent caricos. On peut rencontrer la troupe argentine dans des restaurants mexicains éclairés au néon. Les femmes ont gardé leur maquillage et cachent leurs cheveux collés sous de grands chapeaux rouges.

A la planète Broadway, il manque son Toulouse-Lautrec. C.G.

L'HISTOIRE

L'HISTOIRE de *Black and Blue* a commencé il y a un an. Le *Tango argentino* chauffé à blanc le Châtelet avant de partir pour le Canada et les Etats-Unis, sous la conduite des productions Mel Howard, qui proposent à Jean-Albert Carier, directeur du Châtelet, un spectacle-anthologie : *Mille ans de jazz*.

Mais si, en France, les comédies musicales émancipées sont une sorte de mythe, elles ont du mal à faire exception leur réalité. Et comme leur venue est aussi coûteuse qu'une création, pourquoi, se dit Jean-Albert Carier, ne pas monter une production directement pour le public français, pour un public en tout cas

aussi diversifié et universel que celui du cinéma américain. Il propose l'idée à Claudio Segovia et à Hector Orezzoli, qui acceptent ; ils aiment le music-hall, ce type de communication chélieuse. L'exemple du *Tango*, qui triomphe actuellement au théâtre Mark Hilleger de Broadway, est encourageant. Une coproduction réunit le Châtelet, Europe 1, les spectacles Lumbroso, l'ALAP. Le Festival d'automne donne son label, TF1 se prépare à tourner *Black and Blue*, premier spectacle musical américain créé à Paris. Le 13 novembre, on saura si l'aventure est folle ou merveilleuse.

L'ART TEXTILE

par Michel Thomas, Christine Mainguy et Sophie Pommer

Les toiles de l'art textile en Orient et en Occident. La primauté de la tapisserie. La renaissance aux XIX^e et XX^e siècles. Broderies. Tapis. Sculptures.

Un volume de 280 pages. 40 cm x 25 cm, 34 cm, relié, 120 illustrations en couleurs, 1985, 1985.



"Tangos"

CINÉ-THÉÂTRE POUR PAYS LOINTAIN

C'EST le début des années 80, à Paris. Maria, vingt ans, partage l'exil de sa mère, Mariana, une comédienne qui a quitté l'Argentine à cause de la dictature. Mariana appartient à un groupe connaissant le même sort. Et Maria regarde vivre ces adultes fauchés, bohèmes, qui parfois l'agacent avec leur façon de remémorer leurs souvenirs. Elle les aime, pourtant. C'est elle, en somme, qui raconte leur histoire à travers le film.

Mariana et ses amis veulent monter un spectacle, l'exil de Gardel. Un spectacle spécifique, argentin, une tangédie, c'est-à-dire un mélange de tragédie, de comédie, de musique de tango. La deuxième génération, les adolescents, y participent. Il faut un thème : l'Argentine, bien sûr, l'exil et le désir de revenir dans un pays qui serait transformé. De Buenos-Aires, Juan Uno envoie, clandestinement, des textes qui sont plutôt des messages. Juan Dos, l'ami de Mariana, s'en inspire pour construire la tangédie, composer la musique, les chansons (1).

L'improvisation dérape parfois, la fin tarde à venir. Y aura-t-il une fin ? Des Français appartenant au monde de la culture et bien intentionnés veulent faire quelque chose. Florence offre son théâtre, Pierre aide à la mise en scène : mais sa démarche, très caritative, n'est pas celle de la désolation, au rêve de gens pour lesquels un acte culturel ne se distingue pas d'un élan de l'imaginaire, des mythes d'un peuple, d'une chorégraphie et d'une musique venues de la pampa, jusqu'aux fanbois, puis aux salons des villes argentines, enrichies par les immigrants italiens et espagnols. Or, le tango, depuis longtemps récupéré par Paris, l'a été sous une forme devenue conventionnelle.

Le scénario du film de Solanas est un assemblage de situations qui se complètent, se reflètent (vie quotidienne des exilés, préparation du spectacle), pour former

Le cinéaste Fernando Solanas, dont le film *Tangos*, l'exil de Gardel sort ce mercredi, est un Argentin de Paris. Et il invente pour les exilés, ses frères, un étrange pays, un spectacle de tangos et de rêves où se mêlent toutes les nostalgies



la structure globale d'une histoire. La mise en scène ouvre cette structure par un prodigieux envol vers le lyrisme, la poésie baroque d'un univers sud-américain. Sur une terre d'accueil et dans une ville-phare de la culture européenne, les exilés, les passionnés du tango inventent, en quelque sorte, un étrange pays où, si les jeunes semblent vouloir se fixer pour cesser de vivre entre deux mondes, leurs parents se maintiennent dans le provisoire. L'appartenance de Mariana ne sera jamais complètement installée ; une femme part, avec ses enfants, pour l'Espagne, où elle a obtenu un travail, laissant son mari sur le quai de la gare, et lui, brusquement, fond en larmes, car l'exil c'est aussi une constante blessure affective, une absence.

Par son brassage de la réalité et des fantasmes, des décors d'exil et

de la mémoire argentine, du brouillard, de la neige en France et du soleil gardé au cœur, des danses dans la rue et des répétitions sur scène, le film est lui-même une fulgurante tangédie dans laquelle s'esquissent le projet d'une tangédie se voulant un exorcisme. Lorsque les Argentins trafiquent les cabines de téléphone public pour obtenir une communication avec Buenos-Aires sans payer, ils agissent, certes, par gêne matérielle mais, surtout, ils jouent leurs rêves. Et les rêves, comme les voix, traversent le ciel et l'océan, abolissent les contraintes.

A l'inspiration de Juan Dos, l'intellectuel, l'artiste qui a pu partir, celle de Juan Uno, l'exilé de l'intérieur qu'on ne voit pas (le peuple resté au pays), est nécessaire. Et, sous les arcades du Palais-Royal, la nuit, alors que le vent balait étrangement des

masses de papiers, surgissent des figures mythiques : Discépolo, le poète et philosophe du tango, Carlos Gardel, le chanteur et compositeur d'origine toulousaine, grand « propagandiste » du tango argentin, et le général San Martín, officier de l'indépendance en Amérique latine, qui mourut en 1850 à Boulogne-sur-Mer (où il a un petit musée) après vingt-cinq ans d'exil en France.

Ces apparitions, que la musique pare de joyeux enthousiasme, dissipent les sursauts de mélancolie par le recours à l'humour. Superbement travaillées, les images changent de couleurs avec les sentiments, les passions, le découragement et les retours de flamme de la frénésie des rapports entre Juan Dos et Philippe. La caméra explore l'espace des décors comme si elle se livrait au rituel du tango. Elle a des déplacements de bandonion, des glissements langoureux de violon, des accords de guitare. Les acteurs français et argentins prennent le rythme emballé, syncope, vital, que les mouvements de caméra et le montage donnent à la mise en scène.

La seule frontière - d'ailleurs mouvante - entre la vie réelle et le spectacle, c'est le regard de Maria, d'une jeunesse qui décidera de son propre avenir. Mais on ne résiste pas au spectacle et à son aspect esthétique et bumain. Le style envoûtant de Solanas, le tempérament sud-américain transposé à Paris, le phénomène historique et artistique apportent à cette œuvre une sorte de magie et une double identité émotionnelle : celle des Argentins exilés, celle des Français spectateurs.

JACQUES SICLER.

(1) La musique originale du film est d'Astor Piazzolla. Mais il y a des chansons de Fernando Solanas et José Luis Castañeda de Dios, des tangos de Carlos Gardel et Alfredo Le Pera. Cette bande musicale est enregistrée sur disque Editions Sepa-Milao, 16, villa Saint-Michel, 75018 Paris.

★ Voir les films suivants.



L'EXIL INTÉRIEUR

FERNANDO SOLANAS est né en Argentine, en 1936. Il a créé sa propre maison de production de films en 1962. Il a réalisé des courts métrages et des films publicitaires. Son premier long métrage (avec Octavio Getino), *L'Heure des brasières* (1966-1967), fresque sur les problèmes politiques de l'Argentine, portée par un souffle lyrique et révolutionnaire, le fit connaître dans les festivals internationaux, mais fut diffusé clandestinement dans son pays.

En 1973, il a entrepris les *Fils de Fierro*, œuvre historique épique renaissant le héros national d'un poème du dix-neuvième siècle. Le retour au pouvoir de Juan Peron en a fait, alors, un « exilé de l'intérieur ».

« On est exilé de l'intérieur », dit Fernando Solanas, quand on a perdu tous ses droits, la possibilité de réaliser ses projets, et qu'on doit supporter la dictature. C'est comme de vivre sous une occupation. Terminer les *Fils de Fierro* a été très difficile. Et puis, aucune salle ne voulait le sortir. En 1976, menacé de mort plusieurs fois, je suis parti et j'ai emporté le film. »

Il habite Paris depuis 1977. Il a écrit quatre sujets, qu'il n'a pas pu tourner. En 1979, il a réalisé, pour le Conservatoire des arts et métiers, un long métrage documentaire, le *Regard des autres*, pour aider à l'insertion sociale des handicapés.

Après 1982, il a pu retourner à Buenos-Aires. La dictature militaire était tombée. Solanas a réussi à monter, en coproduction, *Tangos*, l'exil de Gardel, qui a été tourné à Paris et, aussi, à Buenos-Aires.

« J'ai reçu » dit-il « une aide très généreuse de la France et l'Institut National du Cinéma a participé financièrement. Mon film est très proche de mes souvenirs personnels. Il n'est pas directement consacré à l'avenir de l'Argentine, il parle de la maladie de l'exilé, de l'état d'esprit d'une génération nouvelle. Et c'est le premier fait culturel de l'accord franco-argentin. »

« J'ai voulu réintroduire dans le cinéma la notion de jeu, réagir contre le naturalisme, le réalisme prosaïque. J'ai voulu donner au public un spectacle sur la vie quotidienne de l'exilé, avec de la poésie, de l'humour. En exil, on voit le ciel d'une façon différente. »

Libre, aujourd'hui, d'aller et venir entre la France et l'Argentine, Fernando Solanas, même s'il constate, dans la vie politique, une « évolution de la confiance », ressent, toujours, les déchirures de l'exil. Son fils, qui habite Paris avec lui, n'a pas envie d'aller s'installer à Buenos-Aires. Sa femme, séparée de lui, vit à Rome avec leurs autres enfants.

J. S.

Maniérismes de

DES ATELIERS DU NORD

L'art sophistiqué du maniérisme n'est pas un privilège italien. Paysages idylliques, architectures fabuleuses, allégories, marivaudages érotiques, l'École des beaux-arts s'ouvre aux grâces des ateliers d'Allemagne et des Pays-Bas



« Jeune femme de cour », Plume, coll. Masson.

COMME toutes les vieilles institutions qui ont changé, l'École nationale des beaux-arts fait l'inventaire de ses ressources documentaires et acquiert une nouvelle notoriété en les exposant avec soin. La villa Médicis à Rome, qui était autrefois une succursale - agréable et studieuse - de la maison mère, ne dépend plus de celle-ci et ne peut plus en dépendre : mais la leçon historique et, comme on dit, culturelle qu'elle incarne, par les réalisations du passé, mérite plus que jamais l'attention.

Depuis Balthus, sa direction a la bonne idée d'y travailler : la belle exposition des relevés

d'architecture antique qui y a été présentée au printemps dernier sera d'ailleurs déployée l'an prochain dans les salles du quai Malaquais. Autre évolution significative : l'ex-chapelle de l'ex-couvent des Petits-Augustins de la rue Bonaparte, qui, au temps de l'âge d'or de l'École, a recueilli les meilleures copies de tableaux italiens faites par les élèves, a été convertie - comme on sait - en salle d'exposition. On y montre périodiquement les travaux scolaires du siècle dernier, ou, comme cet automne, une partie du fonds ancien de la maison, le directeur et les conservateurs ont

bien raison de le souligner : ce sont des centaines de dessins que la Bibliothèque possède, grâce à des legs, et en particulier la donation de Jean Masson (1925), un de ces collectionneurs passionnés, un de ces cousins Pons que l'on a plaisir à saluer (1).

Dans les cartons concernant l'Europe du Nord à la Renaissance, on a donc trié cent vingt-cinq pièces, qu'un parcours bien jalonné et un catalogue - scientifique - bien conçu, c'est-à-dire informatif et critique, invitent à regarder l'une après l'autre, avec l'attention tranquille et heureuse de l'amateur. Les grands noms de l'art allemand viennent en tête,

GALERIE DE LA PRÉSIDENCE
90, rue de Faubourg-Saint-Honoré
Paris (8^e) - 42-65-49-60
MONTANÉ
Du 23 octobre au 16 novembre

Sous le patronage de la Mairie de Paris XVI^e
1^{er} Salon d'Antiquaires de PARIS XVI^e

JARDINS DU RANELAGH
Avenue Prudhon
8 au 17 Novembre 1985
Tous les jours de 10 h à 18 h
sauf dimanche et lundi

DOUGLAS GORSLINE
peintures aquarelles
Galerie Horizon
21, rue de Bourgogne, 75007 Paris
Téléphone : 45-55-58-27
du 5 au 25 novembre 1985
Tous les jours de 12 h à 18 h
sauf dimanche et lundi

du 16 octobre
au 30 novembre 1985
Artistes indiens en France
de 11 h à 18 h sauf mardi
11, rue Berryer, 75008 Paris

MAREVNA
ET LES MONTPARNOS
au MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle
M^e Montparnasse
T.L.J. (sauf lundi) de 10 h à 17 h 40
PROLONGÉE JUSQU'AU 2 DÉCEMBRE

La Galerie NICHIDO expose
les œuvres récentes de
PIERRE CHRISTIN
du 12 au 30 novembre
Vernissage le 12 de 18 h à 21 h
61, rue de Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris
Tél. : 42-65-62-66
Tous les jours de 10 h à 12 h 30 et de
14 h à 18 h 30 - Fermé le dimanche

JARO HILBERT
« CARNET DE VOYAGES »
Du 10 novembre au 1^{er} décembre,
tous les jours, sauf mardi,
de 15 h à 19 h, dimanche, de 11 h à 20 h
L'ORANGERIE
46, rue de Sévres, 75410 Ville-d'Avray,
Tél. : 47-09-53-04.

NO PROBLEM!
... avec
L'ANGLAIS DE A à Z
Le répertoire qui soit tout.
HATIER

THEATRE ROMAIN ROLLAND
18 rue Eugène Verlin 94 Villejuif
Métro PAUL VAILLANT COUTURIER (Bercy)
Avec la participation du Service Municipal
des Affaires Culturelles de IVRY
CHARLES DULLIN
du 5 au 23 Novembre 1985 à 20 h 30
10 JEUNES COMPAGNIES
PROFESSIONNELLES
7 CREATIONS
47.26.15.02

LE THÉÂTRE LES DÉCHARGEURS
Présente à partir du 1^{er} oct. au 31 déc.
LES FILS DU SOLEIL
(le jour où Rimbaud rencontre Verlaine)
de
CHRISTOPHER HAMPTON
Mise en scène
VICKY MESSICA
TRADUCTION : L. ANDRIEU
3, RUE DES DÉCHARGEURS
M^e HALLES - CHATELET
Réservation : 42-36-00-02

ODON
VON HORVATH
VEUT MARIER RONALD REAGAN
AVEC UN CHIMPANZÉ
DANS
LES CONTES d'HOLLYWOOD
ATHÈNES 47.42.67.27
RNAC-AGENCES
Jeudi 7 novembre, à l'issue de la représentation,
rencontre avec Christopher Hampton et les comédiens

"Intolérance"

LE CINÉMA DEVIENT UN ART



AUCUN film dans l'histoire du cinéma n'a provoqué à ce jour autant de commentaires qu'*Intolérance*, de D. W. Griffith (1916), film en un prologue, deux actes et un épilogue. Les exégèses, les analyses, ne cessent de s'accumuler, pour une raison bien simple : *Intolérance* marque une double naissance, celle du film à grand spectacle, de la superproduction, et celle du film d'auteur, voulu de A à Z par un créateur avec le contrôle total de ses moyens techniques et financiers. Mais le public, parfois dénoté, ne suivit pas. Griffith passa sa vie à rembourser ses dettes. Car l'argent ne coule pas si facilement sur la terre américaine, que s'il coule en France, la promesse de bénéfices est encore plus considérable.

Naissance d'une nation, le précédent grand film de D. W. Griffith, sorti en mars 1915 à New York, avait été un triomphe. Trois heures de projection, on n'avait jamais vu de spectacle cinématographique d'une telle durée, du moins aux États-Unis. Pas moins de vingt-cinq millions de spectateurs l'ont alors applaudi à travers le pays, ce qui devait représenter pas loin du quart de la population. On ne retrouvera plus jamais de tels scores. Ce succès fut pourtant

terni par le reproche adressé au cinéaste d'avoir fait œuvre raciste, dirigée contre la minorité noire.

Lillian Gish, une des principales interprètes du film, a donné là-dessus, dans son autobiographie, des explications qui méritent d'être citées, car elles conduisent directement à *Intolérance*. *Naissance d'une nation* évoquait la guerre de Sécession, un peu à la manière d'*Autant en emporte le vent*, un quart de siècle plus tard, mais en mettant l'accent sur la manipulation des Noirs, récemment libérés par Lincoln, par des arrivistes sans scrupule et en concluant sur la nécessaire réconciliation du Sud et du Nord. Gentleman sudiste, Griffith, alors âgé de quarante ans, parlait d'un sujet qu'il connaissait bien. « Il ne considérait pas du tout son film comme dangereux », explique Miss Gish. Il a raconté ce qu'il croyait être la vérité sur la guerre civile, telle qu'il l'avait entendue de ceux qui avaient vécu le conflit. Il n'avait aucune raison de s'excuser pour son film. *Intolérance*, pour lui, serait sa réponse à ceux qui, à son avis, étendaient les fanatismes (bigots).

Des raisons plus terre à terre, plus immédiates, poussèrent Griffith

à se lancer dans cette grosse production très complexe, qui racontait quatre histoires distinctes mais étroitement liées par le montage. Un nouveau film, *la Mère et la Loi*, tourné immédiatement après *Naissance d'une nation*, attendait sa sortie. Traitant d'un sujet contemporain, un fait réel, une grave erreur judiciaire commise au détriment d'un ouvrier en chômage, il parut un peu mince.

Le réalisateur décida de lui donner une dimension nouvelle en le sertissant dans trois autres récits. Thème retenu : l'intolérance à travers les âges. *Intolérance* va ainsi raconter non pas une histoire à proprement parler, mais l'histoire d'une idée. Le montage n'a d'autre but que de développer, de construire cette réflexion. Il faudra attendre *Citizen Kane*, d'Orson Welles, en 1941, et *Un pays sans bon sens* de Pierre Perrault, en 1970, pour retrouver une telle démarche.

Les trois récits nous conduisent à Babylone, juste avant la chute de la ville sous les coups de boutoir de l'armée de Cyrus, assez brièvement en Judée avec le Christ, et à Paris au moment de la Saint-Barthélemy. Une des plus hautes civilisations de l'histoire humaine, selon Griffith, celle de Babylone, va être détruite. Le Christ, qui prêche la paix, est crucifié. Des innocents sont sauvagement assassinés à cause de leurs convictions religieuses. Au générique, le cinéaste explique brièvement son propos et dit comment, progressivement, les quatre histoires vont s'en faire qu'une.

Deux épisodes plus développés, « la Mère et la Loi » et « Babylone », fournissent la charpente principale. « La Passion » est le plus court, et ne contient à proprement parler aucune action. « La Saint-Barthélemy » pourrait être un reportage. Griffith va tendre progressivement, dans le dernier tiers du film, vers une sorte de frénésie visuelle, une orgie d'images et d'émotions. Nous sommes au

second et dernier acte, qui dure une heure environ. La jeune femme de l'épisode moderne, « la Petite chérie » (Mac Marshall), comme on l'appelle dans les intertitres, essaie de sauver son mari, condamné à mort pour un crime qu'il n'a pas commis. Il va être pendu. Le montage devient haché, les actions parallèles se chevauchent. Il sera sauvé. Mais le happy end moderne ne doit pas masquer la fin tragique des trois épisodes historiques qui l'ont nourri.

Intolérance sera montré à Paris à la cadence de vingt images par seconde, ce qui nous vaudra une séance d'une durée de deux heures trente environ. Griffith, nous explique Kevin Brownlow, à qui on doit la reconstruction du *Napoleon* d'Abel Gance, envoyait des consignes très strictes pour ralentir ou accélérer tel passage, la projection s'effectuant avec une manivelle à main. Le projectionniste participait lui aussi directement à la création.

Raymond Rohauer, le collectionneur américain à qui l'on doit cette copie, reconstituée à partir d'excellents positifs d'époque pour un coût de 50 000 dollars actuels (400 000 francs), a reproduit en Technicolor le tirage sur pellicule teintée tel qu'on le pratiquait dès les années 10. Freddy Biache, le conservateur de la cinémathèque de Lausanne, juge cette copie d'*Intolérance* une des plus belles qu'il ait jamais vues. Mais, ajoute-t-il, « le coloriage actuel n'a aucun rapport vraiment avec ce qu'on aurait pu voir à l'époque. Le jeu de couleurs voulu par Griffith nous échappe ». Raymond Rohauer pense le contraire.

Les grandes cinémathèques possèdent toutes, plus ou moins, des copies complètes d'*Intolérance*. L'originalité de l'expérience française est que la projection sera commentée par une partition originale pour grand orchestre, d'Antoine Duhamel et

L'intolérance à travers les âges racontée en quatre parties par D. W. Griffith, le cinéaste de Naissance d'une nation. Présentée en première mondiale à Nanterre, la nouvelle version d'Intolérance sera accompagnée d'une suite symphonique originale.



Pierre Jansen, connus au cinéma pour leur travail avec François Truffaut et Claude Chabrol. Ils ont donc composé une *Suite symphonique* de deux heures trente, qui sera exécutée par l'Orchestre national de l'Île-de-France, fort de soixante-dix-huit musiciens conduits par Jacques Mercier. Les deux compositeurs ont à ce point mêlé leurs efforts qu'on peut leur donner la parole collectivement. Ils ont vu deux fois le film, à la mauvaise vitesse, - vingt-quatre images par seconde, - puis ils ont écrit leur musique à partir d'une cassette vidéo enregistrée à la bonne vitesse. Un chronométrage à la seconde près accompagne sur la bande vidéo le déroulement de chaque bobine. « Nous n'avons à tenir compte d'aucune bande-son », déclarent-ils, nous sommes un peu dans la position du compositeur qui met en musique un poème, une pièce ou un opéra. Il n'était pas question de reconstituer la musique utilisée à l'époque. Nous nous sommes pliés à une exigence de modernité. Nous partons de l'émotion ressentie à la projection du film. La musique a été écrite dans l'ordre chronologique. Nous n'avons pas découpé arbitrairement notre travail, attribuant telle séquence à l'un, telle

séquence à l'autre. Nous avons tout partagé. Simplement, un thème découvert par l'un pouvait être harmonisé par l'autre. Pour l'épilogue, qui se veut heureux avec les fleurs sur les canons, les enfants qui s'embrassent, nous avons choisi une musique grave, reprenant en partie le thème du berceau balancé par Lillian Gish, qui rythme le film. Nous attendons avec angoisse la première. Pour nous c'est une expérience passionnante.

Cette présentation d'*Intolérance*, une première mondiale après Cannes en 1982, a été coproduite par le Théâtre des Amateurs à Nanterre (pour deux tiers) et le Festival d'Avignon (pour un tiers), avec participation de la direction de la musique, de la Cinémathèque française et de la SACEM. Ce qui représente un investissement de 650 000 francs, dont 250 000 pour la seule musique. La copie a été fournie gratuitement par Raymond Rohauer. L'enjeu nous paraît considérable. Il y a un peu, tout simplement, de l'histoire du cinéma en tant qu'art. Un art capable d'affronter la postérité.

LOUIS MARCOTTELES.
* Nanterre, Théâtre des Amateurs, les 7, 8, 10, 12 et 13 novembre.
Tél. : 47-21-22-23.

la Renaissance

A L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS

avec des morceaux savoureux de Dürer, d'Urs Graf, le « maître au poignard », et de Baldung Grien, dont la petite scène d'*Hercule et Omphale* est malicieuse à plaisir. Mais il y a derrière eux de moindres auteurs dont les études sont toutes destinées à des médaillons de vitrail ou à des tapisseries. C'est le point à retenir : on entre dans les ateliers, dans la fabrique des images, ce que le cahier sur la Suisse Lindemayer, avec son répertoire de « têtes », éclaire à merveille.

Le groupe des anciens Pays-Bas est dominé par de grandes études pour des crucifixions, de Van Orley, le peintre-décorateur de Marguerite d'Autriche : ces compositions sont exceptionnellement traitées à la pierre noire, c'est-à-dire au crayon, tous les autres artistes travaillant à la plume, avec des hachures et des accents au lavis d'encre brune, qui sont comme une marque d'origine. Cette technique prépare l'intervention du graveur. Les mises en scène particulièrement drues et robustes de Martin Heemskerk sont faites pour l'estampe.

Mais au milieu de cette production caractéristique surgit inévitablement l'accent populaire, à la Bosch, si l'on veut, de J. Verboeck, dont les scènes paysannes, burlesques et caricaturales, en appellent au folklore et... à James Ensor. Et enfin il y a l'habituel « paysagisme » néerlandais : rochers pointus, vues lointaines

doucement étendues... avec Hans Bol, avec l'un des fils de la maison Brueghel et quelques autres.

La troisième rubrique, peut-être moins familière mais assez facile à cerner, illustre ce que l'on appelle le maniérisme tardif, recherche savante et volontiers alambiquée, fondée sur l'énorme expérience graphique de ces ateliers d'Anvers, d'Utrecht... de Prague. Un dessin d'attribution difficile, mais issu du milieu de l'anversois Frans Floris, en donne un peu la clef : dans une sorte d'atelier géant, tout le monde mesure, calcule, définit à l'aide de tous les instruments du monde. En regardant la série des feuilles préparatoires à l'estampe de Paul Vredeman de Vries, on en voit l'aboutissement : une suite méthodique d'architecture de fantaisie, combinant les cinq ordres classiques avec les allégories de cinq sens : le fin du fin de l'allégorique ! L'idée va loin : parlant d'une villa toscane, Montaigne la déclare dans son journal de voyage « bâtie avec les cinq sens ».

Même capacité spéculative chez Martin de Voos dans sa série des tempéraments, qu'on peut analyser les traits d'époque à la main. Mais l'artiste qu'on aura le plus de plaisir à découvrir est Abraham Bloemaert, qui se trouve par chance admirablement représenté ici, avec tout ce qu'il faut pour faire apprécier sa manière ingénieuse et versatile, réaliste devant les légumes, vues lointaines

mais à l'accent large, quand il le veut.

L'art sophistiqué des cours du Nord, les mythologies absurdes, compliquées, agaçantes, des peintres de Rodolphe II à Prague, intéressent apparemment beaucoup moins Jean Marcom. C'est dommage dans la mesure où ces *erotics* sont terriblement à la mode aujourd'hui. On en frôle la bizarrerie séduisante dans la feuille du *Baptême du Christ* de P.F. Isenack : une vue de foule où règne une paysanne au grand épaule. On trouvera le répertoire angélique de l'« hypermanierisme » du Nord dans un beau livre, richement illustré, d'André de Bosque (2), et dans l'ouvrage fondamental du professeur Da Costa Kaufmann, qui vient de disparaître (3).

ANDRÉ CHASTEL.

(1) *Renaissance et modernisme dans les écoles du Nord* (dessins des collections de l'École des beaux-arts), 126 numéros, études de K.G. Boon et E. Bruguier, Catalogue par E. Bruguier et D. Grillet, 14, rue Bonaparte (jusqu'au 16 décembre). Ensuite, à la Kunsthalle de Hambourg (mai-juin 1986).

(2) André de Bosque, *Mythologie et maniérisme aux Pays-Bas* (1570-1630), 320 pages, Ed. Fonds Mercator, Anvers.

(3) Th. De Costa Kaufmann, *L'École de Prague, la peinture à la cour de Rodolphe II* (trad. franç.), Ed. Flammarion, Paris ; « Éros et Fœcia », dans *Revue de l'art*, n° 69 (automne 1985), Ed. CNRS.

HARPO
MARX
JOUÉ AU TENNIS
PAR
LES CONTESS
D'HOLLYWOOD
ATHÈNES 47.42.67.27
FNAC-AGENCES

20 h 45
UNE STATION
SERVICE
COMÉDIE DE
GILDES BOURDET
PAR LA SALAMANDRE
AU THEATRE DE
L'ESCALIER D'OR
18 RUE D'ENGLHIN - 10°
18 h précises
LE SAPERLEAU
DE GILDES BOURDET
PAR LA SALAMANDRE
20 h 45
à partir du 12 novembre
GILBERT
LAFFAILLE
"Je vais mieux"
LOCATION
42 74 22 77

VOIR PAGE SPECTACLES
UNE
FEMME
OU DEUX

THEATRE DE LA VILLE
20 h 45
UNE STATION
SERVICE
COMÉDIE DE
GILDES BOURDET
PAR LA SALAMANDRE
AU THEATRE DE
L'ESCALIER D'OR
18 RUE D'ENGLHIN - 10°
18 h précises
LE SAPERLEAU
DE GILDES BOURDET
PAR LA SALAMANDRE
20 h 45
à partir du 12 novembre
GILBERT
LAFFAILLE
"Je vais mieux"
LOCATION
42 74 22 77

Après "Rêves" de Kafka
Philippe Adrien
Enzo Cormann
KÉ VOÏ ?
LE MONDE
Il faut savoir profiter de ce moment, c'est une philosophie qui vaut toutes les utopies
43 28 36 36

LE RHUM LA MAUNY
présente
LE BALLET MARTINQUAIS
de Love Nelson
Les 8 et 9 novembre 1985
à l'antenne culturelle
31-35, rue J.-F. Kennedy
Kremlin-Bicêtre
Prix des places : 70 F
Bus 323, station Benoit-Malon
Métro : Kremlin-Bicêtre
Renseignements : 45-21-69-44

MAIRIEURILLE PAIRA D'ES
OU L'HISTOIRE DE TOUT LE MONDE
spectacle de Michèle GUIGON
FESTIVAL D'AVIGNON 85
"Avec un monde, pour une maison"
"L'avez-vous fait un feu d'artifice avec un paquet de bonbons"
LIBÉRATION
"Michèle Guigon pratique l'économie du gaz, avec l'avant et l'après"
"Il y a une chanson toute dernière dans ces silences. Seuls, certains, grands de pellicule et de sa vie, ont vu ces choses-là"
LE MATIN
6 nov./6 déc. - MC 93 BOBIGNY - 48.31.11.45
Location : FNAC - CROCS
Festival d'Automne à Paris

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 6 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h 55 Football : Nantes-Belgrade (et à 21 h). Coupe d'Europe, deuxième tour, match retour.
20 h 45 Tirage du Loto.
21 h 50 Arsène Lupin : Le bouchon de cristal. De R. Wheeler, réal. J.-P. Decourt. Avec G. Desroches, D. Gell.
22 h 45 Performances. Arsène Lupin cambriole une luxueuse villa. Il entend un coup de feu...
23 h 45 Performances. Magazine d'actualité culturelle de M. Cardozo. Les chanteurs Roland et Luis Antonio; un reportage sur les films d'horreur; portrait du compositeur français contemporain Henri Dutilleul.
23 h 15 Journal.
23 h 30 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 L'heure de vérité : Jacques Toubon. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, répond aux questions de F.-H. de Vireux, Alain Duhamel (pour A2), Jean-Michel Biebig (Libération) et Albert du Roy (l'Événement du jeudi).
22 h 5 Magazine : Mol... je. De B. Bouthier.
3 France, 6 clous (neuf personnages en mal de liquidité... au mont-de-piété); communiqué... c'est pas facile (les stages d'expression orale font recette); rendez-vous (au-delà des petites annonces... la rencontre); à corps et à cru (le nouveau cri, c'est manger cru); vidéo-miroir (six personnes en face de leur image sur écran); la dame au frigidaire (on commente son épouse morte).
23 h Histoires courtes.
Parfum de nuit de V. Monclac; « le Voyage de M. Guitton » de P. Aubier.
23 h 25 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

23 h 35 Au nom de l'amour (et à 22 h 50). Émission de Pierre Bellemare.
« On m'a volé mon enfant » : cette émission s'intéresse

aux enfants dont les parents divorcés sont originaires de civilisations ou pays différents - notamment français et maghrébins. La deuxième partie de l'émission aura lieu d'ici à 22 h 50.

21 h 35 Thalassa. Magazine de la mer, de G. Perroud.
22 h 10 Journal.
23 h 10 Coup de cœur.
23 h 15 Prélude à la nuit.
Trio pour violon, violoncelle et piano, de Ravel, par N. Lee, piano, G. Poulet, violon, et P. Müller, violoncelle.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h, la Révolte des Haidouks; 17 h 15, A deux sur la trois; 18 h 55, Hello, Moléau; 19 h 5, Abou pic; 19 h 15, Informations; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

17 h, Les Teneurs de l'Écoute, film de H. Becker; 23 h, le Cercle noir, film de M. Winner; 0 h 35, Kramer contre Kramer, film de R. Benton; 2 h 20, Winchester à louer.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Antipodes : festival de la francophonie (théâtre et variété, dialogue Nord-Sud au festival de Limoges).
21 h 30 Musica 85 Strasbourg : orchestre Camille de Milano (ensemble Electro-Phoenix); « A-leph », de Philippe Manoussi (création mondiale).
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment.
23 h 45 Nuits magnétiques : la nuit et le moment.
0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (Festival de Saintes) : œuvres de Josquin des Prés par l'ensemble médiéval de Londres (E. Tubb, M. Philpot, R. Cooper, W. Gillespie, P. Davies, T. Davies).
22 h 30 Les soirées de France-Musique : Brésil 85; à 23 h 5, Jazz-club.

Jeudi 7 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 45 ANTOPE 1.
11 h 15 La Une chez vous.
12 h 30 Les jours heureux.
13 h 20 Tournez... manège.
13 h Journal.
14 h 50 Série : Les faucheurs de marguerites.
14 h 45 Documentaire : Les ennemis du monde.
15 h 15 Quartier d'été de Vincennes.
16 h 30 A cœur ou à raison.
17 h La maison de TF 1.
18 h 30 La chance aux étonnés.
19 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
19 h 45 Série : Santa Barbara.
19 h 50 Jeu : Anagramme.
20 h 40 Cocorico-boy.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Columbo.
« Requiem pour une star », de J. Gillis, réal. R. Quinc, avec P. Falk, A. Baxter, M. Ferrer... (Rediff.).
Nora Chaudier, actrice adulée en son temps, qui vit retirée à Hollywood, décide de se venger d'un journaliste malfaisant. Mais l'affaire tourne mal...
21 h 50 Information.
Magazine de la rédaction, proposé par A. Denvers, R. Pic, M. Albert, J. Decourt et B. Laine.
Le port du feu (les incendies de forêt); les « parrains » du Vieux-Paris; réajustement de comptes dans le « milieu » marseillais; Maladie : la potence pour quelques grammes (ou comment régler le problème de l'hépatite en Malaisie); Phnom-Penh : la « paix » vietnamienne.
23 h 5 Journal.
23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 45 Télématin.
11 h 30 ANTOPE.
12 h 30 Les rendez-vous d'Antenne 2.
13 h 35 La télévision des téléspéctateurs.
14 h Journal et météo.
15 h 10 Jeu : l'académie des neuf.
16 h 45 Journal.
17 h 35 Feuilleton : Rancune tenace.
18 h Aujourd'hui le vie.
19 h Châcane et zizane : harcèlement sexuel, mythe ou réalité?
20 h Série : Hôtel.
21 h 50 C'est encore mieux l'après-midi.
22 h 30 Récit A 2.
Ploem : Image Image : Super doc : Mes mains ont la parole : Terre des bêtes : Les mondes engoutés...
23 h 30 C'est à lire.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Expression directe : le Sénat.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
21 h 35 Cinéma : Tout le monde peut se tromper. Film français de J. Courcier (1982), avec F. Contençon, F. Ferrin, B. Le Coq, C. Boussoles.
Une drôle de montre, des roulements que le trand qui a voulu cambrioler la bijouterie de son patron. Comédie d'humour noir avec intrigue policière et cadavres à la pelle. La mise en scène est laborieuse, la fantaisie aussi.
22 h 5 Magazine : Planète tout.
Présenté par B. Pire, avec R. Piantoni.
L'actualité internationale du football.
23 h 5 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau « la Révolte des Haidouks »; à 17 h 30, « Edgar, le détective cambrioleur »; à 18 h 55, « Hello, Moléau »; à 19 h 35, « Un journaliste un peu trop voyant ».

ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS !
LES CAMBRIOLEURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE
Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE
Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié
Adressez-vous à un serrurier du réseau PICARD.
Il vous dira si votre serrure peut résister aux techniques d'effraction actuelles.
SA PICARD, 4, rue Saint-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 233-44-85

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT
dans son travail de réinsertion sociale, donnez matériel, vêtements, nourriture, médicaments, déjeunés, repas, livres et tous objets utiles ou nécessaires... Sur carton vendu à 100 francs.
APPELEZ : 583.54.40

COMMUNICATION

LE SORT DE « L'UNION » DE REIMS

Un journal usé par cinq ans de crise

De notre envoyé spécial

Reims. — La fièvre est tombée à l'Union. L'émotion qui a saisi le quotidien régional chamoisais le 29 octobre, à la suite de la désignation par le tribunal de commerce de M. Philippe Hersant (1) comme « repreneur », le 31 octobre, s'est effacée au cours de la nuit.

An lendemain, le fronton de l'immeuble du quotidien, qui porte encore fièrement son titre d'« organe de la reconstitution du Nord-Est et de la défense républicaine », ne s'est pas lézardé. Presque incongrus, au deuxième étage du journal, champagne et gerbe de fleurs sont de rigueur pour fêter le départ d'un employé.

En ce matin blanc du 30 octobre, seuls les rédacteurs adhérents du Syndicat national des journalistes (SNJ) sont réunis. Sans grande illusion, « C'est faux », lance, déçu, l'un d'eux. « Si l'Union tombe dans l'escarcelle d'Hersant, prophétie un autre, les journaux voisins, l'Ain nouvelle, Libération-Champagne et le Courrier picard suivront... » Parmi les vingt-quatre journalistes de l'Union (sur cent treize rédacteurs au total) qui ont décidé de quitter volontairement le journal avec indemnités, seize appartiennent au SNJ. La combativité de ce dernier carré de résistance se ressent de ces futurs abandons.

Audience sera demandée au garde des sceaux et à M. André Caillaud, président de la commission pour la transparence et le pluralisme dans la presse. Mais le cœur n'y est pas. Les accusés du SNJ contre le tribunal de commerce de Reims, « qui s'est rendu complice d'une extension de la concentration de la presse » ne recueillent guère d'échos à l'Union.

Un sursaut collectif de la rédaction serait d'ailleurs improbable. Depuis plusieurs mois, les réunions intermédiaires n'ont plus lieu. Et, en ce jour, jamais la rédaction n'a été aussi divisée. Ainsi, les quelques journalistes proches de la CGDT refusent de faire un procès d'intention à M. Philippe Hersant. « L'imbrication entre Robert et Philippe Hersant est connue, explique l'un d'eux, mais nous faisons un distinguo entre l'un et l'autre. Et, sur le papier, le plan de Philippe Hersant paraît le plus intelligent... » La CGC, qui rassemble surtout ceux qu'un journaliste appelle ironiquement les « porte-clefs » (rédaction en chef, adjoints, secrétaires généraux, chefs de service), s'écrit pas « d'abord défavorable » à la venue de M. Philippe Hersant.

Même réaction molle dans le reste de l'entreprise. La CGT, majoritaire chez les ouvriers du Livre avec 62 % des voix aux élections professionnelles, ne montera pas au créneau. « Nous ne sommes pas là pour jouer les Don Quichottes, remarque M. Gilles Rousseau, délégué syndi-

cal. Notre plan présenté dans l'Union du 6 mai n'a pas retenu l'attention des pouvoirs publics, qui nous ont refusé des prêts; ce sont eux qui sont responsables de l'arrivée de M. Hersant. Nous avons toujours dit que nous négocierions avec le repreneur, quel qu'il soit. » Ultime surprise : le directeur-gérant de l'Union, M. Jean-Pierre Jacquet, opposé jusque-là à la venue de Philippe Hersant, déclare maintenant « devoir respecter la décision du tribunal »...

Les difficultés de l'Union et la longueur de la crise commencent à y avoir fait réfléchir. À la fin du mois d'octobre, le passif est de 106 millions de francs. La diffusion des onze éditions plafonne à 115000 exemplaires, alors qu'elle était de 160000 en 1980 et de 132000 en 1983.

« Être vendus avec les meubles »

Mis en liquidation judiciaire le 23 mai, avec un passif estimé à 79 millions de francs, le quotidien a continué à piquer du nez. À la fin du mois d'octobre, le passif est de 106 millions de francs. La diffusion des onze éditions plafonne à 115000 exemplaires, alors qu'elle était de 160000 en 1980 et de 132000 en 1983.

Malgré ces pertes, l'Union demeure une affaire intéressante. En 1984, le quotidien enregistre une augmentation de ses recettes publicitaires de 18,4 %, qui compense la baisse de la diffusion. Et, surtout, le quotidien bénéficie d'un public fidèle, que ne rebute pas son aspect « journal de communiqués » décrit par une partie de la rédaction. Cela ne suffit pourtant pas à rattraper les erreurs de gestion — masse salariale gigantesque, absence de modernisation des installations, etc. — commises par les six gérants délégués par les douze associations de résistants propriétaires du titre. Ni celles qu'a ensuite commises M. Jacquet, le directeur-gérant qui leur a succédé en mai 1983.

Pour rattraper ces erreurs et commencer à éponger le passif, les banques ont exigé, dès mai 1985, une augmentation d'environ 25 millions de francs des fonds propres du quotidien. Bien des repreneurs potentiels lorgnent alors vers les 115000 exemplaires de l'Union : M. Paul Dini, président de la COMAREG, qui se retire dès le 10 juillet, lorsque le comité d'entreprise refuse les cent cinq licenciements proposés; M. Philippe Hersant puis M. Alain Thirion, éditeur de journaux gratuits à Epinal (Vosges); enfin, Bruno Berthet, PDG du groupe AGEFI-La Vie française.

Différentes versions de ces plans se succèdent. Quinze séances du comité d'entreprise, dont dix extraordinaires, se tiennent entre mai et octobre pour examiner les propositions des repreneurs. Le personnel, et particulièrement les jour-

nalistes, s'inquiètent à l'idée d'« être vendus avec les meubles ». Cinquante-trois salariés sur cinq cent quatre-vingt-sept choisissent le départ volontaire avec indemnités. « Par vas-le-bol d'un journal où tout demeure suspendu à l'arrivée d'un nouveau propriétaire, explique un journaliste, et aussi par crainte de M. Hersant... »

Hersant père ou fils ? Le 2 juillet, M. Robert Hersant s'est entretenu avec deux responsables de l'Union. Le 11, M. Philippe Hersant, assisté de M. André Audinot, directeur général de la SOCPRESS et numéro deux du groupe Hersant, présente son plan de reprise de l'Union, « en son nom personnel » : augmentation du capital à hauteur de 20 millions de francs, apurement du passif de 80 millions de francs, installation de deux rotatives, création d'un centre de diffusion régionale de la presse parisienne (le Figaro, France-Sair, Paris-Turf), maintien du pluralisme et des emplois.

La désapprobation, si rapidement décidée par le tribunal de commerce de Reims, de M. Philippe Hersant comme repreneur de l'Union est-elle pleinement justifiée ? Juridiction indépendante, le tribunal a jugé ce plan le meilleur. « Il n'y a eu aucun favoritisme, plaide son président, M. Marcel Blondet; nous avons été guidés par le seul intérêt de l'Union. La dernière manœuvre du plan de M. Philippe Hersant, a-t-il vu, j'ai monté les enchères... »

Cependant, M. Philippe Hersant n'entrera sans doute pas triomphalement dans la ville des sacres. Les douze associations propriétaires de l'Union doivent accepter, lors d'une prochaine assemblée, le 15 novembre, le concordat et l'augmentation de capital du journal, et opter pour l'un des trois repreneurs. Or la majorité des douze, selon M. Charles Brionchard, président de l'Union française des associations d'anciens combattants (UFAAC), se refuse à l'entrée de M. Philippe Hersant dans l'Union. Les « vieux », comme les surnomment les salariés du quotidien, sont prêts au « baroud d'honneur ». Avec M. Alain Thirion, ils ont décidé de faire appel de la décision du tribunal de commerce.

Autre obstacle à franchir : la commission Caillaud doit se prononcer sur le pluralisme du plan présenté par M. Philippe Hersant. Une décision délicate, vu l'imbroglio juridique et financier du dossier. Mais une décision d'importance, qui constitue une sorte de baptême du feu pour la commission créée par la loi sur la presse du 23 octobre 1984. Le sort de l'Union est entre ses mains.

YVES-MARIE LABÉ

(1) M. Philippe Hersant est gérant de la société France-Antilles, directeur général du Havre libre, administrateur de Paris-Normandie et fils de M. Robert Hersant.

A VOIR

Ton juste pour « Les idées fausses »

« Nul en ce monde ne ferait rien s'il n'était guidé par des idées fausses. » Cet aphorisme de Montaigne est à l'origine du téléfilm amusant réalisé par Eric Le Hung sur des dialogues de Jacques Jacquet — un dignitaire d'Audierd — qui sera diffusé sur FR 3 jeudi 7 novembre.

Les idées fausses, en l'occurrence, sont les pensées des grands hommes, devenues lieux communs dans la sagesse populaire : « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre » (Guillaume d'Orange); « Je ne connais pas d'atmosphère que quelque chose n'ait pu l'obtenir » (le maréchal Foch)...

Partant de la prémisse — fautive entre toutes — que « tous les hommes naissent égaux », avec les mêmes chances de réussite », le héros de cette parabole (Yvan, le fils de son père), même si n'est hors de sa portée, même la présidence de la République. Malheureusement, il se trouve au plus bas de l'échelle sociale : une mère alcoolique, un père cambrioleur professionnel, plus souvent en prison qu'à la maison,

lui-même pratiquement analphabète, un chômage et sans l'argent nécessaire pour payer le loyer.

Qu'à cela ne tienne ! Popaul est prêt à tout pour prouver qu'il est un eagle parmi les canards qui barbotent autour de lui. Encouragé par son confident et meurtrier génie Bernard, il organise un stand-up dans une banque pour réaliser ses folles ambitions...

Ce film marque une nouvelle approche par le cinéma 16 mm pour réfléchir sur les problèmes de société contemporains par le biais de l'humour. Les acteurs sont remarquables — Simon Reggiani (fils de son père) est une révélation — et les réalisateurs ont trouvé le ton juste — humour noir sans être grinçant — qui rappelle étonnamment celui des comédies britanniques tournées à Ealing avant la guerre.

ALAIN WOODROW

★ « Les idées fausses », téléfilm réalisé par Eric Le Hung, scénario et dialogues Jacques Jacquet, le 7 novembre sur FR 3, à 20 h 35.

● Nouveau rédacteur en chef pour The Times. — Le rédacteur en chef adjoint du quotidien britannique The Times, M. Charles Wilson, a été nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Charles Douglas-Hame, décédé le 29 octobre, a annoncé le journal mardi soir à Londres. M. Rupert Murdoch, propriétaire du Times, du Sunday Times, du Sun et des News of the World, l'avait récemment nommé au sein du groupe à un poste de

directeur chargé de la coordination pour le lancement, l'année prochaine, du quotidien londonien du soir London Post.

Agé de cinquante ans, né à Glasgow (Ecosse), M. Wilson a débuté dans la presse à seize ans comme coursier, puis a gravi un à un les échelons. Il a été notamment rédacteur en chef de plusieurs journaux écossais, avant d'entrer au Times en 1982.

تکذا من الأصل

CARNET DU Monde

Fiançailles
- M. Thierry PENNEC
et
M^{me} Dominique SERGEANT
sont heureux de faire part de leurs fiançailles le 9 novembre 1985.

Mariages
- Florence ALLIER
et
Olivier CURCHOD,
sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 19 octobre 1985.
Laudoncrance 30
D-1000 Berlin 65.

Décès
- M^{me} Thérèse Bouland, née Pimont,
l'abbé Jean-Paul Bouland,
Dominique et Jagode Bouland,
Christophe et Sébastien,
font part du décès de
M. Paul BOULAND,
à l'âge de soixante-dix-sept ans.
Ils invitent tous ceux qui le peuvent à
prier avec eux, ou à participer à
l'Eucharistie qui sera célébrée jeudi
7 novembre, à 13 h 45, en l'église Saint-
Patrice de Rouen, au cours de laquelle
ils rendront grâce au Seigneur pour la
vie de celui qu'ils continuent à aimer
par-delà la mort.
1, rue Voltaire,
Déville-lès-Rouen,
Saint-Aubin-Routot,
76430 Saint-Romain-de-Colbosc.
23, domaine Woodington,
Saint-Léger-du-Bourg-Denis.
- La famille et les proches de

Christian DAGNIAS,
décédé le 1^{er} novembre 1985,
convient tous ses amis à une liturgie, qui
sera célébrée à sa mémoire le vendredi
8 novembre à 19 heures en l'église
orthodoxe Saint-Isidore, 96, boulevard
Auguste-Blanqui, Paris-13^e.

- M. Jean Escoffier,
maire de Nyon, et M^{me}
Christine Escoffier,
le docteur Jacques Despeignes,
M. et M^{me} Bernard Ducas,
M. et M^{me} Claude Dony,
les familles Wolff, Julian, Monton,
Villeroi, parents et amis,
ont l'immense douleur de faire part du
décès accidentel, survenu à l'âge de
vingt-quatre ans, de
Eric ESCOFFIER,
étudiant au CELSA,
Institut des hautes études
de l'information et de la communication,
à l'université Paris-IV-Sorbonne.

Les obsèques ont eu lieu au temple de
Vimoures, le lundi 4 novembre 1985,
suivies de l'inhumation dans le caveau
de famille de Vimoures.
La Grande Maison,
Vimoures,
26110 Nyon,
21, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.
- M. et M^{me} Morand Fachtot
Et leur fils
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean FACHOT,
concubinaire honoraire
de la Légion d'honneur,
chevalier de la Légion d'honneur,
survécu dans sa soixante-dix-huitième
année.

Les obsèques ont eu lieu le 6 novembre
1985 à Nancy.
- Denise Lamartine-Grubblatt,
Les docteurs André et Jean-Marie
Gorge
et leurs enfants,
M. Gérard Grubblatt,
M^{me} Catherine Grubblatt,
M. et M^{me} Stéphane Prévost
et leur fille,
Ainsi que toute la famille,
ont l'immense tristesse de faire part du
décès de
M. David GRUBBLATT,
dit Marcel Verfaill,
médaille de la Résistance,
survécu le 30 octobre 1985, à l'âge de
soixante-cinq ans.
L'inhumation aura lieu le mardi
12 novembre 1985 à 13 h 30 très pré-
ciser au columbarium du cimetière de
l'Est (dit du Père-Lachaise) à Paris.
On se réunira au columbarium du
cimetière du Père-Lachaise. Métro :
place Gambetta.
Ni fleurs, ni couronnes.
70, rue de Tocqueville,
75017 Paris.

[David Grubblatt, né le 25 avril 1920 à Lyon,
dét. une grande partie de sa brillante com-
muniste. Responsable de la Jeunesse com-
muniste du lycée Ampère à Lyon en 1939, il est
chassé de l'école en 1940-1941, puis devient un
parlementaire du Parti communiste, à
des postes importants à Lyon, Grenoble, Mar-
seille. Après la Libération, il travaille une dizaine
d'années dans la presse communiste lyonnaise
et parisiennaise, et devient rédacteur en chef de
l'Humanité-Libération. De 1959 à 1980, il tra-
vaille à la Banque commerciale pour l'Europe du
Nord (Banqueparibas), dont il est rapidement nommé
directeur.]

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

- M^{me} Jean Reynaud,
M. et M^{me} Gilles Guérithault,
M. et M^{me} Daniel Guérithault,
ses enfants,
Ses petits-enfants, de Paris, Le Pécq,
Grasse, Bordeaux, Tokyo, Phoenix,
Ses deux arrière-petits-enfants,
Les familles Collas, Boyron, Rey-
naud, Debon, Vallée, Guénel, Clergeon,
font part du retour à Dieu de
M^{me} Roger GUÉRITHAULT
née Andraste Collas,
survécue le 5 novembre 1985 dans sa
quatre-vingt-seizième année.
Elle avait reçu les sacrements de
l'Eglise.
La messe sera célébrée le vendredi
8 novembre, à 8 h 45, en l'église Notre-
Dame de Fécamp, l'inhumation aura lieu
dans l'intimité à Morlaix (Finistère),
où la défunte reposait auprès de son
époux.

L'ingénieur général
Roger GUÉRITHAULT
décédé le 6 janvier 1977.
Pas de fleurs, des prières.
Cet avis tient lieu de faire-part.

158, rue Gallieni,
78470 Villennes,
94, rue de Bellevue,
92100 Boulogne,
18, rue Ph.-Delorme,
75017 Paris.
- M^{me} Robert LAFORST,
Ses enfants,
Et sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès, le
27 octobre 1985, de
M. Robert LAFORST,
directeur adjoint honoraire
au ministère de l'Intérieur.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité à Châtelleraulx.
Une messe à son intention sera célé-
brée le samedi 9 novembre 1985, à
11 heures, en la chapelle Sainte-
Isabelle, place du Bagatelle, à Neuilly-
sur-Seine.
25, avenue de Breteville,
92200 Neuilly.
- M^{me} André Schumann,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
font part de la mort, le 2 novem-
bre 1985, de
M. André SCHUMANN,
ancien conseiller en valeurs.

Le défunt ayant fait don de son corps
à la science, il n'y aura pas d'obsèques.
Que ses amis gardent sa mémoire.
- Denise, Jacques et Gilles Servais,
Michel, Annie, Fabien et Florent Spiter,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Zyelm SZPETER-SPETER
Macha
survécue le 31 octobre 1985 dans sa
soixante-dix-septième année.
La défunte ayant fait don de son corps à
la Faculté, une cérémonie à sa mémoire
aura lieu sur la tombe de son mari, au Père-
Lachaise, samedi 9 novembre à 11 heures.
On se réunira à l'entrée Gambetta du
cimetière.
Cet avis tient lieu de faire-part.
10 bis, rue de Moussy,
75004 Paris.

Anniversaires
- Bordeaux, Venise.
Il y a cinq ans disparaissait
le docteur CITONE.
Que ceux qui l'ont connu et aimé
aient une pensée affectueuse pour lui.

Messes anniversaires
- L'Association des Français Etrangers,
fara célébrer, le samedi 9 novembre, à
18 h 30, en l'église Saint-Louis des Inva-
lides, une messe anniversaire (portes
ouvertes) à la mémoire de
général DE GAULLE,
chef de la France libre
et président d'honneur de l'Association.
Il est demandé aux associations
d'anciens combattants et de résistants
de porter le présent avis à la connais-
sance de leurs membres et de déléguer
leur porte-drapeau à cette cérémonie.

Soutenances de thèses
DOCTORAT D'ÉTAT
- Université Rennes-II, vendredi
8 novembre à 14 h 30, salle B 14,
M. Jean Brihaute : « Lady Morgan et
l'Irlande ».
- Université de Paris-IV, samedi
23 novembre à 14 heures, salle Louis-
Liard, M. Jean-Claude Faucon : « La
Chanson de Bertrand du Guesclin par
Cuvellier ».

ÉCHECS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE (22^e partie) Karpov vainqueur royal

Jugeant sa position désespérée, Kasparov a abandonné ce mercredi
dans la 22^e partie du championnat du monde. Le challenger n'a pas repris
la partie ajournée mardi par Karpov au 41^e coup. Le champion du monde
s'est maintenant plus mené que par 11,5 à 10,5.

An trente-troisième coup, la cause
était entendue : Kasparov tenait, au
minimum, la suite. A Moscou, Tal-
manov jouait même sa position
« avantagée ». Huit coups après, à
l'ajournement, non seulement plus
personne ne mettait un liard sur ses
chances de gain, mais beaucoup esti-
maient que Karpov allait, à la
reprise ce mercredi, remporter sa
troisième victoire. Que s'était-il
passé mardi ?

Cette 22^e partie était celle de la
dernière chance pour Karpov. Mené
11,5-9,5 à trois parties de la fin du
match, une simple nulle ne pouvait
lui suffire, qui aurait laissé son rival
à un demi-point du titre. A l'attaque
donc.

Reprenant les cinq premiers
coups de la 20^e partie, le champion
du monde joue : 6d3 au lieu de Dc2,
puis se lance à l'attaque de l'aile roi
noire (h3, g4). Kasparov prit alors
une heure un quart sur son temps de
réflexion entre le 8^e et le 13^e coup, et le
23^e coup pour arriver à 24 : Dd3, qui
égalisait largement la position.

Mais, comme chacun sait, le
temps perdu se se rattrape jamais et
Karpov, après avoir débarrassé cette
rune compliquée, prit conscience de
la tour noire qui avait pris sa place.
avait, lui, le temps pour monter une
attaque vraiment royale : 34-Rh3,
35-Rg4. En zélinot, Kasparov com-
mettait alors une faute : 35-h5+. Le
challenger, qui croyait simplifier le
jeu, se retrouvait six coups plus tard
avec un pion en moins, un roi « en
l'air » et une tour qui ne pouvait
quitter la cinquième rangée sous

peine de mat ! C'était beau-
coup, même si l'adage dit qu'une
finale de tour est toujours nulle.
Celle-ci valait un titre de champion
du monde. Avec lucidité, Kasparov
n'a pas repris le jeu se réservant
pour la 23^e partie, jeudi.

B. de C.

Manches : KARPOV
Noirs : KASPAROV
Vingt-deuxième partie
Gambit de la dame

1. d4	22. Td2	C7
2. c4	23. g5	D67
3. Cc3	24. h4	D63
4. e4	25. Td1	C6
5. Fd4	26. Dxd3	Txd3
6. f3	27. Rg4	C6
7. Cc3	28. Cg5	Cg8
8. h3	29. Cf1	Tf7
9. g4	30. Td3	Cd6
10. Cg5	31. Cg5	Cd4
11. Cg6	32. Fxh4	h4x4
12. Fg2	33. Td3	Cd4
13. h4	34. Rh3	Td5
14. Cg2	35. Rh4	h5+
15. Fg3	36. Rh5	Cd5
16. Dd3	37. Td5	Td5
17. h5	38. Cx5	Td5
18. Fxh4	39. Td4	Rd7
19. h4	40. Td7	h4
20. h4	41. Td7	h4
21. f5	42. Ah4	Alh4

Positions à l'ajournement.
BLANCS : Rh5, Td7, Pd2, b3, g5,
et h4 ; NOIRS : Rh7, Tf5, Pb4, g5
et g7.

... LE MONDE - Jeudi 7 novembre 1985 - Page 19

SPORTS

PARIS-DAKAR

Un PDG dans la course

Le rallye Paris-Dakar avait déjà
attiré Albert et Caroline de Monaco
ainsi que de nombreuses vedettes de
cinéma ou de la chanson. Il com-
ptera parmi les participants de la pro-
chaine édition, dont le départ sera
donné le 1^{er} janvier à Versailles, son
premier PDG de grande société :
Daniel Hénard. Il dirige le groupe
Pernod, dont le chiffre d'affaires
dépasse 1,5 milliard de francs.

Cette année encore, deux spécia-
listes du Paris-Dakar, Jean-Pierre
Gabreau, avec Dominique Pipat, et
Henri Pescarolo, avec Patrick Four-
tignon, piloteront les Range Rover aux
couleurs de la société Pernod, mais
le PDG a décidé de franchir le pas
en devenant copilote du troisième
véhicule, confié à Jean Ragnotti,

vainqueur du Monte-Carlo en 1970,
1971 et 1972.

« Je voudrais que ma participa-
tion ait valeur d'exemple au sein de
l'entreprise pour montrer l'importan-
ce que j'accorde au dépassement
de soi-même et à l'esprit d'initiative
personnelle », dit M. Hénard. A
quarante-six ans, il n'a aucune expé-
rience des rallyes, même s'il a le
visage émacié d'un sportif, qui prati-
que journalièrement un quart d'heure
de gymnastique et, dès qu'il le peut,
course à pied ou vélo. Ses activités
professionnelles ne lui permettront
pas de suivre une préparation spé-
ciale pour le Paris-Dakar.

G. A.

D'un sport à l'autre

● **BASKET-BALL** : coupes
d'Europe. - Le Stade français
(Coupe des coupes) et Villeneuve
(Coupe Korać) se sont qualifiés
pour le deuxième tour des coupes
d'Europe, le 5 novembre, aux
dépend respectivement des Tchéco-
slovaques de Chemosvit (103-71
après 84-80) et des Espagnols de
Caja Victoria (88-88 après 94-84).

● **GYMNASTIQUE** : cham-
pionnats du monde. - Les gym-
nastes soviétiques étaient en tête des
championnats du monde féminins
par équipes après les exercices
imposés, le 5 novembre, à Montréal.
Elles précédaient les Roumaines et
les Allemandes de l'Est. Les Fran-
çaises étaient en dix-huitième posi-
tion avec 17 375 points de retard.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES



Cannes 10h05
La ville où les hôtels ont un climat
et où les arbres n'ont pas de saison.
C'est étonnant, c'est Cannes.

CANNES
TEL 93.39.01.01 - TELEX 470749F

121 hôtels, 4.700 chambres, 90 suites, 33 plages, 2 casinos, 125 restaurants, 20 piscines bars
et night-clubs, 293.000 m² de parc, 1.295 palmiers, 42 courts de tennis, 1 excursion aux îles, 1 dîner au Suquet et 3.000 heures de soleil.
Documentation gratuite sur simple demande à la Direction Générale du Tourisme.

55.000.000.000

Le Monde

EDUCATION

L'Europe des dialectes

Marginalisées par l'Etat français, les langues régionales seront-elles sauvées par l'Europe ? C'est le pari des bretonnants, qui ont réuni à Landerneau un colloque international sur le bilinguisme.

gnc, est d'ordre pédagogique : l'apprentissage précoce de plusieurs langues ouvre l'esprit des enfants et les prépare à l'analyse. « Le petit bilingue découvre très tôt la différence entre les mots et les choses », a noté Elisabeth Bauthier-Castaing, psycholinguiste. Inversement, « le Français bilingue de onze ans ne possède qu'un flitre de quatre trous correspondant aux

l'italien et le portugais, la proximité géographique pour l'anglais et le néerlandais, et les accords politiques pour l'allemand.

« Nous sommes pragmatiques », explique M. Klaus Gerth, chargé de mission du recteur de l'académie de Lille.

La deuxième réponse est idéologique, voire politique. Il s'agit des

aujourd'hui 300 enfants de deux à dix ans - et qui doivent poursuivre l'expérience au niveau secondaire à la rentrée 1986.

Cet effort, mené non sans sacrifices par des parents souvent déçus, est considéré comme un début prometteur si, comme en Espagne, l'école publique prend le relais de l'initiative privée. Depuis 1978, en effet, la généralité de Catalogne et la Communauté autonome d'Euskadi Sud ont intégré l'apprentissage de leur langue « nationale » au cursus scolaire (public ou privé), à côté du castillan. Les officiels de ces deux gouvernements autonomes ont pu présenter à Landerneau des chiffres impressionnants : en Catalogne, tous les élèves reçoivent un enseignement en catalan d'au moins quatre heures par semaine. Et 30 000 sont scolarisés en « tout catalan ». En Euskadi Sud, 47 % des élèves reçoivent un enseignement de langue basque comme discipline, 25 % sont enseignés moitié en basque, moitié en castillan, 25 %, basophones, apprennent le castillan comme discipline et seulement 3 % peuvent ignorer complètement le basque à l'école.

Le ghetto de la celtitude

Ces exemples étrangers - et d'autres aussi différents que le suédois en Finlande, l'allemand au Danemark, le frison aux Pays-Bas ou le français au Val d'Aoste (Italie) - ont fait germer une nouvelle stratégie chez les bretonnants : puiser l'Etat français, malgré les bonnes intentions du ministère de la culture et la création d'un CAPES de breton (annoncé en août dernier), ne veut prendre aucune initiative pour valoriser ses langues régionales, pourquoi ne pas se tourner vers les instances européennes ?

Avec l'entrée de l'Espagne dans la Communauté, il sera encore plus facile de mettre en avant des précédents linguistiques et de demander à Bruxelles quelque directive contraignante pour les Douze. Comme l'a fait observer le recteur Robert Mallet, président des mondialistes de France, « le Luxembourg est mieux défendu dans une communauté internationale que la Bretagne dans une communauté nationale ». L'astuce consisterait donc à contourner l'Etat français par Bruxelles, Strasbourg ou Luxembourg et à prendre l'opinion internationale à témoin. Ce ne serait que justice, et même un réveil salutaire, selon M. Henri Giordan, maître de recherche au CNRS, qui constate que « la léthargie française nous fait glisser vers la soumission aux autres pays européens, plus éveillés », c'est-à-dire déjà plurilingues et donc mieux outillés pour vivre l'Europe communautaire.

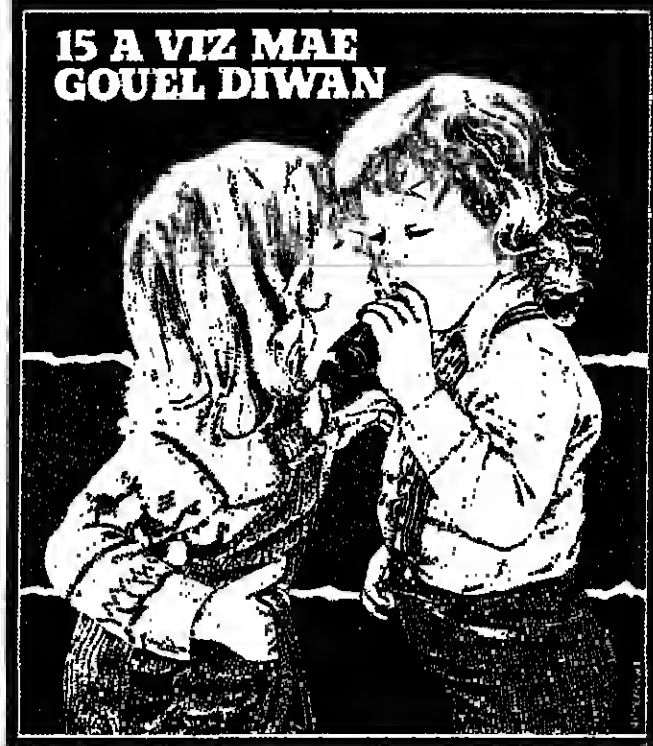
Ce détour juridico-politique suffirait-il à sauver les cultures minoritaires, à commencer par le breton ? Non, bien sûr. Il faudrait aussi que les Bretons eux-mêmes ne se résignent plus à la disparition de leur langue tout en s'accrochant à une celtitude mythique enfoncée dans la mauvaise conscience. « La clé est dans l'opinion publique », constate M. Cormerais, inspecteur d'académie adjoint en Ile-et-Vilaine (et bretonnant lui-même). « Nous ferions plus si les élus locaux et les formations syndicales nous le permettaient. La situation actuelle est une honte pour notre pays ».

Les écoles Diwan, en prenant le taureau par les cornes, se sont lancées dans une aventure à haut risque. En exigeant une participation militante des parents, ils ont créé des foyers de tension dans les écoles et dans les ménages, avec toutes les déceptions que les écoles peuvent entraîner. Le mouvement Diwan fait donc la pause et tâche de digérer la première phase militante, l'électrochoc salutaire. Beaucoup souhaitent l'intégration de leurs écoles à l'éducation nationale, comme une normalisation de l'enseignement breton. Ils désirent sauver leur culture, sans pour autant enfermer leurs enfants dans le ghetto de la celtitude.

ROGER CANS.

(1) Le colloque intitulé « Bilinguisme, biculturalisme et enseignement dans le cadre des minorités linguistiques nationales d'Europe », qui a réuni à Landerneau, du 31 octobre au 3 novembre, plusieurs centaines de personnes (enseignants, psychologues, parents d'élèves, administrateurs de l'éducation) était organisé par les responsables des écoles Diwan (29214 Treglono).

YVES GUERMOND, responsable de l'équipe CNRS « Modélisation et traitement graphique en géographie », université de Rouen.



An Had (la Semence), la revue de Diwan.

treize-quatre phonèmes du français », a souligné M. Dalgalian, directeur pédagogique de l'Alliance française.

Lorsqu'on a la chance d'habiter une région bilingue, pourquoi ne pas en profiter pour initier très tôt les enfants à cette double culture ? A cet égard, l'expérience menée depuis trois ans dans le Nord-Pas-de-Calais est exemplaire : 1 800 élèves du primaire y reçoivent aujourd'hui un enseignement de langue étrangère (six heures par semaine) en profitant des « ressources locales » : les immigrés pour

expériences menées à l'étranger, (comme au Royaume-Uni pour le gallois), ou en France (pour le basque). En se prenant eux-mêmes en charge, les intellectuels gallois ont stoppé la disparition de leur langue. Ils ont aujourd'hui écoles, presse, édition, télévision et toute l'infrastructure qui permet à une langue - même très minoritaire - de survivre. An Pays basque français, l'exemple des ikastolak du réseau Seska (lancé en 1969) a décidé quelques militants de la celtitude à créer des écoles « tout en breton », les fameux établissements « Diwan », qui accueillent

DÉBAT

L'ordinateur au lycée

L'informatique entre au lycée. Mais elle n'est encore qu'un gadget et non un moyen d'expression.

MALGRÉ l'engouement d'une partie des jeunes pour l'informatique, il ne suffit pas de placer des ordinateurs dans les établissements scolaires pour former les élèves à leur utilisation. Pour la génération qui est actuellement dans les lycées, l'ordinateur est resté un gadget. Le matériel est en place, mais son utilisation n'est pas prévue dans les horaires de la plupart des sections. En A, B, C et D, seuls quelques mordus peuvent accéder, dans des « elms informatiques », hors des heures de cours normales. Dans les sciences humaines et sociales, où l'information a permis, depuis dix ans, une véritable percée méthodologique, celle-ci suppose un minimum de connaissances statistiques, sans quoi l'élève est réduit au rôle d'utilisateur passif de la machine. Cependant les programmes de mathématiques des lycées placent les deux ou trois heures de statistiques qu'ils accordent éhémentiellement aux sciences humaines à l'extrême fin de l'année de terminale, immédiatement avant le baccalauréat, de telle sorte que cette formation ne pourra jamais être utilisée par les autres disciplines. Nul n'oserait de son propre chef avancer par exemple d'un an cette partie du cours, ce qui en dit long sur le caractère figé de notre système éducatif.

Si l'on procédait à une réforme des programmes de mathématiques des lycées pour mieux les intégrer aux sciences humaines et sociales, leur harmonisation avec les autres disciplines pourrait être envisagée sur les trois années d'études au lycée.

Parallèlement à cela, il faudrait insérer l'utilisation de l'ordinateur dans les autres cursus : en français, par le traitement de texte et l'analyse de discours ; en langues, par la traduction automatique, et bien entendu en histoire, en économie et en géographie. Cela supposerait une réelle concertation entre les enseignants et ceux qui, au sein de l'administration de l'éducation nationale, sont chargés de la réalisation du matériel pédagogique.

Comme l'écriture

Il faudrait que les enseignants des lycées disposent, dans leurs disciplines, de logiciels et de banques de données correspondant aux programmes du baccalauréat. Ces banques, constituées nationalement au niveau du ministère, devraient être accessibles de tous les lycées. L'enseignement de l'histoire serait plus actif si les élèves pouvaient effectuer eux-mêmes un dépouillement d'archives visualisées sur écran, de même que celui de la géographie, s'ils pouvaient travailler sur un recensement. Il n'est pas possible pour un enseignant isolé de trouver le temps de rassembler les documents nécessaires et d'en assurer la mise à jour régulière. Des initiatives telles que l'Atlas de France informatisé, mis en route par la Maison de la géographie de Montpellier, devraient être étendues et reliées à l'enseignement secondaire.

Pour les logiciels d'enseignement, la pénurie semble moins grande que pour les banques de données scolaires. Mais la plupart de ces logi-

ciels s'inscrivent mal dans les programmes, ne couvrent que des thèmes partiels, ou sont même d'une grande indigence de pensée (sur le modèle : « Placez sur l'écran les chefs-lieux de département »). Entrer dans l'ère informatique, cela signifie utiliser l'informatique comme un moyen d'expression, au même titre que l'écriture. Il ne faut donc pas séparer l'initiation technique de la réflexion interne de chaque discipline. Il ne faut pas créer un corps d'informaticiens comme il y a en des corps de scribes. Une lettre dictée à un écrivain public n'a jamais la même qualité qu'une lettre qu'on écrit soi-même. C'est dans chaque classe que l'expression informatique devrait être possible. Mais les efforts que font en ce sens certains enseignants des lycées, au prix d'un surcroît de travail, ne sont pas encouragés.

Une forte incitation pourrait être donnée par les examens. Pourquoi ne pas prévoir en option au baccalauréat des exercices sur ordinateur dans différentes disciplines : physique, biologie, économie, géographie, histoire ? Il est anormal que les concours de recrutement des enseignants (CAPES, agrégation) ne comportent pas, en option, de telles épreuves. Plutôt que de perdre son temps à fabriquer des tortues programmables pour des écoles maternelles pilotes, comme cela s'est vu, il vaudrait mieux songer à une solide formation de nos futurs bacheliers.

YVES GUERMOND, responsable de l'équipe CNRS « Modélisation et traitement graphique en géographie », université de Rouen.

LIVRE

De la « forteresse » au supermarché

Pour lutter contre la désyndicalisation et le déclin de l'idéal laïque, la FEN étend l'empire de ses sociétés de service.

DEPUIS sa création, en 1948, la FEN inquiète les gouvernements, dérange les syndicats, mais rassure des milliers d'enseignants. On lui reproche son pouvoir, sa richesse, sa maîtrise sur la politique éducative. Avant 1981, elle était suspectée de privilégier ses mandats au détriment des réformes mises en œuvre par les ministères successifs. Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, c'est sa collusion avec le gouvernement que les mêmes - et d'autres - dénoncent. Sa défense farouche de la laïcité l'a rendue impopulaire. L'instituteur (barbu et archaïque) est devenu, dans l'imaginaire collectif, la symbole du passé. Et pourtant, malgré toutes ces critiques, la FEN continue d'exister et de se porter assez bien, comme en témoignent les résultats des élections aux commissions paritaires de l'an dernier, où elle a regroupé 60 % des suffrages exprimés.

Quatre chercheurs se sont penchés au chevet de ce syndicat qui, avec ses quelque quatre cent mille adhérents, est loin d'être moribond. Deux historiens (Alain Bergounioux et Jean-Paul Martin), une sociologue (Véronique Aubert) et un politologue (René Mouriaux) auscultent la FEN, explorant son passé, remontant jusqu'à Jules Ferry pour analyser ses racines, étudiant ses structures, son fonctionnement, cherchant à connaître la réalité de cette « forteresse ». Le travail est précis, documenté, et n'épargne aucune zone d'ombre.

Mutuelle et assurances

La constat des auteurs est loin d'être négatif. Pour eux, la FEN n'est pas un contre-pouvoir. Elle n'est pas non plus une force de proposition. Ils préfèrent la qualifier de « partenaire ». « Ni pur acteur ni simple agent, elle est une conservatrice réformiste, à l'instar finalement de son interlocutrice, l'administration ».

Etudiant les intérêts des enseignants qu'elle défend, mais aussi les valeurs et les idéaux auxquels ces derniers adhèrent consciemment ou inconsciemment, les auteurs mettent fort justement en évidence le fossé qui s'est creusé depuis plusieurs années entre la FEN et le reste de la société. L'instituteur, « le fils de la révolution », selon l'expression de Mornet et Jacques Ozouf, n'est plus, comme au siècle dernier, le seul dispensateur du

savoir. Critiqué, concurrencé par les moyens d'information modernes, il ne jouit plus du même prestige. Mais sa fédération continue de le défendre, de le protéger, de l'aider dans sa vie matérielle, grâce à un réseau très dense d'œuvres laïques, de mutualités et d'assurances. Tâche difficile pour les pionniers d'hier, aujourd'hui reconvertis en gestionnaires d'un empire puissant et multiforme qui investit dans la pierre aussi bien que dans les médias. Détenteurs de l'idéal laïque, les maîtres de la FEN s'efforcent de résister à la désyndicalisation qui frappe aussi le monde enseignant.

Proche dans sa majorité des socialistes, la FEN a pu croire en 1981 qu'un rva longtempes chéri allait se réaliser. La querelle scolaire et la réalité des contraintes gouvernementales n'ont pas permis que ses espoirs se concrétisent. Et les auteurs décrivent avec précision la lente évolution qui, depuis 1981, a obligé la Fédération à retrouver une démarche solitaire. Le danger qui guette le syndicat enseignant réside peut-être dans son trop grand repli sur lui-même. La machine FEN, divisée entre instituteurs et professeurs aux intérêts opposés, se ferme sur elle-même. Ses « organisations amies », ses produits de consommation, attirent de plus en plus de monde, alors que les cinquante syndicats qui la composent ont du mal à recruter des adhérents dans un milieu où l'individualisme se développe.

L'avenir de la FEN risque d'être celui imaginé par les auteurs : grâce à la télématique, tout le réseau de services fonctionnarait de plus en plus comme un ensemble solidaire, à entrées et sorties multiples ; pourquoi ne pas alors imaginer une sorte de carte magnétique individuelle, permettant l'accès simultané aux différents services de la galaxie ? L'adhérent à telle ou telle œuvre, mais non syndiqué, pourrait éventuellement s'apercevoir que l'entrée « défense professionnelle » lui est interdite. Il serait alors initié à la syndicalisation... Le syndicat ne serait plus qu'une filiale parmi d'autres d'une vaste entreprise au service de la consommation...

SERGE BOLLOCH.

LA FORTERESSE ENSEIGNANTE, par Véronique Aubert, Alain Bergounioux, Jean-Paul Martin et René Mouriaux. Fondation Saint-Simon. Fuyard, 354 p., 98 F.

MAISON VINCOLE «COLLAVINI» UDINE

« Venise-Paris : une affiche pour le Carnaval de Venise et Paris »

La Maison vinicole du Friuli «Mancio Collavini», Come di Rosazzo (Udine) annonce un concours pour la réalisation d'une affiche pour le Carnaval de Venise et de Paris. Le concours aura une section italienne et une section française. Les documents, réalisés d'ici à fin octobre, seront de 50 x 70 cm au maximum et devront parvenir le 30 novembre 1985 au secrétariat du Prix chez : CASA VINCOLE COLLAVINI 38040 CONINO DI ROSAZZO (UD) ITALIA

A ceux qui auront remporté le premier prix dans chaque section sera décerné un prix de 3 millions de lire italiennes et un choix de vins Collavini. Les affiches qui recevront les prix seront diffusées à grand tirage pendant le Carnaval de Venise et de Paris.

QUINQUA RELAZIONI PUBBLICHE SAN CASIAN 10014 20100 VERONA - Tel. 047/70014 - 047/80778

ISTH depuis 1953

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

EXPERIENCE PÉDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953

Préparations complètes au diplôme d'état de L'EXPERTISE COMPTABLE

C.P.E.C.F. Certificat Préparatoire aux Etudes Comptables et Financières

D.E.C.S. (Novembre à juin)

CENTRE TOLBIAC 83, av. d'Italie - 75013 PARIS

Tel. : 585.59.35

le mensuel de l'ordinateur à l'école

SAVOIRS Informatiques

fiches pédagogiques - reportages - expériences N° 2 en kiosque - 25 F - SAVOIRS/informatique 18, rue de Chantillon - 75 014 - Paris - 45.45.38.73

هكذا من الأصل

(Publicité)

LES BANQUES POPULAIRES : un projet pour le Secteur des Métiers

Un artisan sur trois est actuellement client d'une Banque Populaire.
Ce n'est pas un hasard.

Dans chacune des 1 825 agences du Groupe des Banques Populaires,
un « chargé de l'Artisanat » accueille et prend en compte les
spécificités de l'entreprise artisanale.

En 1985, 50 000 prêts auront été accordés dans l'année aux artisans
par les 38 Banques Populaires régionales du Groupe, avec l'appui de
83 sociétés de caution mutuelle artisanales.

Et le « Prix de gestion des entreprises artisanales » illustre, chaque
année, le soutien des Banques Populaires à toutes les actions de
formation des artisans dans le domaine de la gestion.

Aujourd'hui, les Banques Populaires veulent aller plus loin

Un « Conseil Consultatif de l'Artisanat » va désormais assurer un
dialogue permanent entre le Secteur des Métiers et les Banques
Populaires. Ses quatorze membres ont tenu leur première réunion le
5 novembre. Une convention, organisant la concertation entre les
différents partenaires, a été signée en présence de Monsieur Michel
Crépeau, Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme.

A cette occasion, les Banques Populaires ont présenté leurs initiatives
pour mieux répondre aux attentes de leurs clients artisans. Pour
faciliter la gestion de l'artisan chef de famille, le « Compte Plus et
Mieux ». Pour aider l'entreprise, le « Compte Sécurité ». Pour préparer
la retraite, le « Compte Retraite ».

Ainsi, plus que jamais les Banques Populaires mettent leur énergie au
service des artisans.



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

هكذا من الأصل

...se reprend :

...s pouron

...ance Wash

...e repren

...ernational :

...ner semes

...quipement :

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

...ement

هكذا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : la baisse reprend : 7,92 F

Après un petit sursaut, purement technique, à 7,95 F mardi 5 novembre, contre 7,90 F la veille, le dollar est retombé à moins de 7,92 F, mercredi 6 novembre, sans intervention particulière des banques centrales. A Tokyo, il a encore fléchi, revenant à 205,50 yens, au plus bas depuis près de cinq ans. On remarquera que le yen remonte non seulement par rapport au dollar, mais aussi par rapport aux monnaies européennes, à la grande satisfaction de la CEE.

Céréales : treize pays pourront bénéficier du BICEP, annonce Washington

De fortes pressions s'exercent aux Etats-Unis pour que le programme de subventions en nature, annoncé en mai dernier par Washington (BICEP, ou Bonus Incentive Commodity Export Program), soit étendu à tous les pays, et notamment à l'URSS, et pour qu'il comprenne une gamme plus large de produits, viandes de volailles et laitages, etc. Le gouvernement Reagan est toutefois opposé à cette extension, le programme BICEP ayant pour objectif de décourager les pays concurrents à subventionner leurs exportations, et non à accroître les subventions. Toutefois, M. Amstutz, sous-secrétaire à l'Agriculture, a indiqué que le nombre des pays susceptibles de bénéficier du programme serait porté de cinq à treize. En France, selon M. Jacques Chambaud, président de la Fédération française des coopératives de céréales, les exportations pour la campagne 1985-1988 devraient être d'environ 30 millions de tonnes, dont 17,5 à 18 millions de tonnes de blé. Il a noté une brutale accélération des achats soviétiques qui devraient atteindre pour l'année les 4 millions de tonnes de blé prévues.

Commerce international : + 3 % seulement au premier semestre

Le commerce mondial a progressé de 3 % (en volume) au premier semestre de 1985 par rapport au premier semestre de 1984, selon les premières estimations des services du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Dans un document sur les « principaux faits nouveaux de politique commerciale » présenté au conseil des représentants du GATT réunis à Genève, il est précisé que ce taux de croissance atteint seulement le tiers de celui de 1984. Pour l'ensemble de 1985, le commerce mondial devrait progresser, en volume, d'un peu moins de 4 % par rapport à 1984. (AFP.)

Industries d'équipement : léger mieux

Au premier semestre, les industries d'équipement, qui fabriquent les matériels destinés aux secteurs du bâtiment et des travaux publics, de la sidérurgie, de l'automobile, de la chimie ou des mines, ont réalisé un chiffre d'affaires de 5,1 milliards de francs : la baisse en volume de l'activité est de 3,3 % par rapport au premier semestre de 1984, mais celui-ci avait enregistré une baisse de 10 %. Sur le marché national, les ventes ont augmenté de 24,7 % en volume, tout en restant inférieures de 29,1 % aux performances du premier semestre de 1980. La part des exportations est passée de 69 % à 60 % en un an. La branche emploie, fin juin, 24 600 salariés, contre 27 200 un an avant (-9,6 %).

Pétrole : la réglementation française sur les stocks modifiée

Le gouvernement français vient d'approuver une modification des règles de calcul des stocks pétroliers obligatoires. Officiellement, cette adaptation vise à calquer la réglementation française sur les directives européennes. En pratique, elle a pour conséquence d'assouplir et d'alléger les contraintes imposées aux compagnies, et devrait entraîner une diminution des stocks de l'ordre de 300 000 tonnes, soit l'équivalent de plus de 500 millions de francs. Les stocks de réserve doivent toujours représenter le quart de la consommation annuelle, soit un peu plus des quatre-vingt-dix jours obligatoires dans la Communauté, mais les compagnies peuvent désormais intégrer, dans leurs calculs, des stocks qui, jusqu'ici, n'étaient pas pris en compte (produits intermédiaires, stocks d'essence localisés dans les raffineries). De plus, les coefficients de rendements des produits sont modifiés, de même que les catégories de produits retenus dans les calculs. En 1983, le gouvernement avait déjà largement réduit les obligations de stockage des compagnies, ce qui avait entraîné une économie de devises d'environ 10 milliards de francs sur l'année.

AGRICULTURE

En Autriche : du vin à l'explosif

Après l'antigel, l'explosif. Des viticulteurs autrichiens auraient utilisé pour conserver le jus de raisin un produit à base d'azote de sodium (N3Na). A l'état pur, cet azote est susceptible de se décomposer de manière explosive. Aux doses où il a été utilisé, de l'ordre du milligramme par litre, il est toxique, et provoque des hausses de tension. Certaines indications donnent aussi à penser qu'il pourrait être cancérogène.

Quelque 100 000 litres de vin qu'on suppose avoir été ainsi frelatés ont été saisis la semaine dernière, et de nombreux prélèvements sont en cours d'analyse. Cette découverte, ainsi que celle de l'utilisation d'un autre produit interdit, l'acide bromique, relance le scandale et amoindrit l'effet que le gouvernement autrichien attendait de l'adoption, la semaine dernière, d'une loi viticole particulièrement sévère.

COMMERCE

Travailler le dimanche ? Pour un « tour de garde » des supermarchés, propose Paridoc

M. Jean-Jacques Fougerat, directeur général de Paridoc, centrale d'achats et de services des hypermarchés Mammoth et des supermarchés Suma, a écrit à M. Bockel, secrétaire d'Etat au commerce pour suggérer un « tour de garde » d'ouverture le dimanche des grandes surfaces, « à la manière d'un service public » pour « assurer l'approvisionnement des populations ». Exploitant une enquête par téléphone réalisée le week-end dernier par Opidoc, nouvel institut créé par Paridoc pour consulter sa clientèle, M. Fougerat, au cours d'une conférence de presse le mardi 5 novembre, a dit que 57 % des consommateurs étaient pour l'ouverture le dimanche des hypermarchés, que 67 % étaient pour que la décision revienne aux consommateurs, et que, sur la solution d'un « tour de garde », les opinions étaient partagées : 49 % pensent que cela mettrait tout le monde d'accord ; 48 % pensent le contraire.

M. Bockel, qui visitait le même jour le centre commercial de Parly 2 à Châtenay, ne s'est pas montré opposé à cette formule, mais il a cependant estimé qu'il ne fallait pas « laisser faire n'importe quoi ».

Enfin, M. Jean-Claude Leclercq, directeur général de Continif (filiale hypermarchés du groupe Promodès), a estimé « inopportune » la proposition de

M. Fougerat, reprochant à la chaîne concurrente de « récupérer une initiative de Continif ».

« Jamais dans l'agro-alimentaire », annonce la CGT

Le travail dominical a également fait des vagues au ministère de l'Agriculture. Mardi, deux cents manifestants appartenant à la fédération CGT de l'agro-alimentaire ont occupé ce ministère pour protester contre un projet gouvernemental permettant aux entreprises agro-alimentaires de faire travailler les salariés les fins de semaine et les femmes la nuit. Une délégation a été reçue par le ministre, M. Henri Nallet, vers l'heure du déjeuner, et l'occupation a pris fin peu après 13 heures. A cette occasion un incident s'est produit entre des militants CGT et le comédien Coluche, venu présenter son projet des « Restaurants du cœur » au ministère de l'Agriculture (lire page 9).

Selon M. Guy Langier, secrétaire général de la Fédération CGT de l'agro-alimentaire, le ministre a démenti que des dispositions réglementaires soient envisagées en matière de travail le dimanche. M. Guy Raffi, directeur de cabinet de M. Nallet, a confirmé cette information, préci-

sant qu'aucun rendez-vous n'avait été demandé par la CGT sur ce sujet et qu'aucune demande émanant des entreprises concernées n'était parvenue au gouvernement.

M. Yves Bertrand, secrétaire de la fédération CGT de l'agro-alimentaire et membre (socialiste) de la commission exécutive de la CGT a dénoncé l'occupation : « Je me désolidarise totalement de ces actions non débattues dans le détail par les instances de la fédération dont je suis encore secrétaire », a-t-il notamment déclaré.

● Stagnation des transactions sur les achats de fonds de commerce. — Les transactions sur les achats de fonds de commerce existants se sont stabilisées depuis six mois, selon la commission nationale du commerce de la FNAIM (Fédération nationale des agents immobiliers), qui a enquêté auprès de deux mille spécialistes, dans vingt-sept villes. Cette stagnation est due essentiellement aux prix de mise en vente des fonds de commerce, globalement supérieurs de 10 % à 15 % à leur valeur économique. De plus, 60 % des professionnels interrogés constatent un accroissement des mises en vente, qu'ils attribuent à une tendance générale à la diminution de la rentabilité des activités commerciales, directement solidaire de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

TRANSPORTS

Un contrat de 4 milliards de francs

AIR FRANCE CHOISIT DES RÉACTEURS FRANCO-AMÉRICAINS POUR SES AIRBUS A-320

Air France a acheté les moteurs des vingt-cinq biréacteurs Airbus A-320 qui lui seront livrés à partir de 1988. Il s'agit de réacteurs type CFM 56-5 développés en commun par la firme française SNECMA et la société américaine General Electric. Le montant du contrat est de 500 millions de dollars environ, soit 4 milliards de francs. Le contrat d'achat des avions proprement dits avait été signé le 22 avril 1985.

Les compagnies achètent d'habitude l'équivalent de trois moteurs par biréacteur pour conserver une marge en matière de pièces de rechange. Il est vraisemblable que, en raison du grand nombre d'avions commandés, Air France a acheté moins de soixante-quinze réacteurs.

Le moteur CFM 56-5 fait partie d'une famille de réacteurs qui auront accumulé, en 1988, plus de huit millions d'heures de fonctionnement sur l'ensemble des avions équipés. Ce moteur devrait consommer 17 % de moins que ses versions plus anciennes. Le CFM 56-5 a été aussi choisi par les compagnies Air Inter (France), Ansett (Australie) et British Caledonian (Grande-Bretagne).

à rungis,
la nuit dernière,
ce poisson
danois
a gagné
deux heures
sur ses
concurrents.
grâce
à danzas.



Sec. Culture - Dap - J. C. - Photos - A. J. - J. C.

Ce n'est pas par hasard. Sur le plus grand marché alimentaire d'Europe, les équipes spécialisées de "Danzas Denrées" constituent la plus forte structure de dédouanement de nuit pour la viande et le poisson en provenance de la CEE et des pays scandinaves. Et elles assurent à elles seules plus de la moitié de toutes les opérations internationales à l'import. Cette place acquise n'est qu'un aspect des nombreuses activités qui font de Danzas un des principaux auxiliaires français des transports et le numéro un du transit terrestre international en Europe. Créé en France en 1815, le groupe international Danzas est aujourd'hui, avec 10 000 personnes et plus de 500 agences dans le monde, un des tout-pre-

miers spécialistes européens du transport plurimodal. Avec son réseau de 130 agences réparties sur tout le territoire, plus de 4 000 personnes et une facturation de 6 milliards de F, l'organisation Danzas en France figure elle-même comme une capacité complète d'intervention et de service dans tous les domaines des échanges intérieurs et internationaux. La nuit prochaine, à Rungis, elle en fera encore la preuve.

DANZAS
500 agences dans le monde

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-11	7,9195	7,9285	+ 60	+ 75	+ 120	+ 150	+ 375	+ 475
SE-12	5,7542	5,7591	+ 14	+ 34	+ 29	+ 63	+ 67	+ 161
Yen (100)	3,6500	3,6533	+ 55	+ 60	+ 85	+ 111	+ 343	+ 402
DM	3,0462	3,0476	+ 112	+ 124	+ 215	+ 233	+ 635	+ 686
Floris	2,7006	2,7018	+ 68	+ 76	+ 133	+ 148	+ 394	+ 438
F.B. (100)	15,0589	15,0666	+ 57	+ 85	+ 85	+ 171	+ 254	+ 358
F.S.	3,7019	3,7041	+ 178	+ 184	+ 313	+ 336	+ 879	+ 945
L.11 (000)	4,5125	4,5157	+ 183	+ 190	+ 353	+ 398	+ 957	+ 865
L.11 (000)	11,3803	11,3897	+ 247	+ 269	+ 478	+ 411	+ 1299	+ 1118

TAUX DES EUROMONNAIES

	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4
SE-11	4 1/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
DM	6	6 1/4	6	6 1/4	6	6 1/4	6	6 1/4	6 1/4
Floris	8	8 1/4	8	8 1/4	8	8 1/4	8	8 1/4	8 1/4
F.B. (100)	12	12 1/4	12	12 1/4	12	12 1/4	12	12 1/4	12 1/4
F.S.	13	13 1/4	13	13 1/4	13	13 1/4	13	13 1/4	13 1/4
L.11 (000)	11 3/8	11 5/8	11 3/8	11 5/8	11 3/8	11 5/8	11 3/8	11 5/8	11 5/8
R. Imp.	9	9 1/4	9	9 1/4	9	9 1/4	9	9 1/4	9 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont sans indication en fin de notation par une grande banque de la place.

AFFAIRES

Les douze propositions de la Chambre de commerce de Paris

M. Philippe Clément, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, a présenté, le jeudi 4 novembre, au cours d'une conférence de presse, douze propositions visant à diminuer les charges fiscales des entreprises.

Alléger les charges fiscales des petites entreprises qui s'installent; transférer sur les ménages la charge des cotisations qui financent la politique familiale du gouvernement (allocations familiales), ce qui « aboutirait à la fiscalisation de l'assiette et de la collecte »; ramener - par étapes - les prélèvements obligatoires de 44 % vers 35 %; appliquer un traitement fiscal plus favorable à « l'épargne investie dans les circuits productifs »; exonérer le capital ainsi utilisé de l'impôt sur les grandes fortunes; corriger impérativement la concentration excessive et indigeste de l'impôt sur le revenu; « la suppression de la surtaxation des chefs d'entreprise constitue à cet égard une priorité »; revoir et assouplir les « nombreuses dispositions dépassées ou abusivement contraignantes de la fiscalité d'exploitation (pénalisation des véhicules utilisés par les sociétés et taxe sur les frais généraux) »; inciter fiscalement à la reprise de l'investissement (grâce à un crédit d'impôt imputable sur la TVA); réformer la taxe professionnelle afin d'assurer « une plus grande neutralité de cet impôt et une meilleure répartition de sa charge générale »; neutraliser l'incidence fiscale relative aux plus-values et aux droits de mutation; réduire le taux de la taxe sur les cessions de fonds de commerce; instituer, en cas de transmission d'entre-

prise, un abattement de droit commun substantiel (50 à 60 %) sur les valeurs d'actifs nets ou bien encore rétablir « un caractère incitatif au régime des donations-partages ». Tout cela, c'est le programme fiscal contenu dans les douze propositions de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), présentées à la presse par son président, M. Philippe Clément, à l'occasion des prochaines élections consulaires. M. Clément a ajouté qu'une baisse de 50 à 45 % du taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) était « tout à fait insuffisante ».

Quant au coût global de ces propositions, la CCIP, la plus grande et la plus forte des organisations consulaires, qui a su mettre en place un observatoire économique que tout le monde lui envie, ne l'a pas chiffré. Pas encore.

Le reste du programme comprend l'abrogation pure et simple des ordonnances de 1945 sur les prix, la flexibilité de l'emploi, la sécurité des biens et des personnes. Au reste, les chefs d'entreprise que rencontre M. Clément sont « émus, moroses »; ils attendent les élections (les vraies, les législatives, pas les consulaires) et le changement qu'elles apporteront.

ISI la CCIP veut avoir quelques chances de voir ses propositions prises en considération par les pouvoirs publics, il faudra qu'elle les chiffrage et suggère les ressources correspondantes, car la Constitution - et il n'est pas question de la changer, semble-t-il - exige qu'à toute dépense nouvelle on ait toute la somme de recettes fiscales correspondante.

J. D.

ENTREPRISES

Du mieux pour Apple

Selon son nouveau président, M. John Sculley, Apple Computers aura, en 1985, des résultats nettement plus élevés que précédemment (61,2 millions de dollars sur un chiffre d'affaires de 1,92 milliard en 1984). Apple a commencé à redéfinir sa stratégie pour adapter ses produits à un marché dominé par IBM et compte se réorienter vers les micro-ordinateurs de bureau, a précisé M. Sculley. Apple a également l'intention de demander à la justice américaine d'interdire à M. Steven Jobs, fondateur d'Apple, qui entend créer une nouvelle société, d'utiliser la technologie d'Apple pour cette nouvelle entreprise.

Unilever se défait d'une société néerlandaise

Poursuivant sa politique de dégroupement des activités qui ne sont pas des produits de marque de grande consommation, Unilever a cédé à la société française Barry, un des plus

grands industriels du traitement des grains de cacao, sa filiale néerlandaise de chocolat et cacao Benetton. Celle-ci emploie à Possum, près d'Amsterdam, deux cents salariés, qui seront repris par Barry, indique Unilever.

EN BOURSE

Catteau : le commerce du Nord-Pas-de-Calais au second marché de Lille

La chorée, c'est la santé ! affirme le slogan. La chorée, c'est surtout l'une des traditions du Nord-Pas-de-Calais, cette région où Julien Catteau, le véritable fondateur de la société qui porte toujours son nom (grâce à la reprise de l'activité exercée par ses enfants), a vu le jour. Torréfacteur de chorée à l'origine - au plus fort de la « sale guerre » puis de café, il se lance à l'aube de la seconde configuration mondiale, en 1936, dans le commerce de grosiste en alimentation.

Près de cinquante ans après, les établissements Catteau, présidés par M. Jacques Catteau depuis un quart de siècle, assurent leurs activités dans trois secteurs :

- Une centrale de gros, traitant 400 tonnes de produits par jour avec 22 000 mètres carrés d'entrepôts et 800 points de vente approvisionnés, dont 60 en partenariat;

- Un réseau de distribution regroupant 33 supermarchés à l'enseigne Catteau occupant un total de 28 000 mètres carrés de vente pratiquant le « discount » sur des surfaces moyennes (800 à 1 800 mètres carrés);

- Une poursuite de l'activité traditionnelle de torréfaction du café, laquelle traite 400 tonnes commercialisées sous les marques Catteau et Brava.

Employant 730 personnes, cette entreprise familiale, dont l'essentiel du capital est détenu par les deux frères, Jacques et

Jean, représente un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs et un bénéfice net de 17,7 millions de francs. Des chiffres qui devraient être portés à 1,4 milliard et 20,6 millions de francs respectivement en 1986, assurent les dirigeants, affirmant qu'ils veulent devenir « le leader régional dans le domaine des supermarchés de 1 000 à 1 500 mètres carrés », compte tenu des nouvelles implantations prévues (une demi-douzaine de magasins l'année prochaine) et de la progression de la société par voie interne.

En dix ans, celle-ci a vu, en effet, son chiffre d'affaires multiplié par 12, son bénéfice par 20, sa marge brute d'autofinancement par 13 et ses investissements par 12. Au-delà de ces chiffres qui témoignent de « l'obsession de la rentabilité » affirmée par les responsables de l'entreprise, ceux-ci tiennent à se présenter au public boursier comme « une véritable race de commerçants du Nord et pas de technocrates de la distribution ».

C'est ainsi 34 000 actions de priorité de 50 F nominal, soit 10,6 % du capital, sont mises en vente au second marché de Lille le 8 novembre au prix d'offre minimum de 370 F soit 7,2 fois le bénéfice par action estimé pour 1986. Une opération conduite par la banque Scalbert Dupont, le CIC de Paris et la charge Illoise Gilbert Dupont.

S. M.

CONJONCTURE

M. Bérégovoy poursuit sa politique de banalisation et de dérèglementation du crédit

Devant le Conseil national du crédit, M. Pierre Bérégovoy a annoncé, le mardi 5 novembre, de nouvelles mesures tendant à banaliser et à déréglementer encore davantage la distribution du crédit, avec trois objectifs : abaisser les coûts, développer la concurrence et réaliser des économies budgétaires. De toutes ces mesures, la plus spectaculaire est la sévère réduction de l'enveloppe des prêts bonifiés à l'investissement (PSI), désormais réservée aux petites et moyennes entreprises. Les grandes entreprises pourront utiliser les nouveaux

« billets de trésorerie », copiés sur l'Amérique, et émis au voisinage du taux du marché monétaire (un peu plus de 9 %). Enfin, la distribution des prêts bonifiés sera, de plus en plus, confiée aux banques classiques, la part des établissements qui en avaient le monopole se réduisant encore davantage.

M. Bérégovoy a ajouté que « le taux de base de banque n'aura plus à être déterminé par un cartel bancaire. Il me paraît souhaitable d'éviter un taux directeur unique qui ne reflète

ni la réalité de chaque type de crédit ni les conditions de la concurrence entre les banques ».

C'est donc plus de liberté : les établissements auraient-ils, à l'heure actuelle, celle de relever un peu leurs taux, comme certains en auraient peut-être besoin ? A ce sujet, la CFDT s'est inquiétée des « excès de la déréglementation », constatés ailleurs, et de leur conséquence néfaste sur l'emploi dans les banques. Inquiétude prémonitrice !

FRANÇOIS RENARD.

Les prêts bonifiés aux entreprises ramenés de 18 à 12 milliards de francs en 1986

La réforme du régime des prêts bonifiés aux entreprises, amorcée depuis un an avec la suppression de cinq procédures sur six et le maintien des seuls prêts bonifiés à l'investissement (PSI), se poursuit avec une modification profonde de ces PSI. Tout d'abord, leur enveloppe globale est réduite d'un tiers, passant de 18 milliards de francs en 1985 à 12 milliards de francs en 1986. Ensuite, pour atténuer l'effet de cette mesure sur les petites et moyennes entreprises, ces prêts leur seront entièrement réservés, à condi-

tion que leur chiffre d'affaires soit inférieur à 1 milliard de francs.

On a donc voulu exclure les grandes entreprises, pour deux raisons. La première est qu'elles peuvent trouver sur le marché financier des ressources à des taux désormais assez bas, voisins de celui du marché monétaire (un peu plus de 9 % actuellement), que ce soit par prêts bancaires ou au moyen des futurs billets de trésorerie (papier commercial). En outre, leur situation financière s'est notablement améliorée, avec un taux d'autofinancement passé de 63 % en 1983 à, peut-être, plus de 90 % en 1986. En outre, certaines pouvaient remplacer, plus cher, sur les marchés financiers (SICAV court terme), leurs emprunts bonifiés, ce qui constituait un abus. Rue de Rivoli, enfin, on ne veut plus « saupoudrer » ces emprunts, dont le coût, pour le budget, aura atteint 5 à 6 milliards de francs en 1985. On fera donc des économies.

Enfin, la distribution de ces PSI, dénommés désormais prêts bonifiés aux PME, sera élargie aux banques pour un montant de 2 milliards de francs par adjudication.

Reste à régler la situation des établissements de crédit à statut spécial (Crédit national, CREDIT agricole, CREDIT coopératif), dont l'activité va se trouver réduite. Pour leur permettre de continuer de servir les conditions moins onéreuses (elles se financent par émissions d'obligations), elles auront accès à des bons à court terme (deux ou trois ans), comme ceux émis par le Crédit foncier, à des taux moins élevés.

BANALISATION ET REDUCTION POUR L'ARTISANAT

Pour un volume identique à celui de 1985 (8,4 milliards de francs), les prêts à l'artisanat ne seraient plus bonifiés qu'à hauteur de 3,8 milliards de francs. Le reste (4,6 milliards de francs) sera distribué par les banques sous forme de prêts conventionnés, sans bonification, avec un « effort » de leur part, cela grâce à la baisse générale des taux, qui permet d'accorder des conditions aussi bonnes que celles d'aujourd'hui. Par ailleurs, la part des prêts bonifiés réservés aux Banques populaires, CREDIT agricole, CREDIT coopératif (7 milliards de francs en 1985 sur 8,4 milliards) sera limitée, en 1986, à 1,9 milliard de francs sur 3,8 milliards de francs. Le reste sera réparti entre les autres réseaux bancaires par adjudication.

Les billets de trésorerie seront, dans l'immédiat pratiquement réservés aux grandes entreprises

En refusant aux entreprises la possibilité de faire cautionner par les banques les « billets de trésorerie » (papier commercial) qu'elles émettraient sur le marché financier pour se procurer des ressources, la Rue de Rivoli a, volontairement, réservé aux grandes sociétés ou à celles dont la surface est suffisante le bénéfice de ce nouveau produit, du moins dans l'immédiat, et cela pour des raisons de sécurité. Sans doute, les établissements de crédit devraient-ils consentir aux entreprises émettrices une « ligne de substitution », mais cette « ligne » ne constitue qu'un concours en blanc destiné à assurer la seule « liquidité » de ces billets de trésorerie, c'est-à-dire la possibilité matérielle de leur remboursement ou de leur renouvellement, à l'échéance, sans garantie réelle de bonne fin.

C'est dire que l'an prochain, l'émission de ces billets ne devrait guère dépasser 10 à 15 milliards de francs, au bénéfice des entreprises solidement assises : IBM-France, Air Liquide, CGE, Saint-Gobain, Elf-Aquitaine, Total, L'Oréal, Moët-Hennessy, BSN, Bouygues, etc. Comme, au surplus, la création d'organismes d'évaluation des risques (rating) n'est pas envisagée avant plusieurs mois, sinon un semestre ou plus, les émetteurs devront montrer « patte blanche » : on ne prêtera qu'aux riches.

La Rue de Rivoli a, par ailleurs, donné satisfaction aux trésoriers d'entreprises en ramenant à un chiffre compris entre 5 et 10 millions de francs (plutôt 5, dit-on) contre 10 initialement le montant minimal de ces billets de trésorerie, concession qui devrait rendre le marché de ces billets plus actif.

En revanche, le ministère de l'économie maintient à 95 % du montant des billets le montant de la « ligne de substitution » des banques (les trésoriers demandaient 50 % à 70 % seulement, pour une question de sécurité toujours. D'une manière générale, les entreprises attendent de ce nouveau moyen de financement une plus grande souplesse d'utilisation pour la gestion des besoins et des excédents de trésorerie, une atténuation des frais bancaires grâce à leur affichage obligé

et à la concurrence supplémentaire qui devrait naître. Pour elles, l'appréciation du coût réel du crédit sera simplifiée, grâce à l'absence totale de toute notion de date de valeur ou de jour de banque dans le décompte des intérêts courus (vieux litige entre les banques et leurs clients).

LA COFACE POURRA DELIVRER DES GARANTIES AUX BANQUES ÉTRANGÈRES

Le ministre de l'économie, des finances et du budget et le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur ont décidé d'autoriser la Compagnie d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) à délivrer des garanties aux banques et établissements financiers non résidents, c'est-à-dire établis à l'étranger. Cette nouvelle disposition devrait permettre aux exportateurs français d'offrir à leurs acheteurs des financements en devises dans des conditions plus compétitives en s'adressant à des établissements situés à l'extérieur de nos frontières. Les banques françaises, en effet, n'ont pas toujours accès aux ressources les moins onéreuses.

Les pouvoirs publics voient, dans cette mesure nouvelle, une ouverture importante pour la réduction du coût des financements en devises que pourraient procurer les filiales étrangères des banques françaises, mises en concurrence, au surplus, avec les établissements étrangers. Leur application immédiate pourrait en être trouvée pour les ventes d'Airbus, notamment en crédit-bail (leasing). Cette mesure, on le remarque, constitue une novation, car, jusqu'à présent, la seule idée que le bénéfice des procédures de garantie de la COFACE, dont les engagements sont garantis par l'Etat, soit étendu aux banques étrangères, était rejetée avec horreur.

SANG ET SPECTACLE

Par Claude Julien
LE MONDE diplomatique NUMÉRO DE NOVEMBRE EN VENTE PARTOUT

Emprunt IBM France Financement

“J'achète un ordinateur IBM. IBM finance mon investissement...”

En effet, choisir des matériels IBM, c'est bénéficier de l'ensemble des services qu'IBM met à la disposition de ses clients. Parmi eux, l'offre financière d'IBM France Financement.

• des solutions souples et attractives de crédit-bail, adaptées aux investissements informatiques de chacun de ses clients.

• une équipe de spécialistes financiers qui analyse chaque problème en fonction du développement informatique de l'entreprise.

C'est pourquoi faire appel à IBM France Financement, c'est disposer d'un atout supplémentaire pour une meilleure rentabilité de l'investissement informatique.



شكرا من الأصل

ÉTRANGER

SOCIAL

Les banques japonaises jouent la carte chinoise

De notre correspondant

Tokyo. — Les milieux industriels et financiers japonais manifestent un nouvel engouement pour les potentialités du marché chinois, et les banques nippones en particulier lui témoignent un intérêt soutenu. Récemment la Banque Hokkaido Tokai (l'une des plus anciennes de l'île septentrionale du Japon) a mis sur pied avec la Chine un système de prêt en commun pour le développement industriel de la zone économique spéciale (c'est-à-dire ouverte aux investissements étrangers) de Shenzhen, non loin de Hongkong.

C'est la première fois que la Chine s'engage dans une opération financière de ce type avec une banque étrangère. Le nouvel organisme de crédit (sorte de « fonds » de développement) dispose d'un capital de 500 millions de dollars. Il a pour objectif de financer aux meilleurs taux d'intérêt les projets de développement de la zone, mais aussi de fournir des services divers (conseil, informations sur le marché, etc.) aux investisseurs étrangers.

La Banque Hokkaido Shenzhen a été choisie par la Chine parce qu'elle était l'une des premières à avoir ouvert un bureau de représentation à Shenzhen.

Des avantages substantiels

Avant la fin de l'année, trois ou quatre banques japonaises doivent ouvrir des succursales dans cette région. Les Chinois ont autorisé ces implantations à la suite de la récente décision du ministère des finances japonais de permettre à la Banque de Chine de transformer son bureau de représentation de Tokyo (lequel existe depuis 1980) en succursale (ce qui facilitera ses opérations d'émission d'emprunt sur le marché japonais).

Les Japonais eurent leur première « fièvre » chinoise en 1979-1980 au moment où Pékin décida d'ouvrir le pays à l'étranger, mais elle retomba brutalement deux ans plus tard à la suite de l'annulation par la Chine de projets industriels d'un montant de 300 milliards de yens.

Depuis le début de cette année cependant, elle a repris de plus belle, alimentée par un essor des exportations (celles par exemple des télévisions en couleurs qui sont passées de 400 000 unités en 1980 à 6 millions en 1985 ou celles des voitures : 86 000 unités contre 26 000 il y a quatre ans).

Les banques japonaises, pour leur part, moins sensibles aux aléas de la politique chinoise ont continué à s'implanter en Chine, actuellement dix-sept d'entre elles disposent de quarante-trois bureaux de représentations (à Pékin, Shanghai et Canton bien sûr, mais aussi à Balian et Tianjin). La première à avoir joué la carte chinoise fut la Banque de Tokyo (correspondante de la Banque de Chine depuis 1958) suivie de la concurrente traditionnelle, la Banque industrielle du Japon. La Daiichi Bank, la plus importante, a pour sa part quelques difficultés en

Chine en raison de ses liens avec Taiwan.

L'ouverture de la Chine à l'étranger ne va pas jusqu'à accorder aux banques étrangères l'autorisation d'opérer librement. Les trois ou quatre banques japonaises, qui seront bientôt autorisées à ouvrir des succursales dans la région de Shenzhen, consolideront néanmoins leur implantation. D'une manière générale, les banquiers japonais estiment que la Chine devra recourir de plus en plus aux prêts commerciaux pour financer ses projets (jusqu'à présent, la majorité des financements extérieurs obtenus par la Chine sont d'origine gouvernementale).

Dans son rapport de septembre dernier, la Banque mondiale a d'ailleurs souligné la nécessité pour la Chine de faire appel aux banques privées, les prêts gouvernementaux étant limités à 600 millions de dollars par an.

Les banques étrangères peuvent jouer un rôle de catalyseur dans les investissements en Chine. C'est ce que pensent les banquiers japonais. Jusqu'à présent, les investissements étrangers en Chine ont progressé plus lentement que prévu : 4,8 milliards — contre 10 milliards attendus — dont 1,3 milliard était destiné au secteur pétrolier et 2,4 milliards avaient pour origine les Chinois d'outre-mer.

Les Japonais s'estiment bien placés. Ils font d'ailleurs tout pour l'être, accordant aux Chinois des avantages financiers substantiels : ainsi, lorsqu'en septembre dernier la Banque de Chine émit un emprunt de 30 milliards de yens sur le marché financier japonais, elle obtint des conditions défiant toute concurrence.

Les banquiers japonais ont, en outre, l'avantage de disposer pour l'instant de surliquidités. Enfin, leur tactique, comme d'ailleurs celle des industriels, a toujours consisté à tisser une trame, quitte au début à perdre de l'argent. Tôt ou tard, les uns et les autres ont presque toujours recueilli les fruits de leur présence.

PHILIPPE PONS.

LÉGÈRE BAISSÉ DU CHOMAGE EN RFA

Le nombre de chômeurs en RFA a très légèrement baissé en octobre (- de 0,13 % en données brutes, par rapport au mois précédent), pour se situer à 2 148 800. Le taux de chômage par rapport à la population active salariée est revenu à 8,6 %, contre 8,7 % en septembre et 8,9 % en août. En un an (octobre 1985 comparé à octobre 1984), le nombre des chômeurs a augmenté de 0,2 %. En données brutes, il n'avait jamais été aussi élevé pour un mois d'octobre depuis trente-cinq ans.

En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des chômeurs continue de baisser, comme il le fait depuis juin : s'étant situé à 2 286 000, il a diminué de 0,5 % par rapport à septembre, mois au cours duquel il était repassé sous la barre des 2,3 millions, pour la première fois depuis six mois. — (AFP.)

Une compagnie d'assurances dans les pays nordiques pour les conflits sociaux

De notre correspondante

Copenhague. — A l'issue de longues négociations entamées en 1981, les fédérations patronales du Danemark, de Suède, de Norvège et de Finlande se sont mises officiellement d'accord pour créer ensemble une compagnie mutuelle d'assurances destinée à couvrir les pertes et dommages engendrés par leurs entreprises lors de conflits sociaux.

Cette compagnie prendra le nom de Mutuelle d'assurance des employeurs nordiques (MAEN), et, bien que trois des quatre fondatrices n'appartiennent pas à un pays membre de la CEE, il a été décidé de placer son siège social à Luxembourg.

Le problème le plus important a été celui de la fixation des montants des primes. Celles-ci ont été calculées en se référant

au chiffre moyen des sommes que les membres ont versées à leurs adhérents à l'occasion des différents conflits qui ont eu lieu ces dix dernières années. La couverture des risques ne commencera qu'à partir de 1987.

Il semble que les grèves et l'agitation qui se sont produites ce printemps au Danemark et en Suède et, à un moindre degré, en Norvège et en Finlande, aient contribué à hâter la mise en route concrète de ce projet. Les organisations patronales des « États frères », comme leurs grands syndicats, sont traditionnellement habitués à collaborer étroitement dans de très nombreux domaines. En outre, nombre de leurs entreprises sont dépendantes les unes des autres pour la fourniture de sous-traitance, par exemple.

CAMILLE OLSEN.

Inquiétudes sur la décentralisation en matière sanitaire et sociale

L'UNIOSS (Union interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux), qui réunit un grand nombre d'associations gestionnaires de services — souvent importants — s'inquiète du projet de « loi particulière » sur la décentralisation adopté au dernier conseil des ministres. Ce texte adapte la législation sanitaire et sociale à la décentralisation en précisant notamment les conséquences des transferts de compétence entre l'Etat et les collectivités locales, les conditions d'autorisation de création et de fonctionnement des services sociaux et des établissements, en assurant une cohérence des actions, par une coopération entre les partenaires. Il se donne aussi comme objectif de maîtriser les dépenses tout en donnant des garanties aux usagers et une sécurité minimale aux gestionnaires des établissements et des services.

L'UNIOSS s'inquiète de la compétence « discrétionnaire » accordée par le texte aux conseils généraux : ceux-ci ne sont plus obligés de financer les services qui répondent à des besoins reconnus et sont conformes aux normes, comme l'était l'Etat auparavant. De même,

elle redoute la possibilité laissée aux collectivités locales de dénoncer les conventions avec les associations en cas de « charge excessive » pour elles : l'UNIOSS souhaite des références claires sur ce point. Elle demande que le schéma départemental des organismes sanitaires et sociaux ne soit pas un simple inventaire, mais précise les besoins et prévoit une possibilité de révision ; enfin elle demande qu'un conseil départemental du développement social soit instauré pour assurer la concertation.

• Grève des dockers largement suivie. — La grève de vingt-quatre heures des dockers de la CGT, le mardi 5 novembre, a été très largement suivie, avec des taux de participation de 100 % dans pratiquement tous les ports. La CGT voulait protester par cette action, accompagnée d'occupations de sièges patronaux, contre la « déclaration de guerre » de M. André Fossorier, président de l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM), affirmant que les effectifs des dockers (12 170) devaient diminuer d'environ 20 %.

La fnac. L'oxygène de la tête.

- 20% en permanence sur tous les nouveaux enregistrements pendant les 2 mois qui suivent leur sortie.

Emprunt IBM France Financement

... en plus, je souscris à l'emprunt.
MAIS CHUT, cela sort de mes activités professionnelles."

IBM France Financement émet, pour un montant de 750 millions de francs, un emprunt en deux tranches aux caractéristiques suivantes :

- durée : 8 ans - amortissement : in fine - nominal : F 5000 par obligation.
- F 250 millions à taux annuel monétaire (T.A.M.) + 0,25 %, - prix d'émission : le pair.
- F 500 millions à taux révisable annuellement (T.R.A.), - prix d'émission : F 4925 - taux d'intérêt du premier coupon : 11,60 %, - coupons suivants : taux d'intérêt annuel égal à 95 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés.

Une note d'information, qui a obtenu le visa COB n° 85-340 en date du 29.10.85, est disponible sans frais au siège de la Société. BALO du 4.11.85.

IBM France Financement



Pour en savoir plus : Retenez ce coupon-réponse à IBM France Financement. Tour Générale, 92088 PARIS-LA DEFENSE, Tél. 42.91.88.62.

Nom :
Société :
Adresse :

(Publié)

DES JANVIER ETUDIEZ AUX USA

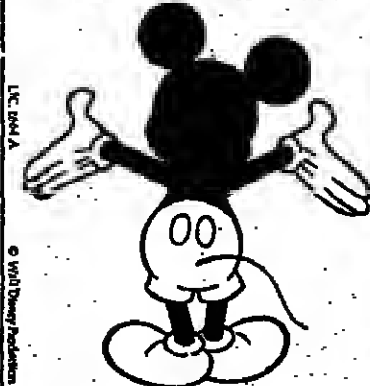
Deux une grande université de Californie ou Florida, soit pour améliorer votre anglais, soit pour y commencer des études (BA, MA, Master, Ph.D.). Cours, hébergement, repas, un permis de séjour de 40.000 F. Doc. contre 5 timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA - Inc.

U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Nanterre. 722-94-94.

L'échappée belle en Floride.

Cette échappée belle au pays de Disneyworld à 5050F par personne sentend pour une famille de 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans partageant la même chambre. Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses : 1 rue Scribe, 75009 Paris.



8 JOURS 5050 F

- Aller retour compris.
- Hébergement.
- 2 nuits à Miami.
- 5 nuits à Orlando.
- Voiture comprise.

VACANCES FABULEUSES PANAM

SOCIAL

LES ACCORDS « DÉROGATOIRES » SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Des directeurs départementaux du travail plutôt pragmatiques

L'administration du travail, dit-on, fait preuve de bienveillance, sur le terrain, vis-à-vis des entreprises qui dérogent à la réglementation sur le temps de travail, même quand elles sortent de la légalité (« le Monde Economique » du 5 novembre). Un petit tour dans les directions départementales du travail révèle tout d'abord une grande réticence à livrer son sentiment sur le sujet. A l'habitude de la réserve du fonctionnaire - « adressez-vous à mon ministre » - s'ajoute, dans certains cas, une absence de sensibilité à une question qui ne se pose pas dans le département.

Ainsi, tout en relevant qu'il n'y a pas eu dans son secteur géographique de sanction contre les entreprises ne respectant pas la réglementation, un directeur départemental du travail de la région parisienne ajoute : « Il y a assez peu d'accords dérogatoires, et ce n'est pas la préoccupation majeure de nos services. Personnellement, je n'ai pas de philosophie sur ce point ».

Dans un autre département du Nord-Ouest, où une entreprise de carrosserie est connue pour avoir mis en place un système de « banque d'heures » pour ses salariés qui est plutôt dérogatoire, le directeur du travail observe que « la pratique de l'administration est réduite », l'aménagement du temps de travail avec des « méthodes modernes et innovantes » ne récoltant « guère d'échos chez les porteurs sociaux ». Il y a, ajoute-t-il, « une résistance à la modulation des horaires ».

« Au coup par coup, indique-t-il, l'administration est mise devant des situations tout à fait nouvelles qui ne répondent à aucun cadre légal ou réglementaire. L'assouplissement est à la mode ».

L'ordonnance du 16 janvier 1982 sur le temps de travail admet, sous certaines conditions, que des accords d'entreprise dérogent à ses dispositions. Mais en cas de modulation de la durée hebdomadaire pour des entreprises saisonnières, elle prévoit que les heures effectuées certaines semaines au-delà de 39 heures « ouvrent droit à une majoration pour heure supplémentaire ou repos compensatoire ». Or certaines entreprises ne respectent pas ce principe et, en cas de modulation, accordent des récupérations forfaitaires sans payer les heures supplémentaires. Elles sortent du cadre légal. Que fait l'administration ?

En pleine mutation

« Il faut regarder concrètement », répond ce directeur départemental du Nord-Ouest, ce qui a motivé l'entreprise qui a conclu un tel accord. La recherche de la sanction ne m'apparaît pas fondamentale. Une approche pragmatique s'impose dans un premier temps. Il y a quelques années, en dressant procès-verbal à une clinique privée où les infirmières voulaient bloquer leurs heures sur quatre jours, l'administration s'était mis à dos et le personnel et la direction...

Dans son pragmatisme, ce directeur départemental admet que des expériences d'entreprises puissent anticiper une évolution de la législation « sauf si des droits légitimes sont bafoués ». « On peut imaginer, souligne-t-il, des solutions qui ne cadrent pas avec le strict respect de la réglementation du travail ; mais il faut observer la position des deux parties, la direction et les représentants du personnel. Une absence de formalisme que l'on retrouve chez un autre directeur

départemental du travail dans le Sud-Est qui, lui non plus, ne voit pas arriver les accords dérogatoires « par trains entiers ».

« On entre pas à pas, affirme-t-il, dans un autre type de société. On nage dans une relative illégalité depuis un an ou deux. Chacun essaye de s'en tirer comme il peut. Sur les contrats à durée déterminée ou sur le travail temporaire, la légalité est violée en permanence. On est en pleine mutation... » Pour ce directeur départemental, la solution n'est pas le recours systématique au procès-verbal.

« La boussole est déréglée. Dans l'administration, certains tiennent à faire appliquer la réglementation, mais du côté de la justice on est un peu plus réticent. On estime que le jeu n'en vaut pas la chandelle et qu'on ne doit pas poursuivre les gens pour des bêtises. La vie fait qu'on s'organise autrement, et l'administration, souvent, laisse aller. A mon avis, elle a raison. La philosophie du laisser-faire s'installe et l'économique l'emporte sur le social. C'est la tendance majoritaire ».

On peut admettre l'évolution et... rester vigilant. Tel est le cas de ce directeur départemental du Sud-Ouest. « Dans une situation économique telle qu'on la constate, dit-il, ce qui nous serait apparu aberrant il y a quelques années, nous paraît admissible maintenant. » Mais les grandes idées sont une chose et... l'application de la réglementation en est une autre : « Mes inspecteurs du travail qui tombent sur des infractions à la durée hebdomadaire ou aux heures supplémentaires ne font que leur devoir en dressant des procès-verbaux. » Libre ensuite au parquet d'engager ou non des poursuites...

M.N.

SELON UNE ÉTUDE DU PATRONAT DE LA MÉTALLURGIE

Le taux de syndicalisation en France serait tombé de 20 % à 15 % en dix ans

Dans une étude sur « l'audience des organisations syndicales », l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM, patronat de la métallurgie) estime que « le taux de syndicalisation est probablement tombé de 20 % il y a dix ans à 15 % ». Partant du constat communément admis que « la plupart des centrales ont tendance à gonfler largement les chiffres » et que ces derniers sont « entourés d'imprécisions », la note de l'UIMM passe en revue chaque confédération. Pour 1983, la CGT revendiquait officiellement 1 622 095 adhérents (retraités inclus), soit un huitième de la population active du tiers de ses effectifs.

Selon l'UIMM, qui se base sur « les données publiées par le Courrier confédéral » (publication interne de la CGT), la centrale de M. Henri Krasucki ne comptait en fait que 980 000 adhérents actifs en 1983 (-16,2 % sur un an) et 835 000 en 1984 (-13 %). Lors de son récent congrès, la fédération CGT des capitaines et officiers de la marine marchande, qui conteste les positions de la direction confédérale, parlait d'une confédération « réduite à moins de 800 000 actifs ».

Les hauts et les bas de la CGT

« De 1975 à 1984, affirme l'UIMM, il semble donc qu'elle ait perdu plus de la moitié de ses adhérents ». Une érosion spectaculaire qui serait due à un « turnover très élevé » (le taux de non-reprise de cartes serait passé de 14,6 % en 1978 à 19,8 % en 1979 et à plus de 25 % en 1983) et à un recrutement d'adhérents nouveaux « particulièrement faible » (130 000 en 1983 et plus de 100 000 en 1984). Or il faudrait au moins 200 000 adhérents nouveaux par an pour stabiliser les effectifs.

Rappelant que la CGT a connu dans son histoire des hauts et des bas pour ses effectifs (près de 5 millions fin 1937, 2 850 000 fin 1939, après une nouvelle scission, et 5 850 000 en 1946), l'UIMM souligne qu'« il convient donc de ne pas préjuger trop vite un déclin irrémédiable de la CGT ».

En 1984, selon cette étude patronale, la CGT n'aurait augmenté ses effectifs que dans onze départements (avec des pointes sur deux ans dans le Gard, + 63,1 %, la Mayenne, + 42,7 %, et le Var, + 38,1 %), mais, à l'exception de la Seine-Maritime et des Hauts-de-Seine, elle « se maintient plutôt mieux dans les départements où elle dispose d'une forte implantation ».

Quant à la fédération de la métallurgie, elle aurait connu un « recul de ses effectifs très important ». « Le nombre d'adhérents, assure l'UIMM, est ainsi passé de 422 000 en 1974 à 307 070 fin 1977 et à 264 224 fin 1978... En octobre 1983, ce nombre est tombé à 132 267. Et en octobre 1984, la FTM-CGT comptait 103 916 cartes payées (ce chiffre ne concerne que les dix premiers mois de l'année). On peut en déduire que, sur une année pleine, la métallurgie CGT réduirait à « placer » entre 104 000 et 125 000 cartes. Donc, en un an, le recul atteint 21,5 % ».

Pour la CFDT, la note de l'UIMM reprend une thèse déjà évoquée par M. Hubert Landier dans son livre *Demain, quels syndicats ?* (au Livre de poche), selon laquelle elle majora de 30 % le nombre de ses « cotisants réguliers » (à raison de 9 timbres) pour obtenir le nombre de ses adhérents. Pour 1983, elle revendiquait ainsi 681 000 « cotisants réguliers » et 855 671 adhérents (retraités exclus). Officiellement, constate l'UIMM, « par rapport à 1976, année qui a marqué le point culminant, les effectifs de la CFDT ont reculé de 25 % ». Et, depuis 1981, la part du secteur privé a « dégringolé de 10 points », passant de 45,4 % à 35,8 %.

5 % de syndiqués dans la métallurgie

L'étude ne livre pas une estimation du nombre « réel » d'adhérents de la CFDT, se contentant d'indiquer que les chiffres de cotisants réguliers semblent « sensiblement surestimés ». Mais elle relève que le nombre d'adhérents de la fédération de la métallurgie CFDT « a chuté de 120 000 en 1975 à 84 000 (non compris les mineurs intégrés entre-temps) en 1983, soit -30 % ». Le patronat de la métallurgie en déduit que dans sa branche « le taux réel de syndicalisation serait passé de 25 % à 5 % ».

L'UIMM reprend à son compte le scepticisme de certains observateurs sur la « fiabilité » des chiffres de FO (officiellement 1 550 000 cartes payées en 1982), notant que le mensuel « FO Magazine » « remis en principe à tous les adhérents, n'est tiré qu'à quelque 720 000 exemplaires ». Le nombre d'adhérents que « laisse supposer » le score électoral de FO « serait de quelque 600 000, soit près de 70 % de ceux (réels) de la CGT ». Mais, « à l'évidence, FO se développe dans les secteurs où le découragement

est le plus élevé ».

Selon l'étude de l'UIMM, la CFDT (qui déclarait officiellement 280 000 adhérents en novembre 1984) est « éparpillée » par la crise du syndicalisme, se trouvant « en progression incontestable ». Au congrès de 1984, on peut estimer que les délégués représentaient 222 875 adhérents, mais pour 1983 l'étude conclut que « les effectifs réels seraient de l'ordre de 200 000 ». Quant à la CGC (qui déclarait 299 068 adhérents pour 1983 soit une baisse de 2,78 %), elle a quadruplé le nombre de ses sections syndicales de 1970 à 1981, mais, « d'après les éléments du budget confédéral, le chiffre réel des adhérents devrait être de l'ordre de 150 000 ».

Si l'on se base sur les résultats de cette étude, les cinq centrales syndicales représentatives syndiquaient pour 1983 environ 13,85 % des salariés, le taux de syndicalisation de 15 % mis en avant par l'UIMM étant obtenu en rajoutant les effectifs de la FEN et des syndicats « autonomes » et « indépendants ». Les confédérations ne manqueraient pas de contester cette étude, qui ne prend pas en compte leurs chiffres officiels et qui émane de surcroît d'une organisation patronale. Elle ne fait pourtant que reprendre des estimations couramment admises. Estimations qui le restent tant que les centrales syndicales ne se décident pas à faire toute la clarté sur leurs chiffres pour en assurer une totale fiabilité. Peut-être saisiront-elles l'occasion d'un « changement de conjoncture » en 1986, qui, selon le patronat de la métallurgie, « peut redonner une vigueur nouvelle aux syndicats ».

MICHEL NOBLECOURT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMINDO S.A.

Le conseil d'administration d'IMMINDO S.A. réuni le 24 octobre 1985 a pris connaissance de l'activité de la société depuis le début de l'année.

Au cours de cette période, les conditions d'exploitation du patrimoine se sont poursuivies de manière satisfaisante. L'intégralité des surfaces commerciales était louée et le taux d'occupation des immeubles d'habitation est resté proche de 100 %.

Les recettes locatives des six premiers mois de l'exercice se sont élevées à 15 925 970 F contre 15 015 011 F durant la même période de 1984, soit une progression de 6,06 %.

La situation comptable au 30 juin 1985 fait apparaître un bénéfice de 12 517 459,80 F après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 1 669 923,66 F.

Par ailleurs le conseil d'administration d'IMMINDO S.A. a approuvé le projet de fusion par absorption de la Société Coopérative du Bâtiment et des Travaux Publics FOCOBAT.

Cette société a le même objet qu'IMMINDO S.A. et est soumise au même statut juridique et fiscal similaire. Son patrimoine se compose de trois immeubles représentant 78 appartements et 545 m² de surfaces commerciales, situés

respectivement à Enghien-les-Bains (95), Sèvres - Cheville (92) et Poissy (78).

Le conseil d'administration de FOCOBAT a approuvé le projet de fusion le 28 octobre 1985. La partie d'échange retenue est d'une valeur de 1 500 000 F. Le projet de fusion FOCOBAT. En rémunération des apports de celle-ci, le capital d'IMMINDO S.A. augmenterait d'une somme de 7 250 000 F et serait ainsi porté à 132 250 000 F.

Les actionnaires des deux sociétés seront convoqués en assemblée générale extraordinaire le 11 décembre 1985 pour FOCOBAT, le 12 décembre 1985 pour IMMINDO S.A.

Sous réserve de leur approbation, la fusion prendra effet le 1^{er} janvier 1986.

AMERICAN BRANDS, INC.

Le conseil d'administration d'American Brands, Inc. annonce la mise en paiement, le 2 décembre 1985, d'un dividende trimestriel de 97,5 cents par action ordinaire pour les actionnaires inscrits sur les livres de la société à la date du 7 novembre 1985.

Il sera également mis en paiement, le 10 décembre 1985, un dividende trimestriel de 68,75 cents par action de préférence de \$ 2,75 et de 66,75 cents par action de préférence convertible de \$ 2,67 pour les actionnaires inscrits à la date du 7 novembre 1985.

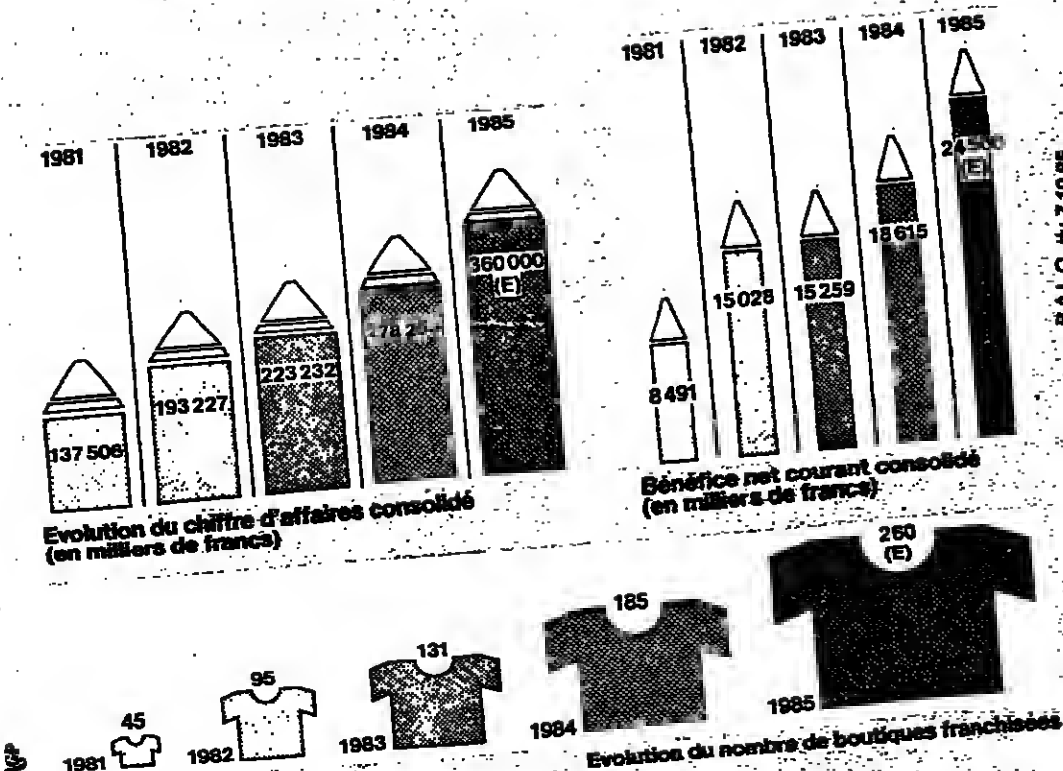
G.H. MUMM & Co

Les assemblées générales extraordinaires des actionnaires et associés des sociétés G.H. Mumm & Co, Champagne Heidsieck & Co Monopole, SCI de Marzilly et Société civile d'exploitation viticole de l'Encluse de Neursais se sont réunies le 30 octobre 1985 et ont décidé, de procéder à la fusion-absorption des trois dernières sociétés citées par G.H. Mumm & Co.

A la suite de cette fusion, le capital social de G.H. Mumm & Co a été augmenté d'une somme de F 84 000, compte tenu des actions déjà détenues par elle dans le capital des sociétés absorbées, et porté de F 165 709 000 à F 165 793 000, divisé en 828 965 actions de F 200 chacune.

Le conseil d'administration de G.H. Mumm & Co, qui s'est réuni à la suite de la tenue de l'assemblée générale extraordinaire, a pris connaissance des comptes consolidés du premier semestre 1985 qui se soldent par un bénéfice d'exploitation, calculé avant frais financiers et charges exceptionnelles, de F 53 362 000, contre F 14 555 000 au 30 juin 1984, et un bénéfice net de F 43 177 000 au lieu d'une perte de F 21 677 000.

alain manoukian



Bénéfice net courant consolidé (en millions de francs)



S.A.L.O. du 7.10.85



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
ET MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3766

La compagnie des phosphates de Gafsa lance un appel d'offres international en vue d'acquies les équipements d'exploitation destinés à l'exploitation des carrières de phosphates du bassin de Gafsa :

1. Bât (1) charpente sur poutres 375 CV 10 L.
2. Sé (1) camion benne 32 t motorisé.
3. Dér (10) engins de forage.
4. Dér (10) compresseurs adaptés.

Les soumissionnaires intéressés par ces lots peuvent retirer le dossier d'appel d'offres contre le paiement de 30 000 DT (chèque ou mandat) à notre service général, 3, rue du Royaume d'Arabie saoudite, 1033 Tunis.

Les offres et lettres françaises doivent parvenir au siège de la direction des achats de la CGO, 2199 Mohamed (Tunis) avant le 5/12/1985 à 10 heures.

L'ouverture des offres devra obligatoirement porter la mention suivante :
« Appel d'offres NP 3766 »
Enveloppe de soumission :

Ne pas ouvrir avant le 5/12/1985.

L'ouverture des plis aura lieu le 6/12/1985 à la direction des achats à Mohamed à 10 heures.

Toute offre présentée par télécopie après la date indiquée ci-dessus ou sans pli scellé est considérée nulle.

SUICIDE DES JEUNES : L'ÉNIGME

St-Mandé L'ÉDUCATION NUMÉRO DE NOVEMBRE EN VENTE PARTOUT

هكذا من الأصل

Le Monde

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Une peau humaine artificielle atteinte de psoriasis est fabriquée

Une équipe française a réussi à fabriquer en laboratoire, à partir de peaux humaines artificielles, un modèle de psoriasis, maladie dermatologique très fréquente dont l'origine demeure inconnue. Cette première sera publiée dans le prochain numéro de l'hebdomadaire américain *Science* (1). Après d'autres résultats spectaculaires concernant la fabrication in vitro de peau humaine artificielle (*Le Monde* du 27 avril et du 15 mai), cette expérience confirme l'avance des équipes françaises dans ce domaine.

Pour la première fois, l'équipe du service de dermatologie de l'hôpital Henri-Mondor (docteur Philippe Saïag) est parvenue à reconstituer in vitro une peau humaine artificielle atteinte de psoriasis. Un travail qui a fait original et réussi grâce à ce nouvel et extraordinaire outil d'étude que constituent les cultures in vitro de cellules cutanées. Les chercheurs ont notamment pu associer certaines cellules (fibroblastes) provenant de peaux de malades à des cellules provenant d'épidermes normaux.

Ils ont alors observé que les fibroblastes psoriasiques avaient la faculté de déclencher une croissance anormale d'autres cellules (kératinocytes) de la peau normale, qui ne peut contrôler ce processus. « L'anomalie principale qui caractérise la lésion de l'épiderme psoriasique est ainsi pour la première fois reproduite in vitro, nous a expliqué le docteur Saïag. De plus son origine dermatique est fortement suggérée. »

Les chercheurs français pensent ainsi tenir la clé de l'énigme du psoriasis, une maladie de peau très répandue (elle touche entre 2 et 4 % de la population), souvent bénigne mais particulièrement invalidante.

Le psoriasis se caractérise par l'apparition en divers endroits du corps de larges taches rouges recouvertes de squames. Cette affection chronique résiste souvent aux différents traitements mis en œuvre, qui ont, d'ailleurs, des effets sur les symptômes et non sur la cause première de la maladie. Jusqu'à présent, un vrai casse-tête thérapeutique. Grâce aux expériences sur la peau artificielle, il apparaît donc aujourd'hui que la lésion principale du psoriasis se situe au niveau des fibroblastes du derme.

On savait les équipes françaises — notamment celle de l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon (professeur Jean Thivolet) et celle de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (professeurs René-Louis Touraine et Louis Dubertret) — particulièrement bien placées dans la compétition internationale visant à fabriquer in vitro un équivalent artificiel de

peau humaine. La maîtrise des cultures de cellules cutanées ouvre donc dès maintenant de nouvelles perspectives pour la compréhension de la biologie du tissu cutané et des mécanismes physiopathologiques impliqués dans l'apparition de certaines affections dermatologiques.

Sur ce dernier point, il s'agit d'un premier résultat qui, s'il n'apporte pas dans l'immédiat la guérison du psoriasis, offre néanmoins de nouveaux et solides espoirs.

JEAN-YVES NAU.

(1) *Science* daté du 8 novembre. La publication est signée de MM. P. Saïag, B. Coulomb, C. Lebreton, L. Dubertret (laboratoire de dermatologie, hôpital Henri-Mondor de Créteil) et E. Bell (Massachusetts Institute of Technology, Cambridge).

AU CHILI

Arrestations et attentats pour la première journée de « protesta »

Santiago-du-Chili (AFP). — Des dizaines de blessés, plus d'une centaine d'arrestations et d'importantes coupures d'électricité provoquées par des attentats ont marqué, mardi 5 novembre, la première des deux journées de protestations organisées par l'opposition au régime militaire du général Pinochet.

Quatre jeunes gens — dont un enfant — ont été blessés par balles dans la capitale au cours des affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants. Ces derniers réclamaient, à l'appel du Commandement national des travailleurs (CNT), la libération des six dirigeants syndicaux emprisonnés.

La police a signalé une quinzaine d'attentats à la bombe depuis lundi soir, qui ont détruit des poteaux électriques, un tronçon de voie ferrée et un bâtiment de la municipalité de San-Miguel, au sud de Santiago.

Le mouvement élandesin Front patriotique Manuel-Rodriguez a revendiqué les sabotages dans des appels téléphoniques à plusieurs journaux et radios. Au cours de la journée, un important dispositif policier, renforcé par des militaires, s'était déployé dans la capitale. Les

forces de l'ordre ont utilisé des canons à eau et des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

Les principales villes du pays ont, d'autre part, été partiellement paralysées dès le matin par la grève, qui a surtout affecté les transports publics, et un absentisme important dans les écoles et les bureaux.

Au moins une centaine de personnes ont été arrêtées dans la journée. A Santiago, soixante-sept demandes de libération ont été déposées en faveur de personnes gardées à vue. A Valparaíso, vingt-deux étudiants ont été arrêtés dans la journée à proximité de l'université catholique, alors qu'ils participaient à une manifestation avec des dockers en grève depuis une semaine. Quinze autres personnes ont également été arrêtées à Puenta-Arenas, au sud du pays, et des incidents se sont aussi produits dans les universités de Concepcion et d'Antofagasta.

Cette protestation ne semble pourtant pas avoir suscité un large soutien de la population et n'a pas réussi à perturber sérieusement les activités de la capitale. Le mouvement devait se poursuivre ce mercredi.

Sur le vif

A vous, mesdames

En Israël, c'est pas comme chez nous, les policiers n'ont pas le droit de manifester. Alors, hier, à Jérusalem, leurs femmes les ont remplacés. Elles sont descendues par dizaines dans la rue et elles ont défilé en hurlant : du fric pour les flics. Et eux, pendant ce temps-là ? Ils regardaient passer le cortège mine de rien. Tout en veillant au maintien de l'ordre. Histoire d'éviter les débordements et les incidents. Service, service.

Une riche idée. Pleine de possibilités inexplorées. Quand on pense à tous les malheureux muselés par l'obligation de réserve ! Tenez, l'autre jour encore à Lorient, ce corps de pompiers cégétistes pourtant pleins de bonnes intentions. Ils voulaient lui faire sa fête au chef de l'Etat. Ils l'ont accueilli à hauts cris. Ça l'a égayé. C'est vrai, ça lui cassait les oreilles. Du coup, on les a virés, dissous. « Mitterrand-trahison », si ça avait été scandé par leurs nans, je suis sûr qu'il aurait mieux supporté, le président. Ça aurait été plus musical, moins stressant.

C'est comme pour les militaires. Arnold, son opinion sur nos blindés, personne ne la lui demandait. Sans le garder pour lui, il pouvait le donner à la générale. Elle en aurait fait part, entre un petit four et une tasse de thé, à d'autres femmes d'officiers, et c'est bien le diable si, de proche en proche, ce n'était pas revenu en haut lieu. Qu'ils se soient ouverts les yeux. Mais il les aurait fermés. Il n'aurait quand même pas suspendu madame et l'empêcher de s'acquiescer de ses fonctions d'épouse.

Les ministres, c'est pareil. Ils ne peuvent pas se plaindre publiquement les uns des autres et protester pour obtenir plus de sous ou plus d'autorité. Rapport à la solidarité gouvernementale. Chevalement l'a dit : lui, il est obligé de fermer sa gueule. Pas sa femme. Qu'est-ce qu'elle attend pour l'ouvrir ? Michèle Rocard ne s'est pas gênée, elle... Imaginez un peu qu'on lui d'inviter Fafa, Béré ou Robespierre, un fease passer ces dames à « l'Heure de vérité ». C'est ça qui serait chouette. Et instructif.

CLAUDE SARRAUTE.

« Printemps 86 » livre à l'opposition des projets de lois « clés en main »

M. René de Laportelière a présenté mardi 5 novembre les travaux de *Printemps 86* (1), qu'il anime. Il a notamment expliqué que ce « groupe de production politique » s'est fixé deux objectifs : « Apporter à l'opposition des textes issus de la société civile et non de l'administration », « éclairer le débat d'ici mars prochain, afin que le vote de 1986 ne soit pas un vote de rejet comme en 1981 mais un vote sur des propositions claires, cohérentes et connues des Français. »

Le trésor qu'un membre du groupe privé de production politique *Printemps 86* fait chaque soir enfouir dans un coffre de banque pour le récupérer chaque matin est d'un genre particulier : un jeu de disquettes informatiques sur lesquelles sont progressivement transcrits des projets de textes législatifs et réglementaires.

Il y en a vingt-cinq pour le moment. Lorsque le nombre de ces fantômes de lois et de décrets aura atteint le cinquantaine, le trésor sera

complet. Au cœur des exposés des motifs et articles progressivement signés, une unique préoccupation : rétablir le lien entre le pouvoir et le peuple — l'emprise, dit *Printemps 86* — de l'Etat sur la vie collective, donner ou rendre à la société civile tous les rôles dont elle s'est laissée déposséder au fil des années. En un mot : libérer, ultra-libérer, traduire en volontés à gauche.

M. René de Laportelière, quarante-six ans, cadre supérieur de banque en congé volontaire, et ses collaborateurs de *Printemps 86* ne sont allés chercher nulle part leur collection de pierres philosophiques législatives : ils la fabriquent, jour après jour, depuis 1984, soutenus par leur credo libéral, la bienveillante attention de l'opposition — partis et clubs de réflexion — et les subsides de ceux que M. de Laportelière et son groupe ont gagnés, dans le privé, bien sûr.

Cet ancien officier de carrière, sorti de Sciences-po à dix-neuf ans, fasciné par son expérience sabaïenne, avait déjà derrière lui une carrière, quinze années passées au Crédit lyonnais dont il a mis en place le réseau allemand, lorsque vint l'alternance politique.

Dès le lendemain, ou presque, du 10 mai 1981, M. de Laportelière s'engagea au RPR. « Je voulais sauver ce qui pouvait l'être », explique-t-il, « empêcher l'utilisation de la banque comme outil politique. »

Première phase, donc, la résistance. Seconde étape : « J'ai souhaité sensibiliser les dirigeants du RPR à la nécessité de soumettre les banques aux lois du marché ». Vox clamans in deserto ? M. de Laportelière ne le dit pas. Il constate seulement que, lorsque l'on veut d'adresser aux politiques, on est le plus souvent en face de hauts fonctionnaires « qui reproduisent indéfiniment le même modèle culturel ». Et d'ajouter : « J'avais besoin d'aller au-delà de ce qu'il était politiquement possible à Chirac de dire sans le gêner. »

Octobre 1984 : M. de Laportelière quitte en même temps la banque et le RPR. Il a assés ses arrières en obtenant de certains de ses anciens clients de quoi lui assurer pendant un an l'équivalent de son ancien salaire et le « plus » de l'aide.

Printemps 86 démarre, trouve de la même façon ses assises financières : 3 millions de francs de budget (« Aucune aide ne représente plus de 10 % du total ; je ne reçois rien du RPR »), et se lance à la recherche du temps libéral perdu. « Bien avant 1981, concède volontiers M. de Laportelière. Mais 1981 et surtout le providentiel gouvernement Mauroy, première manière, ont créé le choc salutaire. »

Subsidiarité

Une bénédiction en effet pour ce catholique qui invoque souvent le principe de subsidiarité (ne jamais confier à un échelon supérieur — Etat, région... — ce qui peut être accompli par un échelon inférieur — individu, famille, commune) — cher à la doctrine sociale de l'Eglise.

Pour abolir « l'angoisse d'une socialisation inversible », pour rompre la pente de la socialisation lente baptisée libéralisme avancé, M. de Laportelière et ses treize collaborateurs (dont cinq à temps partiel) lancent la machine *Printemps 86* dans un inventaire détaillé des carences, travers et moyens de redressement libéral de tout ce qui concerne l'économie, le social, l'éducation.

Deux « chantiers » consacrés aux grands domaines, autant de schémas de propositions et les bibles scrites des textes : *Printemps 86* n'a pas ménagé ses efforts pour « engager en quatre-vingt dix jours le processus de privatisation », le moment venu.

Quelque cinq cents experts et spécialistes ont été consultés par M. de Laportelière et ses collaborateurs entourés des avis d'un conseil politique et d'un conseil consultatif. Le premier est composé de MM. Alain Juppé et Jacques Toubon pour le RPR et de MM. Alain Madelin et Charles Millon pour l'UDF. Dans le second, on trouve des nouveaux économistes (comme M. Florin Afrikan), M. Michel Muzanen, conseiller d'Etat, M. Michel Guillou, délégué

national du RPR pour le développement, des responsables ou anciens responsables de grandes entreprises. MM. Jean-Marie Bonost et Philippe Nemoi représentant le monde intellectuel.

Ainsi armé, *Printemps 86*, qui compte en son sein un seul haut fonctionnaire, labore progressivement les textes législatifs et réglementaires qui traduisent ses aspirations libérales. Une fois rédigés, les projets franchissent les barrières de trois examens successifs avant d'être déclarés bons pour l'éventuel service : celui des grands commis de l'Etat, puis d'un trio de conseillers d'Etat et enfin des conseillers politiques.

M. de Laportelière tient par ailleurs régulièrement informés, directement ou par personne interposée, les trois présidents de l'opposition de l'état des travaux.

Qu'advient-il-il du trésor de *Printemps 86* ? En cas d'alternance complète, indique M. de Laportelière, nous apporterons le tout aux détenteurs du pouvoir. Si les résultats conduisent à la nomination d'un gouvernement dévoué au président de la République, nous restons dans l'opposition avec nos textes.

En cas, enfin, de « vrai » gouvernement de cohabitation, combatif, si possible, *Printemps 86* jugera sa capacité à faire souffler le vent nouveau avant de lui livrer la quintessence des travaux dont la substance est aujourd'hui largement divulguée.

Une chose, en tout cas, est sûre, le groupe *Printemps 86*, lourd de son trésor ou délesté, se saborde en octobre 1988.

MICHEL KAJMAN.

(1) « *Printemps 86* » : 14, boulevard Marmont 75009 Paris. Tél. : 48-24-12-26. Numéro d'appel sur Minitel : 47-05-17-27. Code P 86.

Aux Etats-Unis

DÉCÈS DE SPENCER KIMBALL, PRÉSIDENT DE L'ÉGLISE MORMONE

Salt-Lake-City (AFP). — Spencer Kimball, président et prophète de l'Eglise mormone, est mort, le mardi 5 novembre, à l'âge de quarante-deux ans, a annoncé un porte-parole de la communauté. M. Kimball dirigeait depuis 1973 l'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours, qui comprend 5,8 millions de membres.

Avant que l'âge et son état de santé ne le contraignent à restreindre ses activités, à partir de 1981, M. Kimball avait été l'un des dirigeants les plus actifs de l'Eglise mormone. Il fut le premier président de celle-ci à se rendre dans les pays de l'Est, visitant la Pologne, la RDA et la Yougoslavie. M. Kimball avait permis l'accession des Noirs à la prêtrise ou sein de son Eglise et fait entrer les premiers non-Américains dans la hiérarchie mormone.

[Né en 1895 à Salt-Lake-City (Utah), M. Kimball s'était mis à plein temps au service de l'Eglise mormone en 1943. Il pourrait être remplacé par M. Ezra Taft Benson, quatre-vingt-six ans, ancien secrétaire américain à l'Agriculture.]

Le numéro du « Monde » daté 6 novembre 1985 a été tiré à 469 260 exemplaires

A B C D E F G

Préservez votre dos fragile avec **Pirelax** de **PIRELLA** sommier articulé à lames de bois soignées bien la COLONNE VERTÉBRALE. DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN. 37, Avenue de la République 75011 PARIS Tél. 43-67-46-35 Métro : PARMENTIER

CAPÉLOU DISTRIBUTEUR

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

VALEURS ACTUELLES
L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE
en kiosque ou par abonnement
SPECIMEN SUR DEMANDE
écrite 8, rue d'Uzès, 75081 Paris cedex 02

Panorama du Monde Arabe
du lundi au vendredi à 13h30 avec
VICTOR BERCIN
sur
RADIO ORIENT
FM-104.30 MHz

ROLEX GENEVE
Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.
La collection complète Rolex Oyster, chez :
Aldebert
PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot
CANNES : 1, La Paillasse

هكذا من الأصل